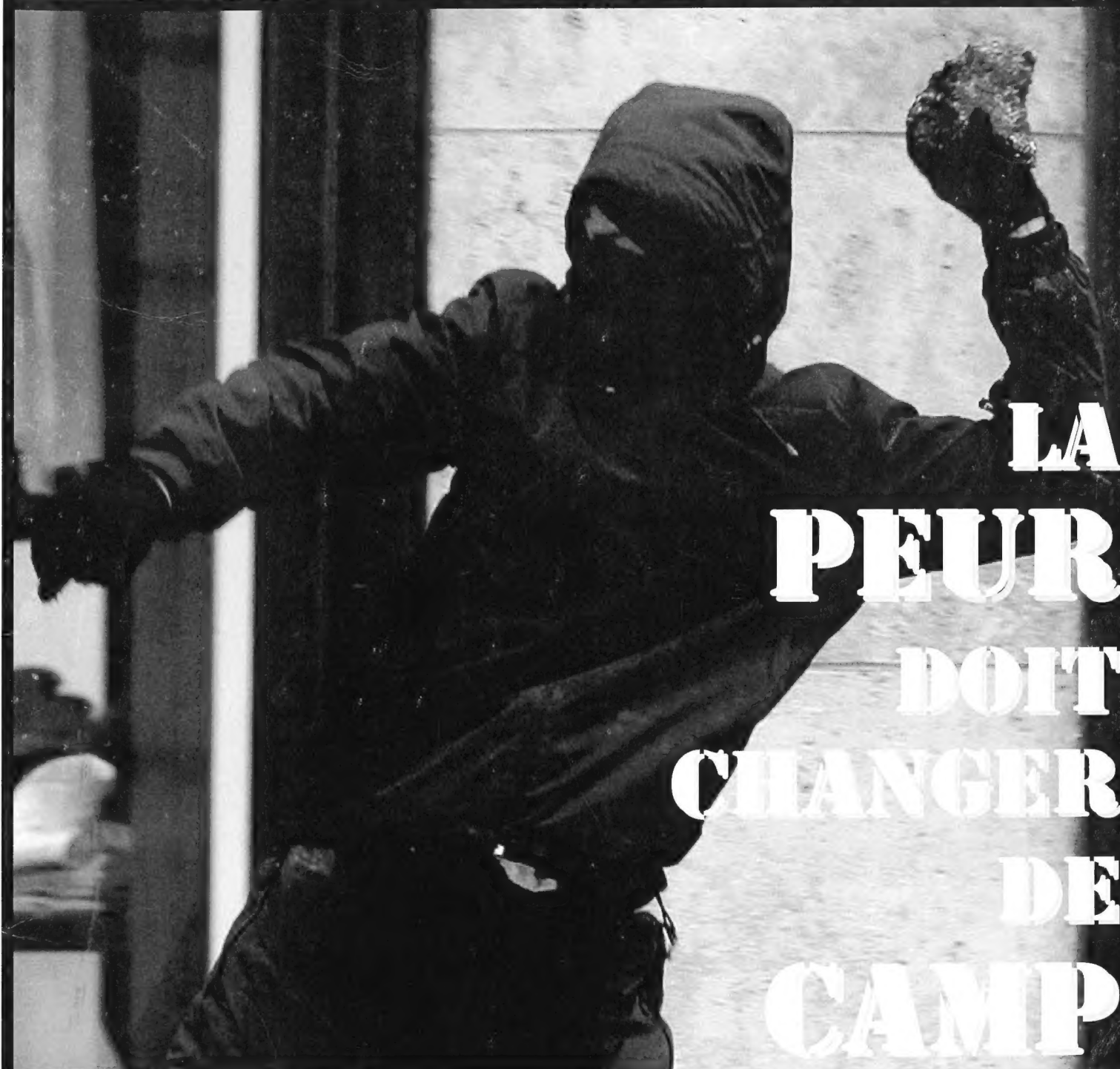


CASSE SOCIALE

FANZINE DES REDS AND ANARCHIST SKINHEADS DE MONTRÉAL

NUMERO 7 - JUILLET 2012



LA PEUR DOIT CHANGER DE CAMP

DOSSIER : DEVOIR DE MÉMOIRE
DES MILITANTS DE TOUTES LES ÉPOQUES RACONTENT UN ÉVÉNEMENT MARQUANT
MONTREAL SISTERHOOD

LE ZINE DANS LE ZINE

ENTREVUES : MISE EN DEMEURE, DERNIER BASTON, DEATH IN CUSTODY
ACTUALITÉS - CTTIQUES

CASSE SOCIALE

Le fanzine Casse Sociale est l'outil principal de propagande du chapitre montréalais de Red and Anarchist Skinheads (RASH). Casse sociale supporte la scène alternative locale et internationale, présente et critique l'actualité politique et musicale d'un point de vue révolutionnaire et populaire tout en faisant la promotion de nos valeurs d'extrême gauche.

RASH

Le RASH est un regroupement autonome de skinheads s'identifiant à la gauche radicale et à ses idéaux progressistes d'égalité, de fraternité et de solidarité. Le RASH rassemble donc des communistes, des socialistes et des anarchistes qui mettent de côté leurs divergences idéologiques afin de lutter ensemble pour plus de justice sociale, et ce, par tous les moyens nécessaires.

SALUTATIONS

Salutations combatives à tous les camarades que nous avons croisés dans les actions et manifestations durant ces dernières semaines assez intenses et agitées. Plus spécialement, celles et ceux dont nous ne reconnaissons que les yeux, mais dont nous pouvons deviner le sourire derrière un masque noir. À nos sœurs du Montreal Sisterhood, votre combat contre le sexisme et le patriarcat, malheureusement toujours d'actualité, est plus qu'essentiel. Aux divers groupes militants que nous côtoyons et avec qui nous partageons l'espoir d'un monde meilleur car ensemble nous pouvons tout : Apatrides anonymes, Action Anti-Raciste, les anars du Sud Ouest, La belle époque, Bibliothèque anarchiste DIRA, Collectif opposé à la brutalité policière, Commission populaire - ne collaborez pas avec le SCRS -, Comité Libertad, Convergence des luttes anticapitalistes, Librairie l'Insoumise, Maison Norman Bethune, No One Is Illegal-Montreal, Projet accompagnement solidarité Colombie, Parti communiste révolutionnaire, La pointe libertaire, Centre social autogéré, Salon du livre anarchiste de Montréal, Secours rouge, SHARP Montréal, Syndicat industriel des travailleurs et des travailleuses (IWW) section montréalaise, Union communiste libertaire. À Francis Dupuis-Déri et Marc André Cyr qui n'hésitent pas à prendre la défense des opprimés enragés, prouvant à chacune de leurs interventions qu'il est possible d'être intellectuel et engagé. Aux militants de l'ASSE et de la CLASSE, ça fait toujours plaisir de pouvoir vous rendre service et de vous aider. À antidev.wordpress.com, chasseurdepuces.blogspot.ca, cutvmontreal.ca, www.fachowatch.com, faire-greve.blogspot.ca, grevemontreal.noblogs.org et www.sabotagemedia.anarkhia.org, vive l'opinion et l'information libre.

REMERCIEMENTS

Casse Social remercie grandement le Comité Libertad, l'AFESH ainsi que tous les groupes et Dj's qui ont joué pour nous. Sans vous et votre support, ce 7e numéro n'aurait pu être possible : Action Sédition, The Class Assassins, Hold A Grudge, The Resistance, ShotCallers, Union Made et Round II - on se reprend bientôt - de même que les Dj's Temps Dur, Eagle Hans et Max. Aussi, un gros merci à tous ceux et celles qui ont accepté de collaborer avec nous pour cette nouvelle édition. Aussi, un remerciement spécial à Baguette, Guide Suprême, Lumière du socialisme à poils ras, coach de vie et directeur de conscience du monteur.

Le **MONTREAL SISTERHOOD**, qui a encore sa section dans les pages de Casse Sociale (cherchez pas le sommaire, on a pas eu le temps de le faire - vous les trouverez bien!), tient pour sa part à remercier RASH Montréal, Ya Basta!, La Solidaire insurgée, Le centre des femmes de l'UQÀM, Les Sorcières, le COBP, la CLAC, l'UCL, Amy et toute la crew de « From the back of the room », Last Excuse, Cheap Thrills, Murder the Elite, les artistes de la soirée du 8 mars « Arts et féminisme »; Monk.e, Arno, Kathou Dufresne-Lemire et les artistes du show Hiphop du 10 mars 2012 : Marième, FiligranN, Obia le chef El cotola, Kella, Aurélie Djee, Webster et Showme. Nous tenons à faire une mention spéciale à Étienne, Action Sédition, Soul and Spirit, Jeunesse Apatride et Bo (notre infographe préféré).

Pour terminer, spéciale dédicace à tous les étudiantes et étudiants en grève qui luttent pour que nous puissions tous accéder, si nous le voulons bien, à des études supérieures de qualité. Que votre rage contre le capitalisme soit de plus en plus scandée lors des manifestations, c'est bien. Par contre, pour continuer la lutte, il faut maintenant transformer ces paroles en actes. Car le combat sera long et difficile, mais combien agréable, pour en arriver à un monde sans oppression et exploitation.

1-2-3-4 - THIS IS FUCKING CLASS WAR
5-6-7-8 - ORGANIZE AND SMASH THE STATE!

PLUS DE CINQ MOIS DE LUTTE... ET ÇA CONTINUE !



Qui aurait pu prévoir, au début de l'année 2012, que le printemps serait synonyme de résistance aux politiques gouvernementales libérales, de remise en cause de l'ordre établi, de lutte et de révolte? Et tout ça, à partir d'une dénonciation par les étudiants de la hausse des frais de scolarité applicable aux études supérieures.

Plusieurs envisageaient le scénario habituel : quelques jours de grève menant à une négociation entre les principales organisations étudiantes et le gouvernement. Négociation qui aboutirait à une entente acceptée par la majorité des associations modérées, concrétisant ainsi une légère hausse.

C'était sans compter sur le refus de négocier du gouvernement libéral motivé par son entêtement à aller de l'avant coûte que coûte avec sa hausse. Sans oublier la saine obstination de la CLASSE, la plus radicale des organisations étudiantes et celle comptant le plus de grévistes, à ne pas céder sur son principe d'accessibilité pour tous à l'éducation.

Ce qui s'annonçait comme un scénario déjà vu s'est transformé en une véritable crise sociale, voire même en une réelle agitation avec des épisodes de quasi-guérilla urbaine. L'une des plus graves crises politique au Québec, du jamais vu depuis longtemps.

Assez rapidement, le désir de bloquer la hausse s'est transformé en une dénonciation du libéralisme et de l'austérité avec pour effet de radicaliser une nouvelle génération. Il faut dire que les coups de matraque et les gaz irritants aident grandement à comprendre que le gouvernement bourgeois n'est là que pour servir ses propres intérêts de classe.

Cette montée de l'anticapitalisme s'est accompagnée, inévitablement, pour l'ensemble de la gauche, de débats concernant la condamnation ou non de la violence et de ce qui la définit, de la formation de Black Blocs comme outil efficace d'action directe, de l'acceptation de la diversité des tactiques et de son rapport avec les mouvements de masse.

Nous sommes conscients du très long chemin qui reste à franchir pour en arriver à une organisation collective large, énergique et percutante afin de pouvoir passer de la contestation à la résistance, de la confrontation à la révolution.

Par contre, nul ne peut nier que les derniers mois sont un pas dans la bonne direction. C'est pour cette raison que nous vous présentons quelques textes reliés aux événements clés qui ont ponctué les derniers mois.

RÉPRESSION POLICIÈRE L'ÉTAT EST-IL TOMBÉ SUR LA TÊTE ?

Depuis quelques mois, et surtout en ces temps de contestation sociale plus marquée, la répression et la brutalité policière sont d'avantage médiatisées et semblent ainsi plus présentes. On a entendu parler de l'escouade GAMMA, des visites du SCRS chez nombre de militant-e-s, le million d'arrestation lors du G20 en 2009 à Toronto, les provocations policières et d'arrestations non-justifiées lors du 1er mai 2011, du nombre incroyable d'arrestations et de personnes brutalisées par la police depuis le début de la grève étudiante. L'État et son bras armé, la police, auraient-ils perdu les pédales ?

Et bien en s'attardant un tantinet au rôle de l'État et en faisant un rapide survol historique des dernières années, on a tendance à répondre non. Ainsi, si les policier-e-s ne sont pas tous des personnes fondamentalement «méchantes», quand ils et elles revêtent leurs uniformes, ils et elles deviennent les gardien-ne-s d'un État que nous cherchons à abattre. Et malheureusement, la répression et la brutalité dont ils et elles font preuve en ce moment (et depuis que l'État existe d'ailleurs) n'est pas surprenante et «sortie de nulle part». Comment comprendre cette situation ?

Le rôle de l'État et de sa police

Avant d'aborder la question de la brutalité et de la répression policière, il faut étendre notre analyse jusqu'à l'État et sa mission. L'État, sous sa forme actuel au Québec (et ailleurs), « n'est pas autre chose que la forme d'organisation que les bourgeois-e-s se donnent par nécessité, pour garantir réciproquement leur propriété et leurs intérêts, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur[1] ». « L'État [est l'] instrument de défense collective des classes possédantes ; la machine de guerre contre les groupes nationaux concurrents, machine à réprimer contre les exploités[2] ».

Autrement dit, les gouvernements au pouvoir défendent le système capitaliste et ses conséquences. Dans cette mission, notre état se bat avec tous les moyens dont elle dispose, c'est-à-dire la répression, le mensonge, la manipulation, etc. Pour bien s'acquitter de sa mission, l'État possède plusieurs bras armés : Police, services secrets, armée et agence d'information. Toutefois, il est à noter que leurs meilleures armes restent la persuasion pacifique –par le biais de l'école, des institutions et/ou des médias -, le fatalisme et le défaitisme de la population et la pensée selon laquelle que le seul système pouvant réellement fonctionner est le leur, c'est-à-dire le capitalisme.

Bref, conscient-e ou non de son rôle, le policier ou la policière restent un objet étatique pour défendre le système, les lois et les violences économiques et sociales issues de la propriété privées des moyens de production (pauvreté, précarité, chômage, etc.).

Depuis que la police existe, la brutalité policière et la répression existe. Sans exposer un historique sur le sujet, n'est-il pas



évident que la brutalité policière existe depuis que nous avons mis un pouvoir entre les mains de gens armés? Les nombreux livres qui ont comme sujets les violences policières, les provocations policières, la répression politique et qui ont été écrit à différentes époques, ne sont-ils pas des preuves que la répression existe et n'est pas d'hier? Bref, s'il n'y a pas que des aspects négatifs à avoir une police, trop souvent leurs actions sont dirigées contre des mouvements sociaux, des organisations politiques, des sans-abri, des travailleurs et travailleuses etc.

Au Québec, les groupes qui menacent de « troubler » la paix sociale sont surveillés – dans certains cas infiltrés - par la police, les agences de renseignements et pour des cas spéciaux, par la police secrète. Selon le rapport annuel du Service Canadien de Renseignement de Sécurité (SCRS), les « activités ciblées à la fin des années 90 comprenaient : les groupes de résistance Autochtone, les mouvements pour les droits des animaux et pour l'environnement, les groupes anti-pauvreté, anti-mondialisation, contre la brutalité policière, anti-raciste, anarchiste et communiste[3] ». Voilà plusieurs groupes qui pourraient nuire à l'économie capitaliste, aux autorités en place et à l'idéologie libérale que les politiciens au pouvoir défendent jour et nuit.

Face aux violences politiques, économiques et sociales de l'État et des industries, ces groupes résistent et en subissent les conséquences. La menace des sanctions légales accompagnées des violences policières nous prouve l'intolérance que l'État et son bras armée –la police- ont face aux mouvements contestataires. Ne reculant devant rien, les autorités (police municipale, Sûreté du Québec, SCRS, la GRC) utilisent des agents provocateurs, l'intimidation, le harcèlement, le chantage, la manipulation, la désinformation, le sabotage, le vol et l'incendie volontaire pour détruire ces mouvements et organisations [4].

Sous le prétexte de la sécurité, ils vont également utiliser la force brute pour réprimer les manifestations, les grèves, les occupations et les actions directes. À titre d'illustration, « en 71 jours,

soit du 1er juin au 10 août 1971, il y eut au Québec pas moins de 23 000 travailleurs [et travailleuses] en grève et au moins 6 manifestations ayant conduit à 155 arrestations [5] ».

Les grèves étudiantes de 2005 et de 2007-2008 allaient nous prouver que rien n'avait changé avec les années. Une grève de 7 semaines en 2005 allait conduire la police à effectuer plus de 260 arrestations [6].

Le faible mouvement de grève de 2007 et 2008 – quelques journées de grèves seulement pour plusieurs associations étudiantes – a été fortement réprimé par la police. Une centaine



d'arrestations, une utilisation massive de poivre de Cayenne et quelques personnes à l'hôpital ont été le résultat de cette brève contestation du milieu étudiant [7].

Au moment d'écrire ces lignes, on dénombre plus de 1000 arrestations pour la grève étudiante du printemps 2012[8] (3000 rendu à l'été! NDLR). En plus de prendre les taxes des travailleurs et des travailleuses pour payer une police répressive, l'État semble utiliser les policiers et les policières pour « contrôler la population, maintenir la main-d'œuvre au service du capital et [pour] la garder dans le rang [9] ».

Enfin, les mouvements communistes et anarchistes – qui remettent en cause la structure de l'État – sont aussi souvent l'objet de répression de la part de la police. Par exemple, lors d'une manifestation organisée par le Parti Communiste Révolutionnaire (PCR) à Saint-Jérôme, les policiers et les policières ont procédé à l'arrestation de 9 personnes[10]. La police a déclaré dans les journaux locaux que l'intervention avait été faite en raison de la diffusion de tracts haineux. Ce tract invitait les travailleurs et les travailleuses à s'organiser face aux politiques bourgeoises de l'État.

Un autre exemple, plus actuel : récemment, le SCRS a affirmé publiquement avoir dans la mire plusieurs groupes d'extrême-gauche notamment le PCR, l'UCL (Union communiste libertaire) et la CLAC (Convergence des luttes anticapitalistes) et s'être rendu à Victoriaville dans le cadre des manifestations entourant le conseil général du Parti Libéral pour collecter des informations [8]. Il n'est pas très étonnant de voir le bras armé de l'État faire de la répression contre les mouvements anarchistes et communistes qui contestent sa légitimité ou son existence.

En ce moment, dans plusieurs régions du monde, les classes opprimées luttent contre les mesures d'austérité. La réponse

des gouvernements est partout la même ; la répression. Bref, la répression et la brutalité policière ne sont ni des mythes, ni le simple fait de policier-e-s isolé-e-s, un peu zélé-e-s. Cette violence est institutionnalisée et est commandée par l'État à des fins politiques et économiques.

Comment répondre ?

Le gouvernement tente par tous les moyens de s'assurer que la population reste pacifique face à ces attaques. Elle ne cesse de condamner les « actes violents » lors de manifestations, ce que font également les médias bourgeois. Comme le dit le slogan « When the rich rob the poor, it's call business When the poor fight back it's call violence ».

L'État nous dit ensuite que sa violence est une réponse à celles des contestataires du système et encore pire, qu'elle est la seule qui peut utiliser légitimement la violence. C'est ce que le sociologue Weber, pas particulièrement progressiste, constatait en affirmant que l'État a le monopole de la violence légitime[12]. Un regard rapide sur la situation nous montre rapidement que même quand la contestation se fait de façon pacifique, la répression est bel et bien présente! Malheureusement le discours pro-pacifisme trouve beaucoup d'adeptes dans plusieurs mouvements militants. Et on le voit actuellement dans le mouvement étudiant qui comporte son lot de « paci-flics »[13].

La réponse à la répression ne peut donc être le pacifisme. La solidarité et l'organisation sont nos armes face à la répression. Et s'il est vrai que la répression se durcit, on peut peut-être y voir là la preuve de l'avancement de nos idées et de l'efficacité de nos mouvements.

On a raison de se révolter !

A las barricadas

[1] GARAUDY, Roger, Clefs pour le marxisme, Paris, Éditions Sechers, 1977

[2] SERGE, Victor, Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression, Paris, Petite collection Maspéro, 1970, (voir page 86)

[3] COLLECTIF OPPOSÉ À LA BRUTALITÉ POLICIÈRE, La sécurité : L'art de survivre, En ligne, <http://cobp-mtl.ath.cx/>, 2002, Consulté le 25 mars.

[4] Ibid.

[5] WARREN, Jean-Philippe, Ils voulaient changer le monde, Montréal, Vlb éditeur, 2007 (Voir page 63).

[6] COLLECTIF OPPOSÉ À LA BRUTALITÉ POLICIÈRE, L'agent provocateur numéro 11, « Retour sur la répression de la grève générale étudiante de 2005 », En ligne. <

<http://cobp-mtl.ath.cx/archives/Publications/L'Agent%20Provocateur/AgentProvocateur/Bulletin-11-fra.pdf> >, 2005,

[7] COLLECTIF OPPOSÉ À LA BRUTALITÉ POLICIÈRE, État policier ici et ailleurs, « Répression policière et mouvement étudiant ». 2008, 26 pages (Voir page 4 et 5)

[8] TVA NOUVELLES, Tva Nouvelles, « Le « printemps québécois » préoccupe - Exclusif: les services secrets à Victoriaville », 6 mai 2012, En ligne, <http://tvanouvelles.ca/lcn/infos/national/archives/2012/05/20120506-183028.html#.T6b_jxNrXs.facebook>

[9] WARREN, Jean-Philippe, Op. cit. (voir page 52)

[10] COLLECTIF OPPOSÉ À LA BRUTALITÉ POLICIÈRE, État policier ici et ailleurs, « Répression politique à St-Jérôme ou le droit de manifester », 2008, 26 pages (voir p.15)

[11] FREUND, Julien, Max Weber, Paris, Éditions des Presses Universitaires de France, 1969, 132 p. (voir p. 5-16)

[12] Terme utilisé pour décrire les militant-e-s s'opposant farouchement à tout geste de « violence » et qui vont même jusqu'à s'en prendre physiquement aux personnes qui s'attaquent à des objets ou immeubles symboles du capitalisme et des intérêts bourgeois.

MANIFESTE DU CARRÉ NOIR



De la récupération et de l'infiltration

Nous sommes étudiant-e-s. Nous sommes travailleuses et travailleurs. Nous sommes chômeur-e-s. Nous sommes en colère. Nous ne récupérons pas une grève. Nous sommes dans le mouvement depuis le début. Une de ses formes au même titre qu'une autre. Nous ne sommes pas des extrémistes, nous avons une critique radicale de cette société qui est la nôtre. Nous n'infiltrons pas les manifestations, nous aidons à les organiser, nous les rendons vivantes. Nous ne sabotons pas la grève, nous en sommes partie intégrante, nous aidons à l'organiser, nous faisons battre son cœur.

Nous sommes organisé-e-s pour lutter contre ce système violent et oppressif. Nous croyons que la violence du système qui attaque des classes économiques et des populations entières justifie l'usage de la violence qui cible du matériel et des agents politiques que sont les flics. Nous nous drapons de noir pour tenter d'échapper à la répression d'un système qui a fait ses preuves d'intolérance à l'égard de la contestation (Toronto 2012, Montebello 2007, Québec 2001, 15 mars de tout temps, 7 mars 2012, etc.). Nos drapeaux noirs s'opposent à la fleurdelisée dont les symboles - le roi et l'église - nous horrifient. Le black bloc n'est pas un groupe. C'est une tactique, une tactique qui oppose obéissance docile aux normes et aux lois, à la désobéissance civile et à l'action directe.

De l'opinion publique et du mythe de l'unité

Les radicaux-ales s'opposent dans la grève présente aux « imagistes » qui se revendiquent du pacifisme. L'opinion publique, qui oriente la façon dont ces derniers agissent, est une chimère. Notre champ de bataille se situe dans la rue, dans les A.G., dans les bureaux occupés, dans les milieux libérés, pas dans les médias. Nous dénonçons l'illusion que les choses peuvent être changées sans perturbation.

Nous opposons le principe de la solidarité au mythe de l'unité qui sévit dans l'imaginaire de nos contemporain-e-s - les intérêts des québécois-e-s ne sont pas uniques et homogènes. L'unité d'un mouvement est-elle vraiment souhaitable? Ne prend-il pas sa force justement dans le fait qu'il soit diversifié, que certains soient prêts et prêtes à prendre plus de risques et se protéger en conséquence?

De la violence et de la non-violence

Nous croyons qu'il y a une gigantesque différence qualitative entre la violence envers des objets et celle envers des êtres humains. Au risque de nous répéter, nous nous attaquons à des objets. C'est un geste politique et symbolique. Ce faisant, nous nous exposons à une violence beaucoup plus grave : le matraquage, le gazage, la judiciarisation, le fichage par GAMMA et maintenant la répression interne. Par principe, nous rejetons l'utilisation de la violence contre des individus. Par contre, nous considérons que ce principe ne s'applique pas à un individu armé, qui est prêt à frapper violemment d'autres personnes simplement parce qu'il en a reçu l'ordre.

Si on regarde un peu dans les livres d'histoire, il est plus que facile de voir que le vandalisme a toujours été une arme légitime utilisée par les mouvements sociaux, suffragettes, syndicats, minorités racisées, peuples autochtones, etc. Aucun gain social n'a été acquis sans perturbation. Malgré la part décroissante de l'économie réelle dans le total de « l'argent créé », la propriété privée est encore la base sur laquelle est érigé le château de cartes du capitalisme et du néolibéralisme qui attaquent présentement l'accessibilité aux études et notre vie au quotidien. C'est à elle que nous nous attaquons.

Des anarchistes parmi tant d'autres!

ON RESTE PACIFIQUE ?

Être pacifique tout en s'opposant physiquement à l'action directe, c'est :

- Ne pas respecter la diversité des tactiques;
- Se mettre en danger et mettre en danger des alliés;
- Créer une confrontation utile au sensationnalisme des médias qui ne cherchent jamais à comprendre la dynamique d'une manifestation;
- Contribuer à la division bon-ne-s/mauvaisEs manifestantEs;
- Embrouiller la légitimité de la désobéissance civile en opposant paix et violence;
- Nourrir une vision de l'opinion publique incapable d'être complexe et nuancée;
- Faire le travail de la police

En désaccord avec les tactiques de l'action directe?

Aucun problème. Tant que vous n'y participez pas, vous ne l'appuyez pas, et rappelez-vous que personne ne vous pousse à de telles actions. N'oubliez pas non plus que les forces répressives ne seront pas nécessairement plus courtoises envers vous si vous les aidez. Personne ne devrait jouer le jeu de la division, la classe dirigeante s'en charge déjà. Il est toujours possible de rester un peu à l'écart et de continuer à manifester avec les autres; n'oubliez pas les raisons premières qui vous amènent dans la rue.

Ne pensez pas que dans une manifestation les tactiques doivent ou peuvent être homogènes. Une manifestation est un espace actif où différentes personnes et points de vue se retrouvent.

Les tactiques du pacifisme se défendent, celles de l'action directe aussi. Toutes deux peuvent être légitimes et efficaces.

L'Absolu de chacune des positions n'existe pas. Historiquement, le pacifisme et l'action directe n'ont jamais existé en vase clos. Surtout, ce n'est pas l'opinion publique qui fait bouger les choses, mais bien la mobilisation dans la rue. Les divergences d'opinions sont inévitables. Il faut avant tout se rappeler contre qui et pourquoi nous nous battons.

15 mars 2012

<http://chasseurdepuces.blogspot.ca/search?updated-max=2012-03-21T21:57:00-04:00&max-results=7&start=42&by-date=false>



PLAN MORT : DE LA GRÈVE DE LA C.L.A.S.S.E. À LA GUERRE DE CLASSES

BREF REPORTAGE DE L'INTÉRIEUR SUR L'ÉMEUTE DU 20 AVRIL CONTRE LE PLAN NORD



Saint-Laurent jusqu'à Peel), les manifestant(e)s d'allégeances diverses ont envahi les rues ensemble et ont tourné l'ouverture du « Salon du Plan Nord » au Palais des Congrès en un microcosme de la guerre de classes, contre la plus grosse et la plus violente poussée vers une nouvelle vague de colonisation de l'Île de la Tortue depuis longtemps. Ça a montré à quel point l'opposition au développement industriel corporatif est devenue grande et forte.

(Par ailleurs, cette manifestation a aussi été doublée d'une tentative d'action contre un discours du Ministre de l'Immigration Jason Kenney, un suprémaciste blanc du gouvernement Harper, au Marriot Hotel, dans la défense de la nouvelle Loi C-31, visant à restreindre encore plus les possibilités pour les réfugiés, en particulier les Roms, d'avoir leur statut légal reconnu par le gouvernement

Ça a largement été une superbe journée de lutte, même si elle n'a peut-être pas été complètement victorieuse. Dès le premier moment, ça se sentait que ce jour allait être le nôtre, tout comme le mien... et ça paraissait jusque dans les black blocs chantants et rigolant dans la sérénité alors qu'ils-elles mettaient leur attirail. L'esprit de la Terre autochtone nous animait; harmonieux-euses, même dans notre détermination à semer le désordre.

Et grâce à l'incompétence de la Police fasciste de Montréal (le (S)SPVM étant surtout efficace à se mettre à plusieurs sur des individus, des gens de la rue) et au nihilo-capitalisme indifférent de l'élite politique, cette manifestation du 20 avril contre le Plan Nord corporatiste, gigantesque plan de développement visant à dérober et violer environ 70 % de la Nature dans le Grand Nord -surtout par l'industrie minière et le développement hydroélectrique- a tourné au vinaigre, celui qui fermentait, depuis un bon bout déjà, au fond d'un tas d'étudiants et radicaux confondus.

Passant en mode sabotage et combat de rue dans une zone reconnue comme un haut lieu de gentrification et de pacification (le quartier diplomatique-financier, pris dans le creux allant de

fédéral. Alors qu'actuellement des milliers de Roms sont la cible de programs racistes et de détentions en camps de travail sous le gouvernement néo-Nazi Hongrois, ça constitue un équivalent direct aux politiques d'immigration restrictives de la plupart des démocraties occidentales durant la Seconde Guerre mondiale, qui ont facilité l'Holocauste.)

Ça finit enfin par péter...

Dehors, des combats ont pris place entre les forces de Police et les émeutiers, allant dans un va-et-vient successif, où les manifestants ont fait usage à profusion de l'infâme tactique black bloc de la « dispersion pour se regrouper ailleurs », produisant alors une bataille intense et une machine à destruction massive de l'ordre qui s'étenda sur une bonne partie de l'après-midi. Ça commença par la destruction totale d'une des entrées principales du Palais, par des bombes de peinture et des pierres, juste après qu'un(e) manifestant(e) se fit tirer un coup de bombonne de gaz CS au visage (à environ un mètre de distance), où la Police dû entrer se réfugier à l'intérieur pendant un bon moment.



Entre-temps, des manifestants purent se faufiler à l'intérieur du gigantesque bâtiment futuriste aseptisé, par une porte de service, et se rendirent non loin de l'endroit où la conférence se tenait, mais furent repoussés à la dernière minute par des flics anti-émeute. La bataille, à l'intérieur comme à l'extérieur, a réussi à retarder l'élocution du Premier ministre Charest, alors qu'il fut aussi contraint de laisser tomber la séance de photos d'ouverture.

Puis, alors que la bataille continuait de se répandre dans les environs du Palais, les façades de nombreux bureaux et commerces desservant l'élite capitaliste furent saccagées, incluant le Centre de Commerce mondial, avec ses façades successivement passées au graffiti (un « A » rouge fût d'ailleurs peint sur le logo du « W » à l'entrée face au QG de l'IATA et à la Bourse de Montréal, avec « Plan Mort » à côté) puis au cassage de vitres. Mais pour mettre un peu de côté un peu le pouffage de rire, je tiens quand même à rappeler qu'un certain nombre manifestant(e)s ont été gazés et violentés, quelques dizaines arrêté(e)s; mais aussi quelques flics ont été blessés dans les batailles de rue, qui a tourné à un certain point dans une pluie de roches, morceaux de pavé et n'importe quoi d'autre d'assez pertinent pour être lancé contre la Police violente, mais visiblement apeurée.

Face au déchaînement de la colère -en premier verbale et plus physique par la suite- de plusieurs manifestants, aussi face à leur nombre surprenant (je dirais deux milles, environ), la Police s'enlisa dans la désorganisation, avec quelques drôles scènes d'agents se faisant encercler, alors que la peur généralisée était palpable dans leurs rangs, particulièrement alors que des poches d'émeutiers foutaient le désordre à plusieurs endroits en même temps. Ils ne furent pas que soudainement débordés, mais perdaient aussi la face en tant qu'« épouvantails du peuple », surtout dans la tête des gens, alors que de plus en plus de

passant(e)s se rassemblaient aussi pour se joindre à « l'indignation » alors qu'ils furent traités de la même manière que les manifestants. Plus ou moins cette même sorte de gens que les profiteurs/promoteurs corporatifs à l'intérieur tentaient d'acheter par une grosse carotte vide, faite de belles promesses, ce même prolétariat de toujours plus frustré se faisait maintenant imposer l'argument répressif, primitif, écervelé du bâton. Or il semble qu'il y a de plus en plus de gens qui ne laissent pas embobiner par ça.

Bizarrement, alors que la bataille de rue continuait de se dérouler entre les murs du centre financier du centre-ville, les cris et les flashbangs étaient étouffées, à quelques rues plus loin, par le bruit du flot ordinaire du trafic, avec seulement les hélicoptères de la Police qui tournaient au-dessus des passants comme des oiseaux de proie, comme faible signal que quelque chose de « gros » se passait quelque part, s'ajoutant à cela les dépêches à la radio d'un total chaos prenant place au Palais des Congrès... le genre de chose dont des prolos ne rêveraient que dans leurs rêves les plus juteux. Peut-être attendaient-elles qu'une bande de black blocs sorte de nulle part et leur montre le chemin pour se libérer de leur esclavage quotidien?

Il y eut un autre jour de manifestation, beaucoup plus calme, contre le Salon le lendemain, ainsi qu'une grosse marche symbolique pour célébrer le Jour de la Terre, où les femmes innues de la Côte-Nord furent accueillies après leur longue marche tout au long de la route 138 en protestation contre l'invasion de leur territoire par Hydro-Québec dans la complicité des « hommes d'affaires » de leur Conseil de bande. Pour des reportages vidéo de tous les événements, tout comme des autres manifestations étudiants, on vous invite à aller sur CUTV Montreal.

Pour la libération de la Terre... dans la rue!

<https://antidev.wordpress.com/2012/04/24/plan-mort-de-la-greve-de-la-c-l-a-s-s-e-a-la-guerre-de-classes/>

BLACK BLOC ET CARRÉ ROUGE



Depuis des semaines, les débats font rage au sujet du « Black Bloc », soit ce qu'on désigne comme des « groupuscules anarchistes » de « casseurs » « masqués, cagoulés et vêtus de noir et qui brandissent des drapeaux noirs ». À plusieurs reprises en manifestation, j'ai vu des manifestants invectiver et s'en prendre physiquement à des membres du Black Bloc, au nom de la non-violence.

Certes, un Black Bloc peut simplement défiler en suivant le flot de la manifestation, comme les autres contingents de syndicats, d'organisations non gouvernementales et de partis politiques, agglutinés derrière leurs banderoles et leurs dirigeants. Lorsque j'ai vu des Black Blocs dans des manifestations à Montréal ou ailleurs, ils défilaient ainsi, généralement dans le calme, exprimant par leur seule présence une critique radicale du capitalisme ou de l'État. C'est toutefois lorsqu'un Black Bloc a recours à l'action directe que les médias remarquent son existence. Or le Black Bloc n'est pas un phénomène nouveau. Retour sur une histoire mouvementée.

Les origines

La tactique du Black Bloc apparaît en Allemagne de l'Ouest vers

1980, au sein du mouvement « autonome » (Autonomen), qui se distinguait à l'extrême gauche par sa volonté d'autonomie par rapport aux institutions (États, partis, syndicats). Le mouvement autonome comptait des centaines de squats, véritables lieux de vie collective et d'expérimentation contre-culturelle. À l'occasion de tentatives d'expulsion par les autorités, des Black Blocs, comptant parfois plus de mille activistes, affrontaient les policiers pour défendre le squat.

La tactique du Black Bloc s'est par la suite diffusée dans les réseaux punks, anarchistes et antifascistes. Il semble que les premiers Black Blocs apparaissent en Amérique du Nord dans les années 1990 dans le mouvement antiraciste radical et les mobilisations contre la première guerre contre l'Irak. Le phénomène Black Bloc attire encore l'attention depuis une dizaine d'années dans les grandes mobilisations contre les institutions internationales associées au néolibéralisme et à la mondialisation du capitalisme (Seattle en 1999, Sommet des Amériques à Québec en 2001, etc.). Plus récemment, des Black Blocs sont passés à l'action directe lors du Sommet du G20 à Toronto (2010) et dans les manifestations du mouvement « Occupy », en particulier à Oakland et à Rome.

On l'aura compris, le Black Bloc n'est pas une organisation permanente et il est préférable de parler des Black Blocs (au pluriel). Avant et après une manifestation, un Black Bloc n'existe pas.

Polémique

On affirme souvent que les Black Blocs « infiltrent » les manifestations. Les Black Blocs ont même été identifiés comme le « cancer » du mouvement Occupy. Par de telles condamnations, des porte-parole de mouvements sociaux s'affirment respectables aux yeux des élites, au risque de miner la solidarité et de légitimer la répression policière et la criminalisation de la dissidence. Mais de telles affirmations sont curieuses, car sur quelle base peut-on affirmer que les activistes du Black Bloc ne participent pas à un mouvement social ? Il faudrait pouvoir déterminer à qui appartient un mouvement, et de quel droit.

Pour répondre à cette critique, « des anarchistes parmi d'autres » qui ont participé à des Black Blocs et qui signent le « Manifeste du Carré noir », diffusé en mars 2012 dans le cadre des mobilisations étudiantes au Québec, déclarent : « Nous sommes étudiant-e-s. Nous sommes travailleuses et travailleurs. Nous sommes chômeur-e-s [sic]. Nous sommes en colère. Nous ne récupérons pas une grève. Nous sommes dans le mouvement depuis le début. [...] Nous n'infiltrons pas les manifestations, nous aidons à les organiser, nous les rendons vivantes. »

Leurs détracteurs critiquent aussi les membres des Black Blocs pour n'avoir aucune cause politique à défendre puisqu'ils ne voudraient que « tout casser ». Évidemment, certains se joignent sans doute aux Black Blocs sans conviction politique forte. On oublie alors que plusieurs politiciens militent dans les partis politiques non pas par conviction, mais par quête de profit personnel ou de gloire et de pouvoir.

La cible est le message

Il semble en fait que les membres des Black Blocs sont généralement des individus qui ont une expérience militante et une réflexion politique. Des membres des Black Blocs ne croient pas qu'il faut toujours avoir recours à la force en manifestation, ni qu'il s'agit là de la forme la plus pure du militantisme.

Cela dit, en certaines occasions, il leur semble utile et juste de perturber l'ordre social et d'exprimer une colère légitime, sans compter que la « paix sociale » libérale implique elle-même son lot de violence : guerres et brutalités policières, inégalités diverses, exclusion et pauvreté. Qui sait au Québec qu'entre Westmount et Hochelaga-Maisonneuve, la différence d'espérance de vie est d'environ 10 ans ? Fracasser une vitrine ? Ce n'est pas de la violence, dit-on alors, ou ce n'est rien en comparaison de la violence du système.

Au-delà des communiqués plutôt rares, c'est par leurs graffitis et leurs cibles que l'on peut saisir la pensée politique des Black Blocs. Il ne s'agit jamais - ou presque - de « violence aveugle ». Les cibles sont associées au capitalisme (banques, firmes multinationales), aux grands médias privés ou publics, à l'État (surtout la police) et, parfois, au patriarcat (lors du Sommet du G20 à Toronto, une boutique d'American Apparel et un club de danseuses nues ont été la cible d'un Black Bloc qui comptait de nombreuses femmes).

Le Black Bloc semble donc reprendre à son compte l'affirmation exprimée au début du xxe siècle en Grande-Bretagne par Emmeline Pankhurst, dirigeante des suffragettes, pour qui « l'argument de la vitrine cassée est le meilleur du monde moderne ». Elle justifiait ainsi l'action collective de centaines de militantes qui avaient fracassé en mars 1911 des dizaines de vitrines dans les rues commerciales de Londres. À la suite d'une arrestation de masse, une des prisonnières dira : « Nous avons tout essayé - les manifestations et les assemblées - et cela n'a rien donné. »

Selon le politologue Nicolas Tavaglione, « les Black Blocs sont les meilleurs philosophes politiques du moment », car ils demandent à la société de choisir entre la protection de biens matériels et la brutalité policière, ou encore entre le maintien de l'ordre social et la liberté et l'égalité.

Les Black Blocs, en effet, sont anarchistes, communistes, écologistes ou féministes radicales, et le plus souvent - selon leurs communiqués - contre toutes les hiérarchies et toutes les autorités. Les Black Blocs n'ont pas de chef et n'en veulent pas. Dans le communiqué « Pourquoi étions-nous à Gênes », diffusé après le Sommet du G8 en 2001, des membres d'un Black Bloc déclarent : « Nous ne cherchons pas à trouver une place au sein des discussions entre les maîtres du monde ; nous voulons qu'il n'y ait plus de maîtres du monde. »

Rester critique

Je ne prétends pas ici avoir dit toute la vérité sur les Black Blocs, ni bien sûr tout connaître à leur sujet, et encore moins être leur porte-parole. Par ailleurs, on peut critiquer les Black Blocs selon des principes moraux : « On reste pacifiques ! » (mais qui détermine le bien et le mal ?), en référence à des normes juridiques : « C'est criminel ! » (mais qui juge du bon droit ?), en raison de calculs politiques : « Ils nuisent au mouvement ! » (mais qui décide de ce qui est « efficace » ou non ?).

Il faut savoir, cela dit, que des centaines ou des milliers de manifestantes et manifestants sont aussi favorables aux Black Blocs. De plus, la « violence » en manifestation n'est pas seulement le fait des Black Blocs, tandis que celle des policiers est toujours plus brutale.

Enfin, chercher sérieusement à comprendre l'histoire et les actions des Black Blocs et prendre le temps de lire leurs communiqués diffusés au fil des mobilisations permet de rester critique devant les discours simplistes des faiseurs d'opinions, des politiciens et des policiers qui se plaisent à lancer à leur sujet toutes sortes d'affirmations fausses et totalement gratuites - même si je considère la gratuité comme un très beau principe.

Francis Dupuis-Déri - Professeur de science politique à l'UQAM et auteur du livre Les Black Blocs (Lux, 2007)

28 avril 2012

<http://www.ledevoir.com/societe/education/348759/black-bloc-et-carre-rouge>

DU PACIFISME

RETOUR SUR QUELQUES IDÉES REÇUES

« Le pacifisme, ça marche »

Les luttes pacifiques de Gandhi ou Luther King s'inscrivaient à l'intérieur de contextes où des actions plus radicales s'effectuaient et sans lesquels rien n'aurait abouti. Quant à la prétendue « Révolution tranquille » du Québec, elle n'était pas tranquille du tout : c'est le pouvoir qui voudrait qu'on pense que le Québec progressiste est fondé sur une culture du changement social sans violence.

« La ministre négociera quand la paix sociale sera rétablie, lorsqu'elle trouvera des interlocuteurs sérieux, de bons élèves respectueux de l'État de droit et qui obéissent aux lois »

La ministre ne négocie pas par choix, mais parce qu'elle le doit, parce qu'un rapport de force l'y oblige, parce que nous persistons dans la lutte. Ses appels au calme trahissent simplement le fait que la situation est devenue, pour l'État, intenable. Il n'y a pas de paix sociale à rétablir, ni à maintenir, pas d'État pacifique lorsque la légitimité de ses décisions est remise en question. Notre mobilisation en est la preuve : nous répondons à une attaque à l'éducation, l'État nous envoie ses chiens de garde.

« L'opinion publique est le nerf de la guerre : l'objectif est de gagner à notre cause « les gens à la maison », par l'entremise de médias neutres, pour faire flancher le gouvernement sous le poids des sondages. Pour cela, nous devons multiplier les actions créatives, considérer la manif parfaite comme celle où il ne se passe rien — et espérer que les médias en parlent. »

Mais voyez-vous le gouvernement flancher devant l'opposition générale aux gaz de schiste, au Plan Nord? Croyez-vous encore que Charest et ses ministres oeuvrent dans l'intérêt de la population plutôt que dans le sien et celui de ses « amis »? Quant aux médias, ce serait être naïf de croire qu'ils sont neutres et qu'ils cherchent avant tout à relayer fidèlement « notre message ». Il n'en restera toujours que ce qui, une fois traversé le filtre du bête sens commun, pourra aussi servir leurs objectifs de profit et de contrôle social. Et on voudrait remettre notre « victoire » entre leurs mains?

« Être gentil devant les flics « ça marche » : faire des signes de peace, scander « S'il vous plaît, tassez-vous » à une ligne anti-émeute, leur dire bravo merci bonne nuit après la manif, s'habiller en blanc-pacifiste et s'asseoir par terre pour pas être arrêté quand les boeufs nous rentrent dedans. »

Les dernières semaines nous ont rappelé que face à la foule, la police frappe sans discrimination : lorsqu'elle le décide, elle matraque, gaze et judiciaire sans égard à la soumission des personnes qu'elle rencontre sur son chemin. Si par chance le fait de s'asseoir par terre, se vêtir de blanc ou émettre des bouuu devant les bureaux des Forces armées canadiennes aux vitres éclatées permet au pacifiste de sauver sa propre peau, elle mettra surtout en danger ceux qui ne suivront pas son geste, que ce soit par conviction ou non.

« Si les flics interviennent, c'est la faute aux casseurs professionnels qui infiltrent les manifs »

D'abord, on ne gagne pas sa vie à faire partie d'un Black Bloc : il ne s'agit pas d'une profession, ni même d'un passe-temps rigolo, mais bien d'une tactique qui s'accompagne d'une pensée politique. Ces « casseurs » sont bien souvent, d'ailleurs, des étudiants, des étudiantes, avec qui vous partagez cours, jobs de merde, etc. Quoi qu'il en soit, qu'on soit d'accord ou non avec leurs actions, la police trouve toujours des raisons pour intervenir lorsqu'elle le souhaite, du moment où on représente une menace pour le projet politique auquel on s'oppose ou pour l'ordre normal des choses.

On ne dit pas que la seule bonne stratégie c'est de péter des vitres. Mais on avance que le pacifisme qui se manifeste généralement en ce moment représente surtout une posture morale superficielle et confortable. Elle n'est rien d'autre que la stratégie que le gouvernement désire qu'on adopte, pour bien que le mouvement se pacifie, se divise, se rende lui-même inopérant et contrôlable, cesse de représenter une menace réelle et se perde dans les marasmes de l'image, inoffensive.

Les Paci-Flics

Veux-tu vraiment être... le Stool de la Classe?

Il faut être naïfs pour ne pas se rendre compte de la stratégie ridiculement simple du gouvernement, celle de « diviser pour mieux régner », et céder à l'appel de l'État : « manifestants pacifiques », super-citoyens, faites preuve de civisme, dénoncez-vous entre vous! »

Ces derniers jours, on a vu des prétenduEs « pacifistes » tabasser une fille qui aurait brisé une vitre du bureau des forces armées, prendre des « casseurs » en photo pour les publier sur Facebook, ou carrément les livrer aux flics. Au nom de quel principe de non-violence frappe-t-on quelqu'un qui ne casse qu'une vitre, le livre-t-on à la police au risque non seulement de créer un climat de méfiance généralisée, mais, très concrètement, de mettre des camarades en cage?

Il faut prendre conscience que les arrestations mènent à la judiciaire, qu'elles ont des conséquences désastreuses sur la vie des personnes que vous sacrifiez sur l'autel de votre bonne conscience.

C'est déjà assez navrant de voir une foule de milliers de personnes rester impassible devant l'arrestation de camarades, veut-on vraiment passer de la passivité à la collaboration pure et simple? Des flics infiltrés, y'en a déjà pleins nos manifs on a pas besoin de venir grossir leurs rangs!

C'est une posture valable de simplement faire partie de la foule qui protège les camarades. Les pacifistes sont pas-si-flics quand ils sont pas collabos.

Ne tombez pas dans le panneau, ne jouez pas le jeu de l'État, y'a moyen d'être pacifiste sans être paci-flic!

UN COMPTE RENDU DU 1ER MAI ANTICAPITALISTE À MONTRÉAL



Une autre journée de confrontations avec les flics et d'attaques contre le l'État et le Capital (banques TD et BMO, quelques boutiques, l'édifice de Loto-Québec et des voitures de flics) dans le soulèvement en cours à Montréal.

Des milliers d'anticapitalistes, beaucoup d'anarchistes, mais aussi plusieurs féministes, communistes, étudiants grévistes et divers groupes de justice sociale, se sont rejoints dans la rue à Montréal. Une partie considérable de la foule était masquée et vêtue de noir.

Avant même que la manif commence, un membre du Parti communiste révolutionnaire fut arrêté. La manif est partie du Champ-de-Mars vers 17h15, rappelant le point de départ de la première manif du 1er Mai dans l'histoire de Montréal. La foule applaudissait à chaque feu d'artifice tiré, mais est resté assez silencieuse pendant les premiers 45 min. À part l'hélicoptère de la SQ qui fait maintenant parti du paysage, un escadron d'anti-émeute marchait sur le trottoir à droite de la foule comme pour la provoquer. On aurait pu couper la tension au couteau tellement elle était palpable. À un moment, ce qui parut être une fusée d'éclairage a été tiré en leur direction et un groupe de personnes un peu plus tôt s'étaient mis à les narguer avec des beignes au bout de cannes à pêche improvisées.

Après environ 45 min alors que la manifestation tournait vers le nord et se dirigeait vers la rue Sainte-Catherine, les flics l'ont déclaré illégale sur un mégaphone, la foule répliquant « on s'en crisse! » Quelques minutes plus tard, une ligne d'antiémeute a chargé sur la foule, attrapant quelqu'un, mais même en tirant des balles de caoutchouc et des gaz elle a vite dû reculer devant des volées de projectiles; pierres, bouteilles, feux d'artifice, etc... Devant des flics qui battaient en retraite la foule a quand même décidé de poursuivre vers le nord pendant qu'une autre ligne de flics arrivait par le sud. Plusieurs vitrines d'une banque BMO ont été fracassées.

La manif a tourné vers l'est et les flics en ont profité pour courir derrière en tirant des balles de caoutchouc, lançant des gaz lacrymos et des grenades assourdissantes dans la foule qui a

répondu en lançant des pierres et en fracassant quelques vitrines, dont une de Loto-Québec. Après plusieurs minutes de course, la foule a commencé à se disperser, mais s'est en partie reformer un peu plus tard au carré St-Louis pour marcher en direction du parc Émilie-Gamelin où une manif étudiante était appelée en soirée.

Les flics se sont déployés partout et ont commencé à sauter sur n'importe qui. Une centaine d'arrestations a eu lieu dont une arrestation de masse de 70 personnes un peu avant 19h. Plusieurs personnes ont réussi à converger au parc Émilie-Gamelin. des voitures de flics ont été aspergées de peinture rouge et rose et un affrontement a lieu avec l'antiémeute pendant qu'elle arrêtaient des personnes avant de se disperser et de rester en retraite pendant que se formait la foule étudiante plus pacifiée pour une 8ième soirée de marche consécutives.

Chaque jour est un jour de lutte et à chaque endroit la révolte est possible!

Solidarité avec les insurgé-e-s d'Oakland, de Seattle, de la Grèce, du Chili, de l'Espagne, de la Turquie, de l'Indonésie et avec tout les groupes et individus en confrontation avec le pouvoir et la domination!

La lutte continue sur tous les fronts! Libération totale pour tou-te-s à l'intérieur comme à l'extérieur des murs!

Note : Nous avons reçu l'info que parmi plusieurs personnes blessées un homme est à l'hôpital avec de multiples fractures du crâne après avoir été sauvagement agressé par la police lors de la manifestation.

<http://www.sabotagemedia.anarkhia.org/2012/05/un-compte-rendu-du-1er-mai-anticapitaliste-a-montreal-photos-et-videos-2/#more-2222>



LA BATAILLE DE VICTORLAVILLE

AFFRONTMENT AU CONSEIL GÉNÉRAL DU PARTI LIBÉRAL



Le 4 mai 2012, Charest s'est sauvé à Victoriaville avec sa gang, la grande « Famille » Libérale comme ils aiment s'appeler eux-mêmes, mais ils se sont vite fait rattraper. Des milliers de personnes venant d'un peu partout dans la province se sont réunis à Victoriaville lors de la première journée du conseil général du Parti libéral du Québec qui devait se tenir à Montréal, mais qui s'est fait déplacer à la dernière minute à cause du soulèvement qui y fait rage.

Après quelques discours, la manif est arrivée vers 18h aux abords du Centre des congrès de l'hôtel Le Victorin — où les attendaient l'antiémeute de la SQ avec tout son arsenal. Vers 18h30 les barrières de métal sont tombées et l'affrontement a commencé.

Les salauds de la SQ lançaient des grenades assourdissantes à profusion, tiraient des bombes lacrymos sur les gens à bout portant et visaient la tête des manifestant-e-s avec des tirs de balles de caoutchouc. Les flics se sont fait lancer des pierres, des morceaux d'asphalte, des feux d'artifice, des bombes de peinture et selon eux, quelques boules de billard aussi.

Des véhicules de la SQ ont été vandalisés avec des graffitis et des pierres et plusieurs fenêtres du Centre des congrès ont été fracassées faisant en sorte que le gigantesque smog de gaz lacrymogène se faisait sentir jusqu'à l'intérieur.

Lorsqu'un flic s'est mis à brutaliser une personne qu'il était en train de mettre en arrestation, il s'est fait donner une raclé par

des cagoulé-e-s, réussissant à libérer le/la camarade alors qu'un SUV de la SQ fonçait sur elles/eux et qu'un flic leur tiraient des bombes lacrymos à-bout-portant.

Il y a dizaines de blessé-e-s dans les manifestant-e-s, plusieurs sont partis en ambulances. Notamment, un jeune souffre de traumatisme crânien, de fractures au visage et contusion cérébrale et un autre souffre d'un traumatisme crânien, de lésions au visage et a perdu un œil.

Vers 21h30, après plusieurs heures de batailles, les gens se sont retirés, mais la vengeance des flics est venu peu après lorsqu'ils ont bloqué les routes 116 et 995, interceptant 3 autobus. Tous les passager-e-s ont été amené-e-s au poste de police de Victoriaville et aujourd'hui [5 mai] d'autres arrestations ont eu lieu portant le nombre à 110 selon les flics.

Les « représentant-e-s » étudiant-e-s, pendant qu'ils négocient avec ceux qui nous chient dessus, ont lancé un appel au calme, depuis Québec, ajoutant que leurs « discussions » — autrement dit, leur collaboration pour démobiliser quelque chose qui dépasse clairement leurs revendications spécifiques et leur contrôle — progressaient.

Négocier c'est se faire fourrer!

Ne les laissons pas nous démobiliser!

Laissons-nous nous diriger seulement par nos rêves et désirs!

Vive la révolte!

<http://www.sabotagemedia.anarkhia.org>



TORTUGA

TÉMOIGNAGE D'UN ANARCHISTE INSURRECTIONALISTE GRAVEMENT BLESSÉ PENDANT UNE ACTION

Luciano « Tortuga », un vegan anarchiste insurrectionaliste du Chili a été grièvement blessé durant une action à la bombe incendiaire. Il nous livre ici un témoignage touchant qui nous motive à continuer la lutte.

Dans la nuit du 1 au 2 juin 2011, vers 2 :25 du matin, Luciano Pitronello Schuffeneger se dirige subtilement vers une succursale de la banque Santander dans une rue relativement calme de Santiago du Chili. Le jeune homme de 22 ans, mieux connu sous le nom de Tortuga, fait tout en son possible pour ne pas être remarqué puisque son sac à dos contient une bombe incendiaire. Il s'agit d'un extincteur d'un kilo rempli de poudre noire reliée à une mèche à combustion lente devant être activé par un mécanisme d'horlogerie. En effet, depuis quelques années, les anticapitalistes du Chili ont inclus l'attaque à l'engin explosif dans leurs actions contre l'État.

Par contre, un problème survient au moment où il tente de pénétrer à l'intérieur du bâtiment et le détonateur se met en marche activant la bombe. Pris au dépourvu, Tortuga ne peut empêcher la bombe de lui exploser en plein visage. Luciano, en feu, commence à courir vers la rue en appelant désespérément à l'aide. Un automobiliste avec une couverture et un chauffeur d'autobus muni d'un extincteur viennent à son secours. L'événement malheureux est capté par une caméra de surveillance et les images rendues publiques par le gouvernement, sans doute dans l'espoir de dissuader d'imiter cette forme de lutte, feront rapidement le tour de la planète. Comme convenu, si l'action tournait mal, son camarade qui fait le guet s'enfuit à moto.

L'explosion a blessé très sérieusement Tortuga. Pour lui sauver la vie, le personnel hospitalier a même dû le placer en coma artificiel pendant six jours. Son corps est brûlé à 32 % et il a des brûlures sévères aux poumons et à la cornée, ce qui lui a fait perdre une partie de sa vision. En plus de problème auditif, sa main droite a été complètement amputée et il ne lui reste que deux doigts intacts sur sa main gauche.

Malgré tout, Luciano n'a pas perdu le goût à la vie et encore moins le désir de continuer à lutter. C'est ce message d'espoir qu'il nous livre dans cette lettre adressée à ses camarades proches, mais aussi, comme il le précise, à tous les rebelles

solidaires. Il s'agit d'un exemple de courage de la part de cette tortue qui n'est, comme il le dit lui-même, ni vaincu, ni repentante. Espérant que ses mots puissent nous donner la force d'affronter la société, pour la transformer radicalement, de la même façon qu'il affronte sa nouvelle condition, c'est-à-dire avec dignité et bonheur, mais jamais de façon soumise.

xrednicx

<http://325.nostate.net/?tag=luciano-pitronello-schuffeneger>
<http://actforfreedomnow.wordpress.com/category/luciano-pitronello-schuffeneger/>
<http://www.dailymail.co.uk/news/article-1393816/Anarchist-caught-camera-accidentally-blows-outside-bank.html>
http://articles.nydailynews.com/2011-06-02/news/29631798_1_chile-bomb-el-mercurio-newspaper

SEPT MOIS DEPUIS QUE L'ATTAQUE A ÉCHOUÉ LETTRE À TOUS LES CŒURS INDOMPTABLES

Ça m'est difficile de commencer d'écrire avec tout ce que j'ai à communiquer, et encore plus à retenir secret; le silence est devenu un grand allié pour moi, et pas en vain, alors que mes ennemis s'attendent de moi que je communique, m'explique à travers mes idées, pour justifier mon action illégale, pour qu'ils puissent y appliquer la loi antiterroriste et m'enterrer, même dans les conditions où je me trouve, ils veulent un trophée de guerre, un jeune estropié, emprisonné pour ne pas s'être piégé lui-même dans le confort d'une révolution se faisant selon les termes de la rectitude politique.

L'ambition du Pouvoir dans mon procès est pour la señora du foyer de dire à son petit rebelle que c'est de cette façon que les idéalistes rencontrent leur fin, ceux qui osent rêver, ou seulement penser. Que ce qui commence par la typique rébellion de la jeunesse peut finir avec de terribles conséquences si ça devient incontrôlé — de justifier ainsi par mon exemple le

système carcéral, la répression « pour le bien de nos enfants et pour l'avenir ».

Je sais que c'est ce que le Pouvoir veut, ou au moins espère obtenir, que d'une façon ou d'une autre je sois exposé au public. Or j'ai préféré le silence. Je pense que dans de tels moments c'est préférable que d'autres parlent pour moi — mes camarades, connus ou non — comme dans ces interminables attaques pour la libération animale, l'un(e) prend parole pour ceux et celles qui ne le peuvent, je crois que maintenant la même chose devrait être reproduite, car je crois sincèrement que d'autres camarades, même de différents endroits du monde, l'ont fait et ça a eu des résultats splendides, pas juste pour tout ce qui concerne mon moral, mais aussi pour la solidarité, que je pourrais représenter comme la première pièce d'une longue rangée de dominos, dans laquelle quelqu'un(e) pousse le premier,

un(e) deuxième pousse le troisième, et ainsi de suite, où mon moral aussi en vient à être une pièce de ce domino, où il y a du dommage à faire au système en brisant avec sa logique autoritaire, l'estime que notre action génère, autant au niveau individuel que collectif, et représentant aussi un autre front dans le conflit avec la réalité. Et quelqu'un(e) pourrait passer des

jours à compter tous les différents effets qu'une action de solidarité peut avoir.

Néanmoins, pour autant que mes ennemis voudraient que je communique, je sais que plusieurs camarades l'ont aussi espéré, et sachez que je suis au courant et suis désolé que vous ayez passé plusieurs mois dans l'incertitude de ne recevoir de nouvelles de moi, je regrette profondément de n'avoir pu communiquer dans ces circonstances, surtout alors que j'étais celui qui a toujours poussé l'idée que la solidarité ça doit être réciproque, et croyez-moi que plus que tout autre j'ai regretté de n'avoir pu agir plus tôt ; j'ai senti me trahir moi-même en restant silencieux.

« Est-ce que ça le rend inconfortable que nous agissions en solidarité pour lui? » ai-je spéculé de que vous avez interprété de mon silence. Mais j'ai une belle petite fille qui a besoin de son papa, et je ne peux la trahir elle aussi. Elle m'a incité à garder le silence, mes idéaux au dialogue, et vous — camarades de toujours — à un point entre les deux.

Je n'aime pas écrire sans penser à quoi je veux convier ni sans être sûr d'être pleinement compris. Pour écrire quelque chose sur ma situation mérite une profonde réflexion : ça en vaut-il la

peine? Car dans mon cas, différemment de la majorité des procès politiques qui sont le plus souvent des coups montés, dans mon cas c'est prouvé; car j'ai réellement apporté une bombe au matin du 1er juin avec comme cible la succursale bancaire située au coin de l'avenue Vicuña Mackenna et Victoria, au centre-ville de Santiago.

Pour ma part, j'ai voulu dire à tout le monde pourquoi l'attaque a échoué. Et comment je pourrais prendre parole sans ne parler de quelque chose de si important? Ou même, pourquoi cette banque? De politiser une attaque anti-capitaliste n'est pas seulement de promouvoir la violence, mais aussi de me mettre une laisse au cou, et pour ça, JAMAIS! Car aussi longtemps que je suis en vie j'entends continuer de lutter, et ça n'a pas d'importance que j'aie perdu quelques doigts, une main, mon ouïe ou ma vision, je vais continuer d'aller de l'avant à tout prix, et

c'est ce que mes ennemis doivent savoir autant que mes camarades!

Alors, vous me demandez de briser hors de l'isolation, de cet ermitage qui m'entoure; or je postule que je devrais plutôt avoir honte de communiquer, de le faire simplement, à quoi vous répondrez avec un coup sur ma conscience : « Et tes camarades? » Pensez-vous

communiquer avec vous m'est banal et trivial? C'est vrai que je n'ai pas à tout cracher ce qui est arrivé durant cette nuit, je crois que dans le futur il y aura un temps pour ça...

Or vous voulez savoir ce qui advient de moi? Bien, je vais continuer de me battre pour vivre, et de vivre pour me battre, jusqu'à ce que je sois libre et sauvage encore, je ne me prendrai pas au piège en croyant que je suis moins sauvage parce que je respire artificiellement ou non, parce que je crois que c'est dans une situation comme celle-ci que l'instinct humain le plus bestial fleurit : l'instinct de survie.

Je ne vais pas faire allusion à aucun-e en particulier, car je sais que plusieurs camarades désirent que je meurs pour mon bien, mais ici je veux livrer une leçon pour tous et toutes; que quelqu'un(e) ne peut désirer que la mort d'un camarade le libère de son corps — à moins bien sûr que ce soit ce qu'il désire — mais si c'était le cas, cette personne chercherait à mettre fin à la vie de ce camarade, sans générer une poursuite judiciaire (pour homicide) de la part d'une tierce partie.

Car qu'est-ce qui arriverait si ces « fais-moi une faveur » me tueraient? Qui sont-ils pour s'appeler mes camarades, à juger pour moi de si ça en vaut, ou non, toute la souffrance de



continuer de vivre? Le seul capable de prendre une telle décision est l'individu lui-même, car lui/elle seul(e) sait ce qu'il/elle désire. Et je désire particulièrement de continuer de vivre... pour pouvoir continuer de lutter.

D'un autre côté, je veux que vous sachiez que j'apprécie chacune des actions de solidarité que vous avez faite pour moi, ces bannières accrochées dans différents endroits à travers le monde, ou ces messages qui portent le même « solidarios » se rendant d'une façon ou d'une autre jusqu'à mes oreilles, chaque pamphlet, chaque bulletin de contre-info, chaque espace de vos vies que vous avez dédié à moi je les garde comme des trésors.

Sachez que j'ai été au courant sur tout, que dans ce monde il n'y a pas de mots pour mes sentiments de gratitude, car chaque bombe, chaque incendie organisé en mon nom reste gravé dans ma tête. Je ne peux oublier la valeur de mes camarades Mexicains, les insubordonnés qui se sont fait mes camarades en Grèce; je veux embrasser les sauvages de Bolivie et des États-Unis, saluer affectueusement les rebel(le)s d'Espagne et l'Italie, les libertariens d'Argentine, pour ne pas oublier les iconoclastes d'Indonésie. Force, camarades! Aux anonymes de la ALF et ELF de Russie et ailleurs dans le monde. Aux camarades emprisonnés-es à travers le monde, j'envoie toute mon attention de ces lettres humbles, à la camarade Tamara, prisonnière au Mexique, à Gabriel Pompo Da Silva, prisonnier en Espagne, à Marco Camenish, prisonnier en Suisse, et aux toujours dignifiés camarades des Cellules de Feu, comment j'envie votre courage.

Et bien sûr, à mes camarades du territoire dominé par l'État du Chili, à vous que j'ai connu en personne, sachez que je vous porte dans mon cœur partout où je vais. Je n'ai jamais été séparé de vous parce que je vous porte dans mon sourire; je sais que dans une seule lettre je ne pourrais remercier tous et chacun(e)s pour leurs actions, j'espère que c'est entendu que je ne veux exclure personne, les formes par lesquelles vous avez montré de la solidarité envers moi sont aussi multiples et diverses que cette lutte, des actions illégales à des appels téléphoniques, messages sur Internet, et chansons libertaires; et finalement, je veux que vous sachiez, chacun-e de vous rebelles solidaires que ce fou de la liberté ne va JAMAIS, jamais vous oublier, vous avez été connus pour être aussi grands que des grattes-ciels et pour frapper là où ça fait mal, et par-dessus tout, vous avez fait briller les étoiles par votre courage, et c'est quelque chose qu'il vaut la peine d'imiter.

J'aimerais que vous sachiez ce que la solidarité a créé pour moi en ces jours où plus rien ne faisait du sens, quand d'apprendre à refaire ma vie ne faisait pas le moindre sens, car vous saviez que j'étais mal en point. Ce qui m'est arrivé, je le souhaiterais à bien peu de gens, car ce fut horrible — et dans la plus profonde noirceur sont apparus de petits gestes qui m'ont poussé à ne pas lâcher. Comment pourrais-je trahir ceux qui risquent leurs vies pour m'envoyer des encouragements?

Et j'ai appris à conquérir la vie à nouveau; vous ne saurez jamais à quel point vous avez été importants. Maintenant, je me trouve à être plus fort que jamais; la prison, loin de m'intimider, m'a endurci ces derniers temps. La vie est paradoxale, parce que j'ai toujours dit que le fait d'avoir des camarades en prison ne devrait jamais être une raison pour avoir peur, qu'au contraire ce devrait être une cause pour le bout de tissu dans une bouteille



d'essence, pour la mèche dans une charge explosive ou incendiaire, pour le sourire dans le cœur d'insurgé(e)s après chaque jour d'attaque; ça, j'y ai cru auparavant et y crois toujours, et maintenant je me trouve à être le prisonnier.

Or si mes ennemis ne réussissent pas à m'intimider quand je me trouve entre leurs griffes, ce sera aussi difficile pour eux de le faire avec mes camarades.

Je veux confronter la prison de la même façon que je confronte la société, avec dignité et bonheur, jamais de façon soumise, pour, comme dit déjà, de rendre la prison combative. Je vous dis que je suis dans la section médicale de la prison Santiago 1, où il y règne un régime similaire à celui du module le plus sécurisé d'une prison à sécurité maximum, mais sans cour extérieure, sans radio, sans télé, avec une visite par semaine de pas plus de deux personnes et le risque d'attraper les maladies d'autres prisonniers; la pièce est partagée et plus grande qu'une cellule — par ici ils appellent ça la prison des fous — parce que de passer trop de temps ici est assez pour te rendre fou, quoique que je suis de la croyance que ce qui ne vous tue pas vous rend plus fort, comme ils disent par ici : « nous, les fous, sont ceux qui font les rêves les plus beaux ».

Je vous dis que je fais beaucoup d'exercices pour récupérer les muscles que j'ai perdus, je chante beaucoup, en particulier les chansons que personne n'aime, j'écris des lettres à ma petite fille à chaque semaine, parfois quand je partage ma cellule avec un autre je joue aux échecs ou on parle, généralement la prison s'occupe de moi et m'aide beaucoup en ce sens.

Je suis régulièrement mon traitement de réhabilitation et essaie de m'encourager quand il n'y a que des brides d'information à parvenir du dehors; aussi je me suis proposé plusieurs projets à moi-même, dont certains sur lesquels je travaille déjà, et les autres pour quand j'aurai fini ma sentence.

Je pense qu'un rebelle devient un guerrier quand il est capable de se relever encore plus fort que lorsqu'il est tombé, quelqu'un qui peut regarder la réalité même s'il a tout à perdre. Un guerrier n'a pas nécessairement à savoir comment faire une bombe

ou en avoir une, ou de maîtriser des techniques de camouflage, ce sont des choses que l'on apprend par addition.

Les guerriers sont dangereux par leurs idées et principes à cause qu'ils envisagent toutes les voies vers les conséquences finales, restant toujours fermes et prompts, parce qu'ils ne vont pas trahir eux-mêmes ou leurs camarades, parce qu'ils sont toujours conscients, parce qu'ils ne se laissent pas embarquer par des rumeurs ou des tromperies, parce que quand ils ont des problèmes ils les confrontent, s'ils ressentent de la souffrance ils pleurent, et s'ils sont joyeux ils rient; parce qu'ils savent comment vivre une vie pleinement; or ce ne sera donc jamais pacifique — car ils sont de vrais guerriers; maintenant dans cette guerre il y a plusieurs occasions joyeuses, mais il y a aussi des moments d'amertume, parce qu'il s'agit d'une guerre, pas d'une phase juvénile, et de confronter le système de domination en utilisant ces conclusions peut amener peut amener des conséquences désastreuses que nous devrions connaître dès le départ, parce qu'une erreur, un bref manque d'attention peut tout chambarder.

Je l'ai toujours dit et compris, alors j'ai agi en accord avec les termes que j'ai utilisés.

Concernant mes blessures, elles ont toutes guéri, malheureusement les marques vont toujours rester, mais je les porterai avec la même fierté que mes tatouages, parce qu'ils sont la meilleure évidence que je suis convaincu de mes idéaux — comment ne pourrais-je l'être? J'ai porté cette bombe avec des rêves et des espoirs, et ceux-ci demeurent intacts.

De l'autre côté, je regrette ne pas être capable de continuer de participer aux projets dans lesquels j'étais, en comprenant que pour moi, personne n'y avait plus de valeur que d'autres, tous et chacuns-es y mettant une contribution à la guerre sociale, et souhaitent que ces projets n'aillent pas à la dérive parce que je ne suis plus là.

Au contraire, ça devrait être une raison d'aller de l'avant. Je sais que je ne suis pas absous de critiques, car si j'ai fait ma part à ces rêves, j'aurais dû par contre agir non avec 100 %, mais 150 % d'attention.

Je suis certain que mon exemple va conclure un chapitre de plus et que les nouveaux comme pas si nouveaux combattants vont savoir comment récupérer ce qu'il y a de positif dans tout ça, car la lutte continue et il y a trop de cœurs qui ne trouvent pas leur place dans ce monde autoritaire et veulent ouvrir un sentier. Parce que nous l'avons fait dans le passé nous savons comment le fait encore dans le présent.

Personnellement, je vois un bon équilibre dans les luttes anti-autoritaires dans le monde, l'une ou l'autre diminue, mais généralement le pronostic regarde bien.

Mais pour autant que la lutte avance, la répression avancera elle aussi, et mon cas sera utilisé pour rouvrir le coup monté de « l'Affaire des bombes ». Or je fais la suggestion d'être alertes, jamais à l'inaction mais plutôt la précaution, car mon auto-critique peut être appliquée par tous, l'idée est de la partager. Pas que je dise cela avec certitude; c'est de la spéculation.

Peut-être ne vont-ils pas tenter de piéger plus de gens, par peur de s'exposer au ridicule une fois de plus, ou peut-être vont-ils

foutre dans les toilettes tout ce sur quoi mes accusations reposent. Or l'appel est pour être éveillés, avec tous ces cinq sens, dans les rues.

Pour finir, je veux dédier quelques dernières lignes à la personne avec qui j'ai voyagé aux premières heures de ce 1er juin. Hermanx (petit(e) frère/sœur), je sais que mon accident doit t'avoir marqué. Peut-être as-tu passé des nuits sans dormir, dans l'incertitude de la vie quotidienne, « Vont-ils apprendre que c'était moi? Vont-ils me remarquer? Vais-je me réveiller demain ou mourir dans mon sommeil? Vais-je être trahi-e ? »

Je me souviens d'une fois où je t'ai dit que malgré ma haine profonde envers cette ordure qui a poignardé sa compagne, je croyais comprendre que si on se trouverait dans une situation similaire, de voir si nous sommes aussi forts qu'on le dit, car j'ai toujours cru que la trahison est un ennemi intérieur. Et maintenant, je peux te dire que ce petit homme n'a pas de couilles! Je me rappelle aussi qu'avant de partir dans les rues cette nuit-là, je t'ai dit que j'y allais sans ma Kabbalah, une chose purement insignifiante, quelque chose que je croyais me porter chance. Tu m'as dit que c'était cinglé de croire en des choses comme ça, et par chance j'ai amené mon autre amulette. Je suis encore en vie et maintenant on peut rire de toutes ces absurdités. Hermanx, je veux que tu saches que même si je n'aurais jamais imaginé ces choses horribles qui ont joué avec ton cœur et ton esprit, je continue d'être la même petite tortue qui pue des pieds et qui dort par terre, et je ne vais jamais avoir à te reprocher quoi que ce soit, parce que cette nuit-là, c'était mon tour, tout comme par les fois passées où ça a été ton tour, et si quelque chose arrive, la deuxième personne s'enfuit, tel qu'on s'est entendu et tel que ça devait se passer. Parce que malgré que tu pourrais t'être senti-e comme un-e traître, tu ne l'es pas. Dans cette guerre où on s'est engagé, il n'y a pas de mots pour nous comprendre. C'est possible que je ne te vois plus jamais, et si c'est le cas, bonne chance dans tout ce qui arrivera.

Je l'ai dit une fois et le dis encore avec fierté : Jamais vaincu, jamais repentant!

D'ici, j'envoie ma chaude accolade aux gens qui marchent dans la clandestinité.

Avec Mauri présent dans ma mémoire!

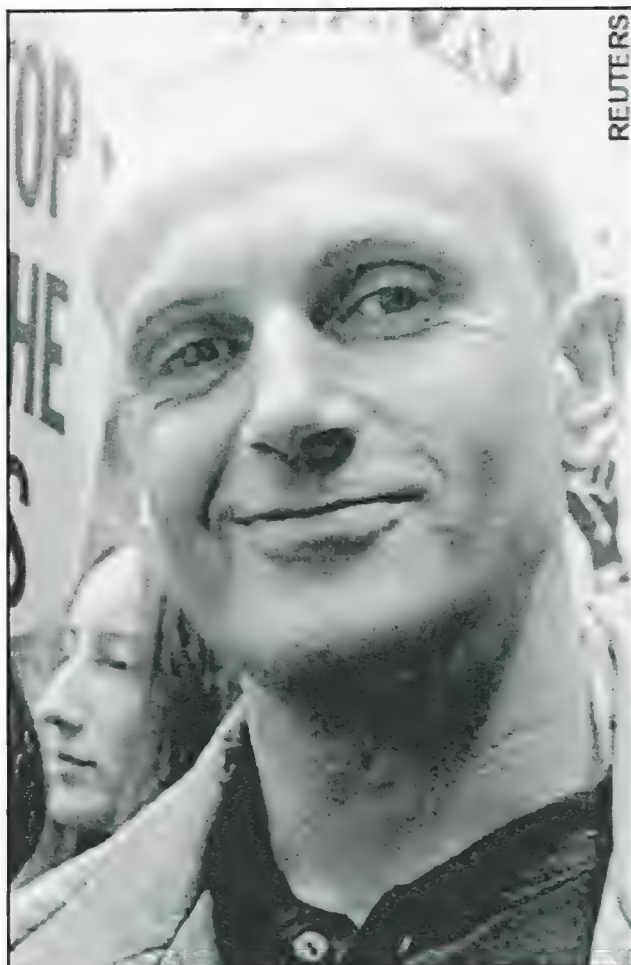
Prisonniers de guerre, dans la rue!

Contre toute autorité!

En marche vers le néant créatif!

Luciano Pitronello Sch.
Prisonnier politique insurrectionnaliste

<http://juralib.noblogs.org/2012/01/24/chili-lettre-de-luciano-toruga-aux-coeurs-indomptables/>



BARRY HORNE

RETOUR SUR LE PARCOURS D'UN MILITANT RADICAL POUR LE DROIT DES ANIMAUX

kilos. Horne reçoit alors comme sentence une amende de près de 700 dollars en plus de six mois de prison. Profitant de l'attention qu'apporte leur tentative de libération, les activistes organisent une campagne qui force l'entreprise à leur vendre le dauphin. Celui-ci est racheté grâce aux fonds rassemblés et est relâché dans les Caraïbes.

Par la suite, Barry Horne s'implique au sein d'une cellule de l'Animal Liberation Front (ALF). Ils réussissent le 17 mars 1990 à libérer plusieurs animaux d'une entreprise qui les revendaient à des laboratoires de recherche. Laboratoires qui les utilisaient pour pratiquer divers tests sur ceux-ci. Il participe aussi à la perturbation d'une conférence sur la recherche animale. En 1991, il est arrêté pour possession de substance explosive, ce qui lui vaut une condamnation de 3 ans.

C'est lors de ce séjour en prison qu'il se radicalise davantage. Ce qui l'amène à se rapprocher de la philosophie de l'Animal Right Militia (ARM). Celle-ci est une branche radicale du mouvement de libération animale.

Ce qui la différencie de l'ALF c'est que ceux qui s'en réclament se soucient moins de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter que des gens soit blessés. Ils peuvent donc aller jusqu'à menacer directement l'intégrité physique de ceux qui profitent de l'exploitation animale et non pas uniquement infliger des dommages économiques et se concentrer sur la libération d'animaux en menant des actions directes agressives, mais non violentes comme le fait l'ALF.

En 1994, à sa sortie de prison, il continue de s'engager activement en faveur de libération animale, mais cette fois-ci de manière individuelle. Sa libération coïncide avec le début d'une série d'action à la bombe incendiaire ciblant des commerces profitant de l'exploitation animale ainsi que des centres de recherche testant sur les animaux. Quelques-unes de ces attaques furent revendiquées par l'ARM. Sous surveillance policière Horne fut arrêté et inculpé pour deux incendies en juillet 1996.

Le 6 janvier 1997, soit six mois après son arrestation, il annonce qu'il refuse de s'alimenter à moins que le gouvernement conservateur ne cesse, dans un délai de cinq ans, de supporter les tests sur les animaux.

Pour lui, comme il n'est pas question d'arrêter de lutter, il utilise son emprisonnement pour faire pression auprès du gouvernement. Il choisit alors la grève de la faim, ultime arme des prisonniers politiques s'ils veulent attirer l'attention sur leur cause.

Le 5 novembre 2011 marquait le dixième anniversaire de la mort de Barry Horne. Activiste pour la libération animale, il avait été condamné à 18 ans de prison en 1997 pour une série d'actions à la bombe incendiaire envers des commerces et centres de recherche profitant de l'exploitation animale.

C'est en 1987, à l'âge de 35 ans, que Barry Horne s'est intéressé à la question des droits des animaux. Comme quoi, il n'est jamais trop tard pour changer son mode de vie et devenir actif politiquement. Sa femme l'avait persuadé d'assister à une conférence sur la question animale. Profondément touché, il décide de devenir végétarien et de s'impliquer activement pour la libération animale.

Il milite au sein de la Northampton Animal Concern et il commence par perturber des chasses, participe à un raid contre un laboratoire d'Unilever et cible un commerce de fourrure. Puis, il décide en 1988, avec d'autres camarades, d'essayer de libérer un dauphin maintenu en captivité dans un parc Marineland. Le groupe fait plusieurs visites nocturnes au delphinarium pour reconnaître les lieux et tenter de se faire connaître du dauphin.

Les membres du commando vont même jusqu'à nager à ses côtés plusieurs fois. Malheureusement, ils ne peuvent résoudre les nombreux défis techniques qu'impose ce genre d'opération. C'est d'ailleurs en quittant les lieux qu'ils se font interceptés par les policiers.

En effet, difficile de passer inaperçu lorsque vous transportez un filet et du matériel pour pouvoir libérer un dauphin de 290



Il recommence à manger après 35 jours lorsque le responsable de la condition animale pour le parti travailliste, donné gagnant pour les élections de mai 97, assure que son parti s'engagera à favoriser la réduction de l'utilisation de la vivisection jusqu'à son interdiction complète.

En plus de mettre en avant-plan la question de l'utilisation d'animaux dans la recherche scientifique, sa grève de la faim fut soutenue à l'extérieur des murs de sa prison par une série d'action directe ciblant des centres de recherche, fermes d'élevage et autres restaurants profitants de l'exploitation animale.

Barry débute une seconde grève de la faim le 11 août, car il craint que le parti travailliste ne respecte pas sa promesse de cesser d'octroyer des permis approuvant l'utilisation de tests sur les animaux. De nouveau, son geste est supporté par diverses actions directes, des occupations et des manifestations.

Il recommence à s'alimenter après 46 jours quand un ministre entre en contact avec les représentants de son comité de support. C'était la première fois qu'un membre du gouvernement accepte de dialoguer avec des activistes en faveur de la libération animale.

Son procès débuta six semaines après la fin de sa deuxième grève de la faim. Bien que le juge reconnut que Horne n'avait pas eu l'intention de blesser quiconque, il fut condamné le 5 décembre 1997 à 18 ans d'emprisonnement pour avoir incendié un magasin et un centre de recherche. Les dommages causés par ces incendies furent évalués à près de 5 millions de dollars. Il s'agissait de la plus longue sentence émise à un activiste pour la cause animale.

Sa condamnation ne remit nullement en cause l'engagement de Horne pour le droit des animaux, loin de là. Il choisit de nouveau la grève de la faim pour continuer son combat. C'est ainsi qu'il cesse de s'alimenter pour une troisième fois le 6 octobre 1998. Cette fois-ci il demandait, entre autres, la fin de l'octroi de per-

mis pour l'expérimentation animale, qu'aucun permis valide en cours ne soit renouvelé, l'arrêt de la vivisection pour des fins non médical et un engagement clair en faveur de la fin totale de l'utilisation de la vivisection. Ce qui était d'ailleurs une promesse d'un parti travailliste.

En raison de la détérioration de la santé de Horne, cette grève de la faim reçut une attention particulière de la part des médias. Ce qui favorisa un débat public autour de la question de l'expérimentation animale. Par contre, le gouvernement refusa de dialoguer publiquement avec Horne et ses supporters, ce qui ne l'empêcha pas de les rencontrer en privé.

Encore une fois, le combat de Horne fut soutenu à l'extérieur et des vigiles furent tenues au parlement et à l'hôpital où il se trouvait. Insatisfait de la position du gouvernement lors de leur pour-parler Horne refusa de recommencer à s'alimenter.

Sa santé se détériorant rapidement, des activistes d'ARM émiront un communiqué où il menaçait d'exécuter 10 scientifiques reliés à l'expérimentation animale si Horne venait à mourir. C'est à ce moment qu'un parlementaire du parti travailliste indiqua, qu'il avait, à titre individuel et de façon indépendante, convoqué une réunion pour discuter des pratiques expérimentales faites sur les animaux.

Cette convocation fut perçue comme un signe de bonne volonté et Horne se remit à manger le 13 décembre 1998, soit après 68 jours de jeûne. Cette troisième longue grève de la faim le laissa partiellement aveugle avec des dommages extrêmement sévères au foie et aux reins.

Barry ne se remis jamais vraiment de ses 149 jours de grève de la faim effectués en 23 mois. Il se retrouva très affaibli autant physiquement que mentalement. Malgré cela, il continua de s'arrêter de s'alimenter de façon sporadique, mais sans véritable stratégie ni aucun support de l'extérieur. Il débuta ainsi sa dernière grève de la faim le 21 octobre 2001. Les autorités pénitentiaires n'intervinrent pas même si son état de santé se détériorait considérablement, car il avait signé une décharge refusant tous soins médicaux. Juger lucide et sain d'esprit ceux-ci acquiescèrent à sa demande. Barry Horne décéda le 5 novembre des suites d'une rupture du foie.

Barry Horne est une figure importante pour tous ceux qui luttent contre l'oppression et l'exploitation, particulièrement pour ceux qui s'intéressent aux droits des animaux et à la libération animale. En effet, de par son engagement sincère, qu'il a poussé jusqu'au sacrifice ultime, il nous rappelle la nécessité de lutter pour changer le monde. Son exemple ne sera pas oublier et les nombreuses actions directes en faveur des animaux commissent en son honneur le 5 novembre de chaque année à travers le monde sont la preuve que son combat continue.

<http://barryhorne.org/>

<http://animalliberationfront.com/Saints/ARHallOfFame/Barry-Horne/BarrySite.htm>

http://prise-de-conscience.over-blog.fr/pages/Barry_Horne_mort_un_511_pour_la_cause-797756.html

<http://laterredabord.fr/articles5/barry.html>

xrednicx

Pour ce dossier «Devoir de mémoire», Casse Sociale a demandé à des militants de tous âges de nous raconter leur meilleur coup, l'événement qui le plus marquant dans leur parcours. De la révolte populaire de mai 72 à Sept-Îles en passant par le Sommet des Amériques, voici leurs témoignages. Parce qu'il ne faut jamais oublier les luttes du passé, question d'être outillés pour celles d'aujourd'hui et de demain.

MAI 1972

RÉVOLTE POPULAIRE À SEPT-ÎLES

Suite à l'emprisonnement des trois présidents des centrales syndicales formant le Front Commun du secteur public et para-public de 1972, Sept-Îles vécut une révolte populaire qui commença le 9 mai 1972 et se termina le 18 mai.



À compter du 11 avril 1972, les syndiquées de la fonction publique, de la FTQ, de la CSN et de la CEQ, déclenchèrent une grève générale au Québec, laquelle fut interrompue le 21 avril suite à la Loi spéciale no 19 de Bob Bourassa. Cette loi suspendait le droit de grève et imposait de sévères amendes aux syndicats et aux syndiqués. Elle prévoyait aussi le décret de conventions collectives. Le non respect de la loi fut recommandé par les dirigeants du Front Commun, et le mot d'ordre fut suivi à Sept-Îles les 20 et 21 avril; mais ailleurs en province, il y eut moins de combativité. Le soir du 21 avril, les présidents des trois centrales, Marcel Pépin de la CSN, Louis Laberge de la FTQ, et Yvon Charbonneau de la CEQ déclarèrent qu'il fallait maintenant respecter la loi. Le retour au travail se fit dans l'amertume le 22 avril.

L'appareil judiciaire répressif du gouvernement libéral continua, après le retour au travail, à imposer des peines d'emprisonnement et des amendes aux leaders syndicaux. C'est ainsi que le 27 avril six nouveaux syndiqués sont condamnés à la prison, en province.

Le 5 mai les présidents des centrales syndicales répondent devant le Juge Côté à une accusation d'outrage au tribunal. Ils seront condamnés le 8 mai à une peine d'emprisonnement d'un an; ils se

présentent à la Prison d'Orsainville à Québec escortés de milliers de travailleuses et travailleurs syndiqués tant du public que du privé.

La grève de mai 1972 allait commencer.

Le militantisme des travailleuses et travailleurs et la vigueur de leur action lors de la prise de contrôle de la ville se comprend mieux quand on sait que fut fondé, le 24 octobre 1970, en plein événement

d'octobre et de mesures de guerre, un comité de citoyens : le Front des travailleurs unis. Il regroupait des militants et des membres des trois centrales et des autres syndicats locaux et régionaux. Ce regroupement avait soutenu plusieurs luttes populaires et ses militants n'hésitèrent pas à monter aux barricades.

SEPT-ÎLES, LUNDI LE 8 MAI 1972

Les présidents des trois centrales syndicales québécoises FTQ, CEQ, et CSN

annoncent en après-midi en conférence de presse leur condamnation par la Cour Supérieure à douze mois d'emprisonnement pour outrage au tribunal. De plus, ils ont décidé de ne pas se prévaloir de la procédure d'appel. Le 5 mai 1972 les trois présidents comparaissaient au Palais de Justice de Québec pour faire face à une accusation basée sur les faits suivants :

Il y avait eu émissions d'injonctions, avant la grève d'avril, couvrant plus de 11 000 travailleurs du secteur des hôpitaux et les trois présidents, ouvertement et officiellement, ont demandé à leurs militants de passer outre à ces injonctions, mot d'ordre qui fut observé dans plusieurs hôpitaux. C'est aujourd'hui que le Juge Jean-Pierre Côté a fait connaître la sentence d'emprisonnement d'un an. À 14h30, demain le 9 mai, les trois hommes seront présents au Palais de Justice de Québec pour se mettre à la disposition de la justice, de ses policiers et de ses gardiens. Bien que l'ensemble des travailleurs du Front Commun ne soit pas encore décidé à riposter par la grève générale, la colère gronde déjà depuis plusieurs jours : suite aux 200 injonctions d'avril, plus de 100 militants syndicaux ont déjà été emprisonnés, 100 autres le seront bientôt, et, en ce 8 mai 1972, plus de 400 000\$ d'amendes furent imposées à des syndiqués.

SEPT-ÎLES, MARDI LE 9 MAI 1972

Suite à l'annonce de leur condamnation faite hier par les trois présidents, des mouvements de protestation se dessinent dans la province et les palais de justice des régions sont les principaux lieux de rendez-vous des manifestants. À Sept-Îles, les travailleurs sont convoqués au Palais d'injustice. Quelques centaines de syndiqués du Front Commun et de la construction sont au rendez-vous. La circulation est interrompue sur le Boulevard Laure (alors en construction). Les escouades anti-émeutes locales et provinciales veillent.... Malgré quelques vitres brisées, il n'y a pas d'affrontement. Après le souper, des dizaines de syndiqués reviennent rôder autour du Palais de Justice. Des militants ralentissent la circulation et distribuent le Journal du Front Commun « Le Piochon ». Vers 21h30, la police ordonne le dispersement



des manifestants, qui ne sont plus qu'une cinquantaine. Certains d'entre eux ripostent en leur lançant des cailloux. La police charge, matraque et procède à 10 arrestations. L'emprisonnement des militants syndicaux et de quelques travailleurs qui se trouvaient sur les lieux par hasard, attisera la colère des syndiqués. Au cours de cette soirée du 9 mai et durant la nuit du 10 se planifiera la grève générale du lendemain par des militants du Front Commun et des travailleurs de la FTQ construction.

SEPT-ÎLES, MERCREDI LE 10 MAI 1972, AM

Les trois présidents sont emprisonnés aujourd'hui. La journée s'annonce chaude. À Sept-Îles, aucun travailleur de la fonction publique et parapublique n'est au travail. Les travailleurs de la construction débrayent eux aussi pour appuyer le Front Commun et exiger la libération des représentants syndicaux emprisonnés. Tôt le matin, des camions-remorques, immobilisés par des crevaisons, bloquent les sorties de la ville. Le mouvement de débrayage se répand chez les Métallos et Machinistes des usines de l'Iron Ore et de la Wabush Mines. Le mot d'ordre immédiat : rendez-vous à l'aréna pour 10 heures. Plus de 1000 des 5000 syndiqués de Sept-Îles sont présents à cette assemblée. La grève se généralise. Il fut décidé que la plupart des établissements industriels et commerciaux devaient

fermer. L'objectif de tout fermer Sept-Îles sera réalisé vers 13h00. Durant l'avant-midi, le poste de radio CKCN aura commencé à subir son occupation et à être forcé à diffuser les messages du Front Commun.

De plus, tout comme pour la grève d'avril, les grévistes de Sept-Îles purent utiliser un grand local de grève, gracieusement prêté par les Métallos.

SEPT-ÎLES, MERCREDI LE 10 MAI 1972, PM

Effectivement, à 13 heures, tout est paralysé à Sept-Îles : écoles, édifices gouvernementaux, entreprises privées, commerces, c'est le repos. Le blocage des routes d'accès à Sept-Îles est complété. À l'ouest de Sept-Îles, la 138 est meurtrie d'une large tranchée. À l'est, un camion remorque transportant des tuyaux de ciment et quelques autobus bloquent l'accès de la ville à d'éventuels contingents de la police ou de l'armée.

Spontanément, en cette belle après-midi, les travailleurs de Sept-Îles se rendent rôder autour du Palais de Justice, et ce par centaines. Plusieurs sont bien équipés pour affronter la force constabulaire qui aura à subir quelques grèves de cailloux et, de temps à autre, des cocktails monotov. Les bœufs utiliseront un hélicoptère pour lancer des bombes lacrymogènes, et pour amener du renfort. D'autres attroupements se forment en divers endroits de la ville. La police est débordée. Le peuple prend conscience qu'il se passe quelque chose d'important au pays, car d'autres villes emboîtent le pas, tant dans le secteur public que privé : Baie-Comeau, Hauterive; Thetford Mines, Joliette, Murdochville et ailleurs, des syndicats d'enseignants et des hôpitaux. À Sept-Îles, toutes les vitres du Palais de Justice seront détruites. Vers 16 heures, les policiers baisseront matraques et abdiqueront en se repliant dans le Palais de Justice. C'est alors que se produisit un drame qui, par la suite, a contribué à voiler la signification réelle du conflit, qui était une manifestation de colère populaire contre les abus de l'État. Vers 17 heures, un automobiliste s'introduisit en trombe sur le terrain de stationnement du Palais de Justice et fonça dans la foule. La voiture s'arrêtera contre

une voiture de police et des personnes se retrouveront coincées entre les deux voitures où sous celle de Leblanc. Bilan du carnage : 36 blessés dont plusieurs très gravement. Le chauffard Théodore Leblanc, après avoir été malmené par des manifestants fut incarcéré et sa voiture incendiée. Consternation en ville. Le Front Commun donne le mot d'ordre aux travailleurs de l'hôpital de Sept-Îles de reprendre le travail. Après l'accident, la Sureté du Québec libère toutes les personnes incarcérées dans la journée. En fin de soirée, un nouveau contingent de policiers de la Sureté du Québec réussit à dégager la route 138 pour s'introduire en ville.

SEPT-ÎLES, JEUDI LE 11 MAI 1972

Durant la nuit, la police réussit à faire évacuer le poste de radio. En avant-midi, une assemblée d'environ 4 000 des 5 000 syndiqués de Sept-Îles eut lieu à l'aréna. Un appel à continuer la grève dans le calme fut lancé. Des travailleurs exigent une rencontre avec le Conseil municipal, rencontre qui eut lieu en début de soirée. Sous la pression populaire, l'Hôtel de ville étant envahi par quelques centaines de grévistes, le Conseil municipal adopte une résolution exigeant :

1. La libération immédiate des trois présidents et autres syndiqués incarcérés au Québec;
2. L'évacuation par la police du poste de radio CKCN et la possibilité pour le Front Commun d'y diffuser ses messages.
3. Le maintien de la fermeture des établissements industriels et commerciaux, sauf ceux jugés essentiels.

Peu après cette assemblée, monsieur Herman St-Gelais, jeune Métallo de Pointe-Noire, impliqué dans l'accident survenu la veille rendait l'âme à 21h15. (Théodore Leblanc fut ultérieurement accusé du meurtre de Herman St-Gelais, mais reconnu coupable d'homicide involontaire et condamné à 4 ans de prison).

Ailleurs en province, les mouvements de débrayage prennent de l'ampleur. Des postes de radio sont occupés. Par exemple, à Thetford et à Asbestos, les mines sont fermées. À Baie-Comeau et à Hauterive, la grève générale est totale.

SEPT-ÎLES, VENDREDI LE 12, SAMEDI LE 13, DIMANCHE LE 14, ET LUNDI LE 15 MAI 1972

Source : « Les travailleurs contre l'état bourgeois »
Auteur du texte qui suit : Jean-Marc Piotte.

Vendredi, le Comité des citoyens fait passer des messages à la radio invitant la population à se rendre en masse dans les magasins afin d'acheter des cadeaux pour la Fête des Mères. Le Maire Donald Gallienne, sur un ton très pathétique et paternaliste fait un message semblable. Les commerçants avaient perdu une semaine de vente, donc, de profits : il ne fallait absolument pas qu'ils soient aussi lésés de cette foire commerciale que constitue la Fête des Mères. Le Front Commun répondra à ces deux messages larmoyants, demandant la continuation de la fermeture des commerces. Quarante pour cent des commerçants réouvriront leurs portes. Les syndiqués répondront à cette ré-ouverture en cherchant à créer des embouteillages près des caisses et en mélangeant les produits dans les différents étalages. L'opération « magasinage » des syndiqués crée des ennuis aux commerçants mais n'entraînera pas de nouvelles fermetures et conduisit à l'arrestation d'une dizaine de syndiqués.

Le dimanche 14 mai, les syndiqués ne pourront se réunir à l'aréna, à la suite de la décision du maire, qui, sans consulter ses conseillers, leur en refuse la location. « Le Comité des citoyens respectueux de l'ordre et de la loi » lui, se réunit mais ne réussit qu'à rassembler une centaine de personnes. La répression policière s'accroît : les arrestations et les fouilles se multiplient. Le soir, le poste de télévision de Matane, CKBL, consacre une émission spéciale à la situation de Sept-Îles, et trois représentants du Front Commun y définissent la position des travailleurs. Plus tard, dans la soirée, le « Comité de citoyens » par l'intermédiaire de l'avocat Jean Dionne, rétorquera dans un message d'une dizaine de minutes.

Le lundi 14 mai se déroulent les funérailles de Herman St-Gelais, membre du Syndicat des Métallos, mort des suites de l'accident du mercredi précédent. Plus de 1 200 personnes suivent le cortège, dont 300 à pied et 900 en voitures. À la sortie du cimetière, la circulation étant ralentie par le grand nombre de voitures, plusieurs personnes quittent les autos pour



Le 10 mai, les travailleurs bloquent les sorties de la ville pour retarder l'arrivée des renforts policiers.

revenir à pied. En chemin, ils rencontrent un autobus rempli de policiers en direction de l'aéroport : ceux-ci semblent vider les lieux. 200 travailleurs décident alors de descendre dans les rues pour y manifester, et des vitrines de commerces sont brisées. Mais l'autobus revient et les policiers procédèrent à la dispersion des manifestants. Le même jour, les différents syndicats de Métallos de la Côte-Nord se réunissent pour prendre position sur la poursuite ou non du débrayage. Des ouvriers, particulièrement à l'Iron Ore Company, avaient commencé à retourner individuellement au travail. Il fallait donc faire le point et décider collectivement de la marche à suivre. Tous les syndicats, sauf celui de Wabush Mines (Pointe Noire), décident de retourner travailler. Ne voulant pas être isolés, celui-ci se ralliera par la suite à la décision prise par les autres syndicats des Métallos. Les ouvriers des Métallos de la Côte-Nord et de la Gaspésie avaient accepté assez facilement de débrayer car ils voyaient dans la Loi 19 et l'emprisonnement des chefs syndicaux une attaque dangereuse du gouvernement contre l'ensemble du mouvement syndical. Mais durant le conflit, ils se sont sentis peu appuyés, non seulement par la riposte généralement moins forte des syndiqués du secteur public et du secteur privé des autres régions, mais aussi par les autres syndicats de Métallos qui suivaient fidèlement — même en Abitibi — les directives démobilisatrices de Jean Gérin-Lajoie. Il faut aussi ajouter que les ouvriers membres des Métallos ont souffert — comme les autres travailleurs de Sept-Îles — d'un manque d'informations sur la signification profonde de la crise. Mais les Métallos ne retournèrent pas au travail sans se protéger : ils s'assurèrent au point de départ qu'aucun employeur ne ferait de poursuites ou de congédiements suite au débrayage. Seule la Compagnie de Murdochville déposa un grief contre le syndicat pour perte de production, mais celui-ci, avant de signer la convention collective, força la compagnie à retirer son grief. Ainsi, la pratique des Métallos

SEPT-ÎLES, JEUDI LE 18 MAI 1972



La dépouille de Herman St-Gelais, première victime de la violence à Sept-Îles est portée à son dernier repos au milieu d'une foule émue et silencieuse.

sur la Côte-Nord et la Côte-Sud démontre que le principal argument invoqué par Gérin-Lajoie contre la grève générale était sans fondement, à savoir que l'entreprise privée, contrairement à l'entreprise publique, utiliserait l'illégalité de cette grève pour briser les syndicats par des poursuites et par le congédiement de ses militants syndicaux les plus combattifs. Encore une fois, Jean Gérin-Lajoie avait sur-évalué la force des « boss » par rapport à celle des travailleurs. (Fin du texte de Jean-Marc Pottle).

SEPT-ÎLES, MARDI LE 16 MAI 1972

Les travailleurs de l'Iron Ore et de Wabush Mines sont retournés au travail aujourd'hui, tandis que les syndiqués du Front Commun et de la construction (CSN-FTQ) continuent la grève. Au Québec, des mouvements de débrayage sont toujours observés, tant dans le secteur public que privé, mais particulièrement dans le secteur de l'éducation où presque tous les enseignants sont en grève.

Dans les villes où c'est « hot », le parti libéral crée une police parallèle, en faisant assermenter des citoyens comme « constables spéciaux » en vue d'organiser et contrôler le ressentiment de la population contre les travailleurs du Front Commun. (La présidente du parti, Lise Bacon, admet que ce mot d'ordre fut donné). Les premières brigades de ces nouveaux agents de la paix étaient apparues à Baie-Comeau-Hauterive quelques jours auparavant. Mais là, ils eurent fort à faire avec les commandos de syndiqués qui les ont

neutralisées. Ces méthodes du Gouvernement Bourassa n'étaient pas sans rappeler les techniques utilisées dans les années 30 par un certain parti « national-socialiste » de Hitler en Allemagne.

En soirée, à Sept-Îles, les syndiqués de la fonction publique et para-publique et de la construction, réunis à la Salle des Chevaliers de Colomb pleine à craquer, décident de continuer la résistance jusqu'au retrait des lois 15 et 19 et la libération des chefs syndicaux.

SEPT-ÎLES, MERCREDI LE 17 MAI 1972

Alors qu'aujourd'hui, le Parti Québécois exige la démission du gouvernement Libéral, tant les syndiqués de Sept-Îles que les instances des trois centrales se rendirent compte que la grève ne se généraliserait pas au Québec. Il y avait plus de syndiqués qui retournaient au travail qu'il y en avait qui se mettaient en grève. Dans cette conjoncture, les présidents demandèrent la cessation des grèves. En cette après-midi du 17 mai, une houleuse assemblée du Front Commun et de la construction FTQ et CSN s'est tenue sans qu'un vote ne puisse être pris. La majorité des participants voulaient continuer la lutte seule, mais l'assemblée se termina en queue de poisson. À la CEQ, il y a une mise en branle de guérilla à l'intérieur des écoles. Le Front Commun indique qu'il accepterait la reprise des négociations si les trois présidents étaient libérés et fait une requête à Choquette pour la libération conditionnelle des présidents et leaders syndicaux incarcérés.

C'est dans l'amertume et la déception qu'à Sept-Îles, les syndiqués du Front Commun de la fonction publique et para-publique et ceux de la construction FTQ et CSN retournent au travail ce matin. Ils furent les premiers à sortir au Québec, ils sont les derniers à rentrer. Cette grève de mai marquera une coupure dans l'histoire de Sept-Îles. L'éditorialiste Gaston Boucher du Journal Local « L'Avenir » décrit sa perception de la situation ainsi : « Les jours que nous venons de vivre sont de ceux qui ne s'oublient pas facilement; on peut même dire qu'il marquent profondément l'histoire d'une ville comme la nôtre. Ils constituent à la fois la fin et le début d'une étape. Dorénavant, il y aura les événements qui se situent avant le 10 mai 1972 et ceux qui se situent après le 10 mai 1972..... ».

FIN MAI 1972 ET UN PEU APRÈS

Les présidents ayant choisi l'issue d'en appeler de leur sentence, ils purent quitter la prison d'Orsainville le 23 mai, la libération conditionnelle en vertu de la Loi de probation et des établissements de détention leur ayant préalablement été refusée. Et le 25 mai les négociations reprendront entre les trois présidents et, à la table patronale, un nouveau ministre de la Fonction Publique, Jean Cournoyer, accompagné de nouveaux négociateurs patronaux. En automne 1972, la Cour d'Appel confirmera les sentences imposées en mai et la Cour Suprême ne daignera pas se mêler de cette histoire. En novembre 1972, les trois présidents reprendront le chemin d'Orsainville et leurs atours de bagnard, sans que le Québec ait de gros soubresauts. Ils ressortiront de prison le 16 mai 1973. Les négociations échoueront dans le secteur de l'Enseignement où un décret promulgué le 15 décembre 1972 tiendra lieu de convention collective. Les autres sections du Front Commun signeront des conventions collectives. Et il y eut les fonctionnaires provinciaux qui quittèrent la CSN..... Et il y eut scission à la CSN, grâce aux bons offices des 3-D et la naissance, sous l'œil bienveillant du parti Libéral, de la CSD.

Source : Journal du Front Commun de Sept-Îles « Le Piochon » édition du 28 avril 1982 commémorant les luttes du Front Commun du secteur public en 1972.

Auteurs : des militantes et militants de Sept-Îles.

MON MEILLEUR COUP ? TENIR LE COUP !

Un camarade de Casse sociale m'a demandé d'écrire ce que je crois être mon meilleur coup comme militant. Depuis ce temps, je me creuse la tête à la recherche d'un morceau de mémoire qui démontrerait hors de tout doute que ça vaut la peine de lutter et qui serait un morceau d'anthologie sur l'enthousiasme militant. Mais voilà, j'ai été impliqué dans des luttes, participé à des belles actions, vécu des grands moments de solidarité... mais mon meilleur coup ?

J'ai envie de fuir cette troublante question. Si je n'en trouve pas spontanément, est-ce à dire que j'ai vécu pour rien ? Quand même, on ne peut pas avoir manifesté pendant plus de quarante ans pour arriver à ne pas savoir quoi répondre à une question qui me permettrait de laisser aller ma vantardise. Et si la réponse était affirmative ?

Et si à défaut de grand exploit... Mon plus beau coup... n'aurait été finalement ...que d'avoir tenu le coup. Laissez-moi raconter.

Au début, j'étais plein de révolte et d'incompréhension devant autant d'aberrations. J'ai cru que les humains étaient cons, puis lentement j'ai compris que c'était plus compliqué que cela. C'est que je découvrais le monde et j'étais étourdi de tant d'injustices... de tant de catastrophes en gestation, en voie de concrétisation.

J'ai rencontré des personnes qui pensaient comme moi. Peu de temps après, j'ai appris qu'il y avait beaucoup de nuances entre les gens qui pensaient comme moi. J'ai trouvé une gang avec la même palette de nuances que moi. J'avais 20 ans et je rencontrais des gens formidables qui voulaient changer le monde.

Puis j'ai appris la réalité des luttes. Le quotidien des réunions dont l'intérêt était variable entre nul et enthousiasmant. Au début, j'étais perdu dans les procédures dans les luttes de lignes. J'allais aux réunions en ayant hâte à la bière. J'ai eu beaucoup de difficulté avec les tâches plates qui viennent avec les grands idéaux.

Je participais à mes premières manifestations, actions, occupations, ...et c'est fou comment je ressentais le pouvoir que nous avions collectivement...

Puis, à force de poser des questions ou en faisant semblant de connaître la réponse, j'ai pris de l'assurance et j'ai appris à analyser puis à m'exprimer et même à avoir des idées. À savoir reconnaître mes alliés-e-s mais aussi, je dois l'avouer, à jouer avec les procédures. J'étais rendu à trente ans.

Puis j'ai connu mes premières vraies grosses chicanes, celles qui nous font grimper dans les rideaux ou celles qui nous jettent à terre. Perdre des amitiés. Apprendre à continuer avec des camarades dont tu vas passer des années à te méfier.

J'imagine parfois que nous sommes de temps à autre psychologiquement dans le même état que les poilus de la guerre 14-18, pris dans les tranchées à vivre les bombardements dans l'immobilité des lignes. Les pieds dans la «bouette». Dans des positions d'attente, ce n'est plus l'ennemi qui te torture le quotidien, c'est ton voisin. Ton voisin qui ronfle qui pette pis qui rote. Il

t'énervé. Mais c'est celui qui va peut-être te sauver la vie ou celui que tu accompagneras dans la mort. Nous...nous sommes dans des



tranchées virtuelles. Et les réflexes de division se multiplient ou s'estompent au gré des conjonctures.

J'ai passé ma vie à tenter de tisser des fils de solidarité. Voilà, je ressors la vieille image. Voir la solidarité comme un tisserand alors que nous travaillons du verre. Comme les souffleurs de verre... avec une matière incandescente et une longue paille dans laquelle on souffle ou l'on s'essouffle. La solidarité c'est du cristal. C'est une matière excessivement friable et nous jouons avec comme si elle était incassable.

Et les années ont passé et je les ai passés à sauter d'une lutte à une autre. À organiser des assemblées, des manifestations, des actions...mais surtout apprendre à travailler entre humains dans une des causes communes. À tisser des alliances à les rompre et à en reconstruire.

J'approchais de la quarantaine. J'avais un enfant. Et les doutes m'envahissaient. On a beau chanter la solidarité. J'ai commencé à sentir l'angoisse. Parce que vivre une vie de militant dans les groupes populaires, c'est accepter de vivre dans une certaine précarité. Et il y a des moments où les nécessités de payer son loyer et ses dettes font pression. Et lorsqu'on a un enfant, cela devient complètement étourdissant et affolant. Puis me voilà à cinquante ans et je m'aperçois que j'ai pris de l'âge et réalise qu'il n'y a devant moi qu'un grand vide financier avant de retourner au néant.

Je m'en vais vers la soixantaine, des doutes émergents aussi sur le sens de ma vie.

Entre hier et aujourd'hui, il y a un monde, un changement de siècle. Je me souviens encore des feux de mes premières révoltes et je sais mieux maintenant pourquoi j'ai entretenu les flammes.

Nous avons devant nous les êtres les plus puissants de l'histoire de l'humanité. Et si nous les laissons faire, c'est bien l'avenir de l'humanité, de la planète et, jusqu'à preuve du contraire de la vie dans l'univers, qu'ils sont à jouer. Cela est affolant et grandiose.

Et je vieillis et je dois maintenant considérer ma propre finitude. Je ne sais pas combien de temps il me reste dans cette vie. J'imagine que je vais essayer de suivre le plus longtemps possible. J'imagine que vers 80 ans je me contenterais d'une manif ou deux par année. J'imagine que je serais dans un hospice, branché à perpète sur mon soluté et que grâce au Facebook de cette époque, je cliquerais deux trois pétitions par jour.

Ou bien, je serais étendu dans le fond d'une cabane, à fabriquer des cocktails Molotov pour soutenir une résistance ... en qui je continuerais de croire malgré tous mes désespoirs.

Les possibilités d'évolution de l'HISTOIRE sont infinies. Parce qu'il y a « l'improbable ». Vous savez l'imprévisible Révolution française, vous savez les improbables luttes des noirs, des femmes, les Mai 68 ou les Printemps arabes ou le mouvement «Occupy Wall Street». Il y a des moments qui tournent et qui reconfigurent l'évolution de l'Histoire.

Bien que je le souhaite secrètement, je ne suis plus vraiment certain que la vie a un sens, mais je sais qu'il est important pour

les humains de trouver un sens à leur vie. Je ne suis plus certain de rien. Sauf qu'entre les mille-et-une manières de rater sa vie, j'en ai choisi une qui me convenait parfaitement. Une vie pendant laquelle j'ai réussi à ne pas trop faire de compromis avec ma pensée et mes valeurs. Une vie à laquelle j'ai donné un sens. Une vie qui me semble avoir du sens.

Je ne suis plus certain de rien. Sauf de la conviction profonde que j'étais dans la gang qui avait raison. Devant ces catastrophes annoncées, documentées et pourtant niées par les puissants qui multiplient les possibilités de fin du monde, nous avons raisons de nous battre. Pour la justice et pour la vie...la Vie.

Mon plus beau coup, c'est d'avoir tenu le coup. Tenu le coup face au découragement, aux trahisons, aux défaites, aux reculs.

Mon plus beau coup ...c'est de tenir le coup. Je ne suis pas vraiment certain que ma contribution ait eu une grande importance. Je sais que j'ai déployé beaucoup d'efforts pour atteindre ce que j'ai pu atteindre. Mais ce dont je suis fier, pour revenir à l'image de l'étoffe, c'est d'avoir cherché à être un des fils qui tissent la solidarité entre les humains. Et parce que je rencontre d'autres fils avec qui je peux tisser des liens.

Dans le court de l'Histoire chaque individu, quels que soient les efforts déployés, laisse bien peu de traces. Et le parcours que j'aurais réalisé sera oublié. Un jour, devant l'affreux monument de Charles De Gaulle dans le parc Lafontaine, j'ai vu une bande de vieillards qui commémoraient l'appel du général à la résistance.

C'était la première fois que je réalisais combien les luttes auxquelles j'avais participé seraient elles aussi oubliées. Et que ... c'est normal. Nous luttons pour que disparaissent des oppressions. Je ne verrais pas le jour où les humains ne seront plus sexistes ou racistes. Je ne verrais pas ce jour, mais je ne souhaite pas aux humains de ces lointaines journées à venir qu'ils et elles se rappellent constamment du temps des oppressions. Mon meilleur coup ...nous le réaliserons peut-être après-demain.

Peut-être qu'un jour mon plus beau coup sera simplement d'être toujours debout malgré mes problèmes de genoux. Et des militant-e-s me diront...«Tu tiens toujours le coup pépère ...» dur de la feuille, je n'aurais rien compris, mais avec un sourire je répondrais « Oui! Oui! Nous vaincrons! »



FIÈRE D'ÊTRE RÉVOLTEE MARS 1999

31 mars 1999 : centre-ville de Montréal. Manif étudiante pour les prêts et bourses et le droit à l'éducation. Manif festive, mais non moins radicale. 2 000 personnes, des clowns, des marionnettes géantes, une femme sur des échasses.

Ça crie fort, y fait beau. Au centre du quartier des affaires, les attachés-caisses se multiplient, la journée est finie. Les flics commencent à charger la foule, à courir après les clowns, pendant longtemps. Une manifestante m'agrippe le bras, apeurée, « qu'est-ce qui se passe, pourquoi la police fait ça ? ». Un clown se fait rentrer dedans, la fille mange une partie de la matraque dans le dos.

On s'tasse, on court, elle pleure. Je lui dis « moi aussi j'ai peur, mais si on s'en va, y vont pas arrêter ». Y vont pas arrêter, tant qu'y nous auront pas arrêté-e-s. La course continue, on se rassemble, tout le monde, pour se protéger. Les flics sont dix fois plus nombreux que nous, faut partir.

Fin de la manif, quelques arrêté-e-s. On va les attendre au CO sud, les appuyer. La fille est toujours là, elle me dit « je suis révoltée ». Moi aussi. C'est pour ça que j'étais là.

Sol

NÉO-NAZIS EN DÉROUTE SEPTEMBRE 2004

Le 12 septembre 2004, un homme nommé Ernst "Christof Friedrich" Zundel attend sa déportation pour l'Allemagne. Cet homme né le 24 avril 1939 en Allemagne est arrivé au Canada en 1958. Il se proclame le Ghandi de l'extrême-droite et prétend défendre son "groupe ethnique". Il est reconnu comme un des hommes les plus influents de l'extrême-droite canadienne, tout comme son mentor, Adrien Arcand, qu'il a rencontré dans les années 60. Il met en place à la fin des années 70 l'un des plus importants distributeurs de propagande nazi et néo-nazi au Canada: Samisdat Publisher Ltd. Zundel, célèbre négationniste de l'holocauste juif est aussi en relation avec Paul Fromm de CAFE. En 2003, il revient d'un séjour au Tennessee, renvoyé vers le Canada pour non-respect des lois d'immigration. En 2004, Zundel est incarcéré au Canada et attend sa déportation pour être jugé en Allemagne.

Le 12 septembre 2004, près du métro Snowdon, des nazillons notoires perdent leur temps à tenter d'organiser une manifestation d'appui au père de la suprématie blanche canadienne, mais vraiment en vain, provoquant chez un de ces 10 ti-coues, Tara Dribnenki, une crise de rage au volant.

Le 12 septembre 2004, une soixantaine d'Antifascistes sont aussi à cet endroit. La mixité des groupes présents est impressionnante et donne chaud au cœur. Malgré les divergences politiques que nous éprouvons souvent, nous savons que nous sommes tous là pour la même chose, ne pas laisser leur laisser le quartier. Et nous constatons qu'ensemble nous gagnons facilement.

Loin de les voir s'attrouper pour une manif pro-Zundel, les nazillons passent deux par deux en voitures et lorsqu'ils arrivent pour se stationner, enthousiastes de voir autant de leurs amis formant la foule d'appui, leur sourire descend en s'apercevant que cette foule est actuellement constituée d'Antifas et décarpissent à toutes allures. Savoureux.

Je n'ai pas l'habitude de laisser l'espace de parole aux néonazis, mais ce message nommé Zundel Protest In Montreal Hijacked by Reds, envoyé sur Stormfront, par Windsor Forest, aka fort possiblement Tara, est si joliment écrit, que je vais la laisser nous raconter l'ambiance de cette journée.

"There seemed to be a leak into the whereabouts of our protest, so about 40-60 reds, Jews, and other anti-free speech scum were around the area, with their balaclavas, cameras (they've taken so many pictures of me, I have no idea why they need any more), and various weapons. I had my car attacked while trying to meet up with another WN at the subway. Luckily, I was not hurt, and the damage is only to the windshield. They ran down the street after my car, ignoring Police presence, and smashing it with various metal objects. One of the dirty dreadlocked [slur deleted] protesters was charged with aggravated assault for the damage to my car, as he smashed it in front of Police, and was caught. The other free speech supporters either saw the scum, and didn't stop in the area, or got away. I'm sure they will consider this a great victory, as our protest was not able to happen, but I think differently. Nobody will shut us up, and we will make sure next time, we don't make the same mistakes. This is only the beginning, and we are sure to win against these scum. Nobody was hurt or arrested, so that's a bonus as well, considering that each party of free-speech supporters were morbidly outnumbered."

Je crois que Windsor Forest a raison sur ce point: la majorité d'entre nous considérons cet après-midi comme une belle victoire Tara. Et nous étions plus nombreux, en effet.

En mars 2005, Zundel est rapatrié vers son pays d'origine, l'Allemagne, où il subit un procès pour incitation à la haine raciale et diffamation de la mémoire de défunts. Son procès est basé sur 14 chefs d'accusation d'appel à la haine raciale, le tout principalement basé sur ses différents écrits, dont son document révisionniste: Did six million really die? Même si je poétise cette journée en évitant quelques moins bons coups, comme l'intention ici est de se rappeler les bons moments, pour la plupart d'entre nous, la victoire ne s'est pas tant passée devant les tri-

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC - 2001



Du Sommet des Amériques à Toronto... sur les chemins de l'anti-capitalisme

L'Internationale de la Résistance et l'Action mondiale des peuples

L'appel lancé par les Zapatistes, deux ans après leur soulèvement armé dans les montagnes du Sud du Mexique, a renouvelé l'idée d'une Internationale dans les années 1990. C'est de cette Première rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme qui s'est déroulée au Chiapas en 1996, qu'est émergée la « nébuleuse Internationale » se définissant comme : « un réseau collectif de toutes nos luttes et résistances particulières ». Rappelons que le soulèvement zapatiste a eu lieu le 1er janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'Accord de Libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA). Les manifestations de cette Internationale de la résistance prendront dès lors comme cibles les accords économiques et les sommets des élites de ce monde.

Dans la foulée, c'est en 1998 qu'on as-

siste à la naissance de l'Action mondiale des peuples (AMP), qui se présente comme « une structure de coordination horizontale en soutien aux luttes de résistance contre le capitalisme, l'impérialisme et tout système d'oppression ». La première rencontre de l'AMP s'est tenue à Genève avec la participation de 300 délégués provenant de 70 pays différents. Les participants y planifient des « journées d'actions décentralisées à l'échelle mondiale » contre les réunions de l'OMC et du G8 de mai 1998. C'est aussi de cette rencontre qu'est sorti l'appel pour la perturbation économique de la rencontre de l'OMC à Seattle en 1999.

En 1999, se déroule non seulement la « bataille de Seattle », point d'envol des grandes mobilisations « anti-mondialisation », mais également la deuxième Conférence de l'AMP, cette fois au Sud, à Bangalore en Inde. C'est lors cette rencontre que cet espace de coordination sera radicalisé ; l'opposition de départ à l'OMC et au libre-échange se redéfinit comme une opposition claire au capitalisme. Les participants participent à une grande action directe ; à l'instigation d'une

organisation paysanne indienne (KRRS) on brûle des champs transgéniques de Monsanto. De cette rencontre sort également l'appel pour une autre journée d'action mondiale lors de la rencontre annuelle du FMI et de la Banque Mondiale à Pragues en 2000.

Ce qui caractérise ce nouvel internationalisme, c'est le sentiment d'une communauté de combat dans toutes les régions du monde. La naissance de réseaux tels que celui de l'AMP, répondent à la prise de conscience qu'il ne suffit pas que chacun mène sa lutte chez lui, ni que les peuples du Nord se solidarisent avec ceux du Sud, mais qu'il est indispensable qu'on s'engage et s'articule ensemble dans un mouvement global de résistances, contre les mêmes politiques néolibérales appliqués à l'échelle mondiale, c'est-à-dire contre le système capitaliste. Ce mouvement n'est évidemment pas un bloc unitaire et monolithique, il vise à permettre le réseautage d'une multiplicité d'organisations qui mènent des luttes plurielles et utilisent des moyens variées, dans le respect pour la diversité des tactiques.

Ainsi l'AMP n'est pas une organisation. C'est un réseau de communication et de coordination décentralisé. Les groupes et mouvements y participent s'ils sont d'accord avec ses principes de base et son mode d'organisation est basé sur l'autonomie des groupes membres du réseau. En plus des rencontres internationales, les groupes se coordonnent lors de rencontres régionales. Dans chaque région un ou des groupes jouent le rôle de « convoquants », c'est-à-dire de point de contact pour la région. Ils sont désignés lors des rencontres internationales et ont le mandat de promouvoir le réseau dans leur région et de coordonner l'organisation des rencontres régionales.



En route vers le Sommet des Amériques

C'est au printemps 2000 à Montréal, que la Convergence des luttes anti-capitaliste – CLAC – prend son envol, en prévision du Sommet des Amériques qui se tiendra du 20 au 22 avril 2001 à Québec, réunissant les 34 chefs d'État des Amériques (tous à l'exception du Cuba). La CLAC se donne alors comme objectif principal de confronter et perturber le Sommet des Amériques afin d'empêcher la signature de la ZLÉA, accord qui s'apprêtait à charcuter allègrement dans les conditions de vie et de travail des peuples de l'ensemble des Amériques et à nous soumettre encore davantage aux dictats du marché, des multinationales et des élites au pouvoir.

La CLAC devient membre du réseau AMP quelques mois plus tard et y joue le rôle de « co-convoquant » pour l'Amérique du Nord de 2000 à 2001, avec le Tempa Bay Action Group, un groupe anti-capitaliste de Floride. Ensemble nous avons organisé une rencontre régionale nord-américaine en juin 2001 qui s'est tenue au Massachusetts et qui a fortement contribué à la mobilisation de militants américains (principalement anarchistes) en vue du Sommet des Amériques. De plus, des membres de la CLAC se sont rendus dans plusieurs villes du nord-est des états-unis afin de participer à des ateliers et à des rencontres pour stimuler la mobilisation contre le Sommet.

Au niveau local, la CLAC s'est organisée sous forme de convergence d'individus tenant des assemblées générales publiques mensuelles et ayant plusieurs comités de travail (agitation/propagande, médias, financement, transport/hébergement, médias, légal, action, liaison-externe, etc.).

Toutes les décisions importantes étaient prises en assemblée générale (si elles ne représentaient pas un problème de sécurité) et la participation aux assemblées atteignait régulièrement entre cinquante et cent personnes. Pendant toute l'année où nous avons travaillé d'arrache-pied à mobiliser contre le Sommet des Amériques, la CLAC a été un lieu d'organisation extrêmement dynamique, un lieu de mise à l'essai des principes organisationnels de la démocratie directe et de mise en pratique des principes anticapitalistes et anti-autoritaires.

Durant une année complète, nous avons parcouru les routes du Québec pour donner des ateliers sur la ZLÉA et l'anti-capitalisme et avons tenu combien de houleux débats sur la diversité des tactiques! Un journal, un troupe de théâtre de rue, un comité d'éducation populaire, un comité média agressif, nous étions déterminés à passer notre message et à faire de cette mobilisation massive un succès. Nous avons réussi à déloger la position dominante des pacifistes dogmatiques comme seule avenue possible pour la lutte et à faire prendre un pas décisif au principe de respect de la diversité des tactiques, chez les jeunes et les militants du Québec. Cette avancée de la diversité des tactiques demeure, à mon sens, un héritage important des mobilisations contre le Sommet des Amériques.

« La bataille de Québec »

La CLAC se chargeait, en coordination avec CASA, nos alliés anti-capitalistes de Québec, de la mobilisation et de l'organisation logistique de la manifestation anti-capitaliste contre la ZLÉA, qui se dirigerait vers le périmètre de sécurité du Sommet. Étant une organisation ouverte, visant la mobilisation de masse, la CLAC n'organisait pas elle-même l'action directe, mais appelait les gens à s'organiser en groupes d'affinités pour préparer la bataille sur le terrain à Québec.

Ainsi, nous sommes arrivés à Québec quelques jours avant le début du Sommet pour organiser les derniers détails avec les militants de CASA. Après un an d'activisme acharné, nous arrivions à notre but... la fébrilité était à son comble! En chemin nous avons appris l'arrestation des membres de Germinal, un groupe d'affinité montréalais, qui a été victime d'une incroyable opération d'infiltration pendant près d'un an. Le spectacle médiatique qui entoura leur arrestation préventive nous préparait au pire ; en les faisant passer pour de dangereux criminels possédant des prétendus explosifs (qui s'avèrent par la suite être l'équivalent de fusées de détresse émettant le bruit d'une explosion), ils amorçaient leur campagne de terreur avec laquelle ils tenteraient de justifier la répression.

Ainsi, une fois arrivés à Québec, la tension était palpable. La ville était truffée de policiers de la SQ, de la police de Montréal et de la Ville de Québec, ainsi que de la GRC et ce, sans compter les militaires cachés dans leur forteresse en haute ville. C'était la SQ qui coordonnait les opérations. De notre côté, les choses allaient bon train, nous pouvions enfin voir les résultats de nos efforts de mobilisation; les anarchistes et anti-capitalistes de toutes tendances arrivaient à Québec par milliers!

Le jeudi soir, c'est par une marche au flambeau que nous avons inauguré les trois jours de mobilisations. C'était de toute beauté! On avait peur de tous se faire arrêter ce soir là, avant le lendemain où notre plus grosse manifestation était prévue, mais les flics semblaient surtout occupés à surveiller leur clôture, ce qui nous laissa un peu de marge de manœuvre.

Le vendredi matin du 21 avril 2001, c'est près de 10 000 personnes qui étaient au point de rendez-vous à l'université Laval pour participer au Carnaval contre le capitalisme convoqué par la CLAC et la CASA! Seule épine dans le pied, une organisation du milieu étudiant nommée le GOMM – Groupe Opposé à la Mondialisation des Marchés, qui voulait faire de la désobéissance civile non-violente, avait donné le même point de rendez-vous que le nôtre. Cela a créé la confusion et leur a permis de récupérer une partie de notre mobilisation en dirigeant une partie de la foule vers un autre trajet. Néanmoins, c'est une foule s'allongeant sur une distance de 15 coins de rues qui a marché avec nous, fièrement anti-capitaliste!

Dans l'idée du respect de la diversité des tactiques, nous avions planifié l'existence de 3 « zones » divisées en couleurs selon le type d'action que les gens voulaient exercer pour manifester et le degré de risque qu'ils étaient prêts à assumer. La zone verte devait être à risque minimal, la jaune à risque de niveau intermédiaire et la rouge à haut risque.

À un moment au cours de la marche, nous avons offert aux manifestants la possibilité de soit tourner à gauche pour se rendre à l'îlot Fleuri, pour une fête de rue avec DJ (zone verte), ou encore de continuer tout droit sur René-Lévesque pour aller manifester devant le périmètre (zone jaune/orange!). Quant à la zone rouge, elle n'avait pas d'endroit précis, car elle dépendait des actions qui seraient menées par les groupes d'affinités, mais les gens comprenaient que plus ils s'approchaient du périmètre, plus les risques de confrontation augmenteraient et que le jaune risquait de devenir orange brûlé, puisque nous avions clairement appelé à faire tomber la clôture! La majorité des participantEs, environ 6000 personnes, ont opté pour continuer jusqu'au périmètre. Un important black-block de plusieurs centaines de personnes était à la tête de la manifestation.

Malgré leurs 6500 flics (dont 1500 affectés à l'anti-émeute), leurs 1200 militaires cachés à l'intérieur de la forteresse, leurs dépenses d'au moins 70 millions \$ en mesures de sécurité, il n'aura fallu que quelques dizaines de camarades déterminés, pour faire chuter en une quinzaine de minutes un pan complet de la clôture sur la rue René Lévesque! Par la suite au courant de la journée, la clôture de 4 km qui ceinturait le périmètre de sécurité a

été attaquée sur quatre fronts. C'est ainsi que plus de 100 mètres de distance de la clôture furent abattus par les opposantEs à quelques pas du Centre des Congrès.

Sur la rue René-Lévesque, les lignes de flics de la SQ massés derrière la clôture tombée au sol, se sont mis à lancer allègrement des gaz lacrymogènes sur les manifestants. S'en est suivi une interminable guerre de ping-pong de lacrymogènes entre policiers et black-block qui a duré une bonne partie de la journée. Les manifestants équipés de masques à gaz et de gants ramassait les gaz lorsqu'ils atterrissaient au sol puis les relançaient rapidement en direction des flics! De plus, les manifestants avaient littéralement le vent de leur côté : le gaz lancé par les policiers leur revenait au visage car le vent soufflait dans leur direction! Il y a tellement eu de gaz lancé par la police (plus de 5000 en deux jours!), que les nuages de gaz lacrymogènes ont fini par envelopper la

coups de bâtons. La fenêtre côté conducteur a été fracassée. Le conducteur paniqué s'est enfui avec son camion pour aller se retrancher derrière les lignes de flics! La bataille a duré toute la nuit du vendredi et s'est étendu à la basse ville. Une fois la nuit tombée, les policiers ont quitté le périmètre pour chasser les manifestants jusqu'en basse ville, bousculant violemment plusieurs d'entre eux et elles dans les marches qui séparent la haute ville de la basse ville de Québec, tandis qu'elles tentaient de s'enfuir. À différent endroit dans les rues, il y avait des barricades en feu. Tard dans la nuit, la zone verte située à l'îlot Fleuri a été violemment attaquée par la police. La répression s'accroissait alors que des mini-vans blanches non identifiées remplis d'agents en civil ratissaient les rues à la recherche de proies à embarquer. Plusieurs manifestants ont ainsi été « cueillis » au cours de la nuit...



haute-ville à un point tel que même les dignitaires participant au Sommet ont été affectés ; l'odeur des gaz qui a pénétré jusque dans les hôtels, obligeant les autorités à sceller les édifices où se déroulaient les travaux du Sommet!

Un des événements dont je me rappelle bien fut l'apparition, devant le périmètre de sécurité, d'un énorme camion équipé de canons à eau. Un manifestant a couru en direction du camion pour y installer une banderole sur le canon situé au devant du véhicule. Puis, d'autres protestataires se sont mis à assaillir le camion de

Le samedi, avait lieu la grande marche syndicale qui se déroulait en basse ville loin du Sommet et qui allait se terminer encore plus loin, dans un champs de fraise! À la CLAC nous avons convenu avec un membre d'un syndicat allié qu'il nous aiderait à placer notre contingent devant eux, environ au milieu de la longueur de la manifestation, pour tenter de faire dévier une partie de la marche vers la haute ville et le périmètre de sécurité. Finalement nous l'avons perdu dans la foule en cours de route et avons donc dû essayer de nous frayer un chemin de force, ce qui causa des échauffourées

avec le service d'ordre de la FTQ qui voulait nous envoyer à la queue de manifestation. Dans la mêlée, notre contingent s'est en partie dispersé. Néanmoins une fois rendu au coin de rue où nous avions prévu faire la rupture avec la marche syndicale, plusieurs camarades nous attendaient et encourageaient la foule de la manifestation syndicale à nous rejoindre pour monter vers le Sommet. Une personne du black-block était montée sur un poteau et agitait dans les airs son drapeau pour faire signe au gens de tourner à droite vers la haute ville et le périmètre de sécurité. Finalement de manière continue, des dizaines de personnes quittaient spontanément la marche syndicale pour aller vers le périmètre!

Les gaz lacrymogènes avaient complètement envahis la haute-ville. Les flics en avaient tellement lancé la veille, qu'ils ont dû se réapprovisionner d'urgence aux États-Unis. Résultat : les gaz du samedi étaient beaucoup plus toxiques car ils étaient additionnés de poivre de Cayenne! La bataille avec la police continuait de plus belle sur René-Lévesque en face du périmètre, mais elle s'étendait aussi à plusieurs autres rues dont la rue

Avec du recul, on réalise que durant le Sommet des Amériques, l'action répressive des forces de l'ordre a été, de manière générale, circonscrite à quelques points névralgiques, autour du périmètre de sécurité. Pour le reste on pouvait quitter le « champ de bataille » pour aller manger une pointe de pizza quelques rues plus bas, déambuler tranquillement dans les rues pour regarder un peu le spectacle, puis retourner pour une autre petite ou grande dose d'affrontements, selon les goûts... Rien à voir avec l'État policier mis en place lors du G20 à Toronto en juin dernier, où on avait littéralement l'impression d'une ville sous occupation policière, quadrillée de flics et d'undercovers faisant des contrôles et des arrestations à chaque coin de rues et de dizaines de mini-vans non identifiées qui circulaient sans arrêt à l'affût de proies à embarquer.

Néanmoins à Québec, le bruit constants des tirs de lacrymogènes, la fumée qui avait envahi l'air ambiant et le bruit permanent des hélicoptères, donnait à la vieille capitale un air surréaliste de ville assiégée. Au total, il y a tout de même eu



St-Jean où des gens se livraient à des performances théâtrales, provoquant et ridiculisant les flics. La démesure de la répression (pour le contexte de l'époque) renforça la solidarité entre les manifestants et les habitants de Québec exaspérés par les gaz qui avaient envahis leurs maisons et par l'attitude arrogante des flics. Plusieurs personnes ouvraient les portes de leurs maisons aux manifestants qui fuyaient la répression et cherchaient refuge. La bataille généralisée et l'action spontanée des manifestants un peu partout dans les rues donnait la sensation que la ville nous appartenait!

481 personnes arrêtées, envoyées dans une prison ayant été vidée pour l'occasion. D'ailleurs le dimanche, une grande manifestation de solidarité avait été organisée pour aller faire du bruit à la prison et encourager les camarades détenus!

Dix ans après... état des lieux pour le mouvement anti-capitaliste

Après le Sommet des Amériques, la CLAC, qui avait été formée en 2000 principalement pour travailler autour de la grande mobilisation contre la ZLEA d'avril

2001, a continué d'organiser des manifestations durant quelques années et de mobiliser sur des enjeux globaux. On peut penser au 26 avril 2002, lors de la réunion des ministres du travail du G8 à Montréal, où les flics ont procédé à une arrestation de masse préventive, à la manifestation à Ottawa en juin 2002 contre le G8 réuni à Kananaskis en Alberta, ou encore à la mobilisation contre la réunion mini-ministérielle de l'OMC à Montréal en juillet 2003. Mais graduellement, il y a essoufflement. Au sein de la gauche radicale et des groupes anarchistes surtout, de nombreux questionnements émergent sur le fait d'être constamment « en réaction » à l'agenda des gouvernements. On met de l'avant l'importance de construire un travail de terrain au niveau local, travail qu'on met souvent en opposition avec ce qu'on a appelé « la course aux Sommits » et les mobilisations ponctuelles en fonction de la conjoncture. La critique veut qu'on cesse de travailler sur des enjeux globaux, plutôt abstraits pour la majorité de la population, et qu'on se concentre sur des luttes locales spécifiques, sur des enjeux précis qui touchent les gens plus directement au quotidien et sur lesquels on croit pouvoir construire un travail de base à long terme.

Ainsi à partir de 2003, on voit émerger une panoplie de petits collectifs qui décident de faire un travail sur des enjeux spécifiques. Tous les thèmes sont à l'ordre du jour : lutte à la pauvreté et droit au logement, environnement et souveraineté alimentaire, lutte contre l'impérialisme et la guerre, les collectifs de solidarité internationale, les batailles pour les droits des immigrants et sans-statut, la lutte contre le profilage racial et la brutalité policière, les luttes de quartier, les do it yourself, espaces autonomes et médias indépendants, les luttes des féministes radicales, celles des communistes libertaires, etc. Parallèlement cependant, on peut aussi noter qu'après 2003, les militants radicaux montréalais participent de moins en moins à l'organisation de mobilisations de masse concernant des enjeux globaux. Principalement, mis à part les manifestations contre la guerre en Irak et en Afghanistan, il y a eu deux grands efforts de mobilisation : Montebello en août 2007 contre la signature du Partenariat pour la Sécurité et la Prospérité (PSP) et Toronto contre le G20 en juin 2010.

Bien sûr il est positif de voir que les terrains de lutte occupés par des groupes anti-capitalistes se sont diversifiés. Cela

a permis aux libertaires de sortir des espaces principalement étudiants comme base à leur mobilisation, pour aller rejoindre d'autres secteurs de la société, et initier un travail « de base » visant, en théorie, la construction sur le long terme. Cependant il faut reconnaître que, de cette multiplication de collectifs, seuls quelques-uns ont réussi à perdurer. L'existence de ces groupes est essentielle à l'enrichissement du mouvement anti-capitaliste, parce que leur travail permet de dépasser les moments de contestation plus symboliques et ponctuels des grandes mobilisations et de s'enraciner localement ; elles permettent un processus de construction tangible. Cependant la diversification du mouvement anti-capitaliste et particulièrement du milieu anarchiste, en une multitude de collectifs menant des luttes spécifiques souvent en termes de défense de droits dans une perspective radicale, a aussi entraîné la dispersion du mouvement.

Mais au delà de cette dispersion, il y a quelque chose de plus inquiétant ; le manque de conviction selon laquelle s'organiser et faire de la mobilisation est crucial pour l'extrême gauche. La multiplication de micro « projets de vie collectifs » tournés sur eux-mêmes, reniant l'organisation et adoptant une croyance aveugle dans l'insurrection spontanée, est aussi inquiétante. Si la mobilisation n'est pas une fin en soi, la construction d'un mouvement anti-capitaliste doit nécessairement passer, entre autres, par l'organisation et la mobilisation. Pour renforcer le mouvement, il faut des luttes spécifiques qui mobilisent les gens à proximité, mais il faut aussi des mobilisations plus larges pour faire converger ensemble toutes ces personnes qui luttent, afin qu'elles puissent faire les liens entre leurs réalités, sinon leurs luttes restent fragmentées. Ainsi, si nous voulons arriver à créer un mouvement anticapitaliste fort, les groupes et individus qui mènent des luttes spécifiques doivent travailler ensemble sur des enjeux plus larges.

La situation globale actuelle continue d'être dominée par la crise du capitalisme qui, jour après jour, se « mondialise un peu plus ». Partout dans les pays riches, les gouvernements adoptent des plans d'austérité qui viennent appauvrir encore plus la grande majorité. Les criminels à cravate du G20 continuent de se pavaner de sommet en sommet, de répression en répression, de coupures en coupures,

alors qu'ils s'accordent en coulisse pour envahir, occuper, dominer et continuer de toujours concentrer davantage le pouvoir et la richesse.

Mais pendant ce temps, les révoltes populaires au cœur des pays impérialistes comme la Grèce, l'Espagne, ou la Grande-Bretagne font rage. Les Intifadas héroïques contre les régimes sanguinaires et soumis à l'impérialisme dans les pays arabes (ayant inspiré des citoyens du Nord à initier le mouvement d'Occupy Wall Street qui, malgré son impact limité, s'est tout de même étendu à plusieurs villes de divers pays occidentaux), les luttes contre les privatisations et l'exploitation des ressources naturelles et le vols des terres dans les pays de l'Amérique latine, les résistances contre les invasions et les occupations en Palestine, en Irak, en Afghanistan, montrent que les peuples ne sont pas impuissants face à la tyrannie.

L'idée qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme mondial commence à se lézarder devant les ravages causés par la crise générale du système et les guerres impérialistes.

Dans ce contexte global, la gauche radicale a besoin de faire un effort collectif de réflexion sur l'état des lieux de nos luttes. Nous devons en tant que militantEs anticapitalistes assumer l'importance de l'organisation et de la mobilisation et la pertinence stratégique de s'investir dans une convergence afin de faire des liens entre les luttes que nous menons. Du Sommet des Amériques jusqu'au Sommet du G20 à Toronto, bien de l'eau a coulé sous les ponts de la gauche radicale montréalaise. Dix ans plus tard, il serait sain que le « milieu militant » ait la maturité politique de prendre le temps faire un bilan et se livrer à des réflexions

collectives. Il serait temps d'amorcer une sincère introspection quant à l'évolution de nos organisations et de nos luttes dans les dix dernières années, ainsi qu'à l'état actuel du mouvement anti-capitaliste local. Nous devons dépasser la pensée binaire, malheureusement trop souvent présente chez les militantEs; opposition entre luttes globales et luttes locales, entre mobilisation et travail de base, entre organisation et insurrection, etc.

Il nous faut faire un saut qualitatif qui nous permette de formuler une stratégie cohérente, où les différentes formes d'organisation et de luttes que nous menons soient comprises comme étant complémentaires et se renforçant mutuellement, si et seulement si elles sont articulées. Sans tomber dans l'activisme effréné, il est vital que les différents collectifs et organisations militantes de la gauche radicale montréalaise incluent dans leurs plans d'actions l'implication dans des campagnes et mobilisations sur des enjeux rassembleurs pour notre mouvement, afin de porter haut et fort notre message anti-patriarcal, anti-capitaliste et anti-impérialiste.

La manifestation du 1er mai anti-capitaliste initiée en 2008, qui grandit d'année en année, est un pas important dans la bonne direction. Nous devons travailler à diversifier cette mobilisation en allant chercher la participation d'un plus grand nombre de groupes à son organisation et continuer de faire grandir cette belle tradition!

Il nous faut aussi multiplier les occasions de faire front commun malgré nos différences, car dans le contexte actuel, l'extrême gauche a le devoir de travailler à articuler les luttes en consolidant localement un mouvement anti-capitaliste plus solide, plus visible et plus fort.



ÉDUCATION POPULAIRE

LUTTE CONTRE LES COUPURES

1995

Afin de répondre à la demande de Case sociale, je vous transmets un texte qui a paru dans le bulletin de la Table Régionale des Organismes volontaires d'Éducation populaire de Montréal en 1995 et qui résume avec un peu d'humour une lutte contre les coupures dans le « Programme de soutien à l'éducation populaire autonome » (PSEPA).

Il faut savoir que ce programme était d'autant plus important qu'il finançait la majorité des organismes de défense de droits du Québec : comité logement, groupes de personnes assistées sociales, d'accidentés du travail, de chômage, etc. Nous avons réussi à conserver ce financement jusqu'à l'adoption de la Politique de reconnaissance de l'action communautaire (2001) qui reconnaît la légitimité des organismes de défenses de droits. Cette reconnaissance demeure fragile et le financement toujours précaire, mais il permet l'existence d'un mouvement populaire qui se distingue du mouvement communautaire.

LE PSÉPA TOUJOURS VIVANT... MAIS PAS PAR HASARD !

Le PSÉPA est toujours là, la la la lalère (air peu connu de nos milieux, l'air de la victoire) la la la lalère (va falloir s'habituer à être heureux) la la la lalère...

Non, mais c'est vrai, une victoire, une vraie victoire. Depuis que je milite, je n'en ai pas vécu plusieurs. Je n'ai pas l'habitude et je ne sais pas vraiment comment me comporter. J'ai accompagné plusieurs victoires morales, mais une victoire, une vrai où, quoiqu'on dise, on a gagné pour vrai alors là, je dois vous avouer, je suis content. J'ai le miel qui me sature le vinaigre.

Je suis de bonne humeur comme la fois où, militant de l'adolescence, nous avons gagné le droit d'aller à la polyvalente en jeans. Heureux, je portais la victoire la tête haute et le jeans taille basse. J'étais tellement fier que j'ai passé mon secondaire en « patte d'éléphant » pour qu'il y ait plus de tissus jeans à promener sous le regard des surveillants en « flanelle » grise.

Trois années de luttes ; tout un plan triennal.

Remarquez, j'ai le bonheur à la hauteur des angoisses vécues. Depuis le 25 mars 1992, journée au cours de laquelle nous avons appris la coupure de 35%, nous avons vécu plus de bas que hauts. C'est avec une énergie de désespéré-e-s que nous nous sommes mobilisé-e-s. Cette année-là, nous avons réussi à abaisser la coupure à 4%. Première victoire. Très morale celle-là puisque si nous avions évité le pire, nous n'avions certes pas avancé. Quand même, que d'efforts pour rester à peu près sur place.

De cette période, on se rappellera la manifestation organisée par le Mouvement d'Éducation Populaire et d'Action Communautaire du Québec (MÉPACQ) le 27 mars 1992, qui a réuni 400 personnes au pied du 600, rue Fullum (adresse des bureaux du ministère de l'Éducation). Victoire morale. Mobiliser 400 personnes en une journée et demie c'est tout de même pas de la tarte.

Par la suite, le 7 avril, la Table Régionale des Organismes Volontaires d'Éducation Populaire (TROVEP) de Montréal organise une occupation du bureau du Conseil du Trésor. Nous obtenons ainsi une rencontre avec Daniel Johnson, président du conseil du trésor, pour le 13 avril, journée froide où 150 manifestants et manifestantes clament haut et fort qu'ils et elles aimeraient mieux être gelé-e-s que coupé-e-s. (Façon de parler bien sûr!)

Il y a eu aussi la manifestation au Collège Jean-de-Brébeuf pour dénoncer l'augmentation des subventions à l'école privée qu'accordait le gouvernement libéral en même temps qu'il nous coupait. Question de classe(s), dénonçons-nous (dans tous les sens du terme : classes sociales, classe d'école et ne pas avoir de classe).

Confidence : pendant cette lutte, j'ai rencontré celle qui allait devenir ma compagne. Elle était belle et intelligente et travaillait dans un groupe d'alpha. Après cette manifestation, nous sommes allé-e-s nous promener sur le Mont-Royal et je lui déclarais mon amour. Ce qui est tout de même dur à placer dans une conversation sur le cours de cette lutte. Fin de la confiance.

De la coupure à l'amputation...

Les gestes d'éclat ne doivent pas nous faire oublier le travail de rencontres de député-e-s qui, trop souvent à défaut de nous reconnaître, exprimaient une condescendance certaine sur notre capacité chronique à accepter de faire notre part dans la lutte au déficit.

L'été 1992 passé à refaire nos prévisions budgétaires, nous voilà rendus à l'automne où l'on apprend finalement que la coupure ne sera que de 4%, mais c'est encore trop. Le ministre Pagé n'ayant pu nous nous faire disparaître, quitte la politique le 29 octobre. Enthousiaste, Lucienne Robillard reprend le dossier.

L'enthousiasme de la ministre nous mène au 12 décembre 1993 où 500 manifestantes et manifestants appelé-e-s par le MÉPACQ, le RGPAQ et la Table des fédérations d'ÉPA lancent une nouvelle loterie devant le Conseil du trésor. Nous indiquons au

gouvernement qu'il y a d'autres places à gratter que sur notre dos.

Quelques mois plus tard, le 16 avril 1993, 1000 personnes provenant de tous les coins du Québec marchent jusqu'au parlement pour réclamer une reconnaissance de l'éducation populaire autonome. La participation de Montréal est excellente, 7 autobus.

Un autre été passe. La coupure de 4% est toujours là.

L'automne arrive. Le vent se lève, les nuages s'amoncellent de rumeurs grises. Le PSÉPA va être démantelé ! Est-ce vrai ? Est-ce faux ? Je capote, tu capotes, elle capote, nous capotons.

Le comité de stratégie du MÉPACQ se réunit un jour de pluie. Encore une fois, nous devons rechercher des moyens originaux pour protester.

Le 10 décembre 1993, afin d'inviter Mme Robillard à rencontrer nos représentant-e-s, 300 personnes participent à l'ouverture d'un local jouxtant le bureau de comté de la ministre.

La vitrine du local en question est décorée de grands panneaux rappelant nos revendications sur l'éducation populaire autonome. Le lendemain, le propriétaire du local, qui se trouve aussi être un agent de Sécurité du Québec, téléphone au MÉPACQ pour nous aviser que le bail ne se prolongera pas au-delà du mois que nous avions payé. Malgré cela, ce local populaire rap-

pellera nos revendications pendant tout le période des Fêtes. « Peuple à genoux » chantait la ministre.

Une semaine plus tard, profitant de la tenue d'un comité de liaison entre des fonctionnaires et nos représentant-e-s, la TRO-VEP de Montréal tient une ligne de piquetage d'une soixantaine de personnes. Pour nous appuyer, la police avait mobilisé deux fois plus que nous.

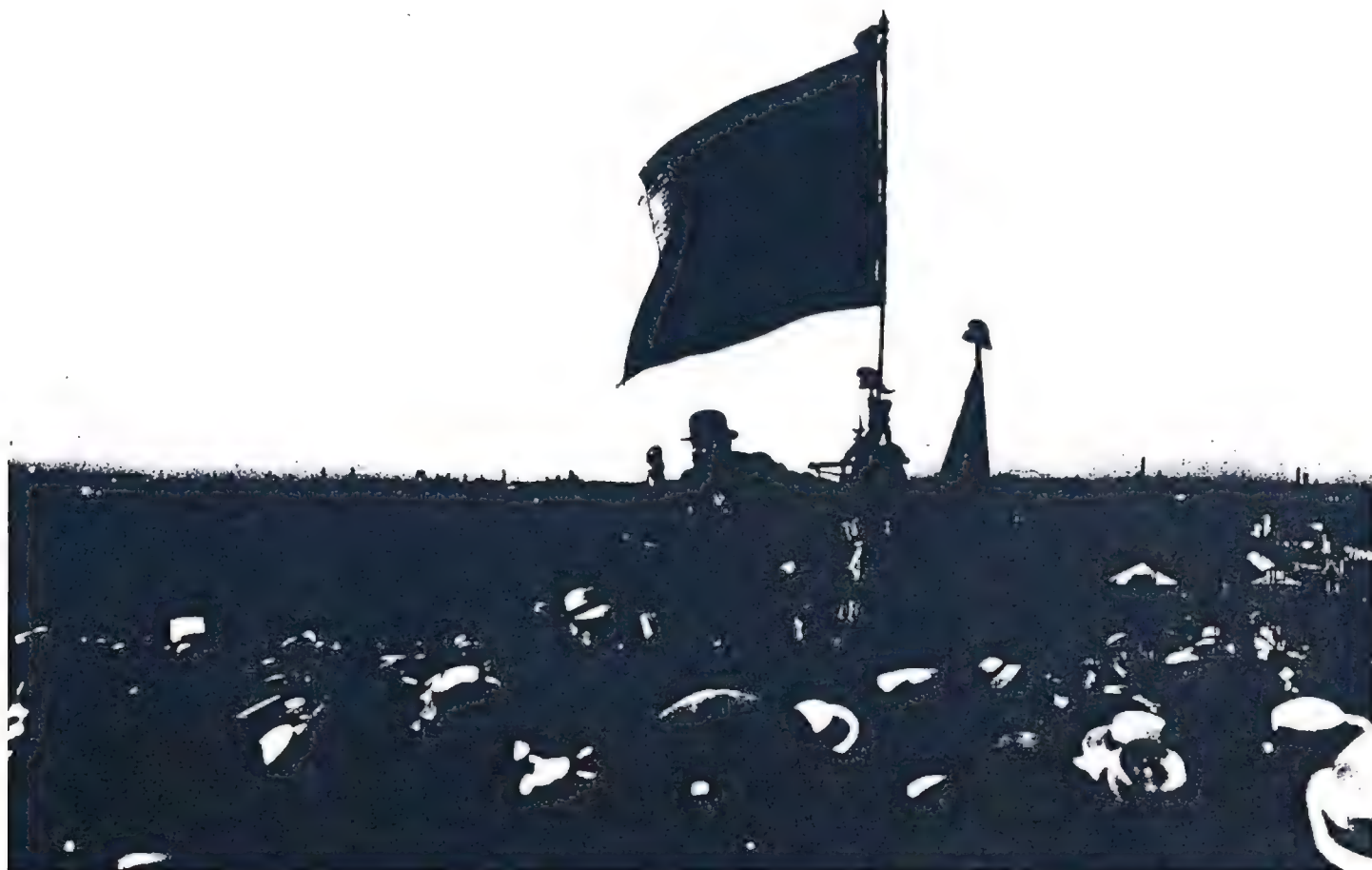
Cette journée-là, voir les forces constabulaires vêtues de jeans, m'a particulièrement fait chaud au cœur et je me rappelle m'être dit : « Les luttes de mon adolescence n'ont pas été vaines ».

Les ministres passent, la caravane aboie toujours...

1er janvier 1994. L'année nouvelle se lève. Et moi, je regarde ma blonde dormir. Ailleurs une auto passe devant le bureau de Mme Robillard et aperçoit une étrange vitrine. Lisant les messages affichés, le conducteur, en pressant l'accélérateur se dit : « l'an prochain il faudrait bien que je pense à donner pour les paniers de Noël ».

11 janvier 1994. Jacques Chagnon devient ministre de l'Éducation. Le lendemain matin, comme si de rien n'était, je vais reconduire mon gars à l'école.

Février 1994. La rumeur de démantèlement s'amplifie. Le nouveau ministre refuse de nous rencontrer. Nous recherchons un



constitutionnaliste qui pourrait nous confirmer qu'il est de tradition de ne pas accorder de rendez-vous aux représentants et représentantes des groupes d'éducation populaire autonome. Après vérification, il semble que non.

23 février, 9 h 43. Prenant cette réponse au pied de la lettre, une occupation du bureau du ministre Chagnon est activée. Communiquant avec son bureau de Québec, nous lui demandons de confirmer ou d'infirmer la rumeur.

23 février, 14 h 38. Une réponse via télécopieur nous apprend que le ministre Chagnon vient de transférer le Programme de Soutien à l'Alphabétisation Populaire Autonome (PSAPA) à la direction de la formation générale des adultes. J'appelle ma blonde et lui apprend la nouvelle. C'est le premier drame important de notre nouveau couple. On veut séparer nos programmes. Le soir même, me serrant très fort, elle me susurre à l'oreille : « PSÉPA-PSAPA, même ennemi, même combat ». J'ai la combativité à fleur de peau.

12 avril. En appui aux groupes d'alpha, la TROVEP de Montréal fait une occupation éclair (de 9 h 52 à 10 h 22), aux bureaux de Chagnon, et nous remettons des effaces géantes pour bien signifier que nous refusons que l'on efface le lien entre le PSÉPA et le PSAPA. À 10 h 24, nous sommes déjà sur le trottoir. Trois autos de police viennent nous appuyer. Les policiers sont toujours en jeans. Ému, je les remercie et leur promets de les attendre plus longuement la prochaine fois.

6 mai. Présent à un comité de liaison, Chagnon officialise la rumeur du démantèlement du PSÉPA. La mise à mort du PSÉPA aura lieu le 1er avril 1995.

L'insoutenable angoisse d'une disparition.

7 mai, 9 h 23, les comités logement capotent. 10 h 38, les groupes de personnes assistées sociales capotent. 11 h 49, les groupes de défense de droits capotent. 13 h 03, le mouvement d'éducation populaire autonome au grand complet capote. 18 h 20, dans plusieurs foyers, on refait les prévisions budgétaires. Moins d'un an assuré. Personnellement, je me demande avec angoisse ce que je vais devenir. Ma blonde me promet d'être toujours avec moi, même si je deviens rien dans la vie.

Du 8 mai au 15 juin 1994, les comités de stratégies du MÉPACQ, du RGPAQ, de la Table des fédérations s'agitent. Que faire ? Des plans sont élaborés. L'élection provinciale s'en vient. Des contacts ont été faits avec le PQ, mais si les libéraux l'emportent ? Un espoir ! Daniel Johnson a été personnellement rencontré le 7 avril 1993. Je lui ai serré la main. Il nous a même offert du café. Peut-être se rappellera-t-il que nous étions plusieurs à ne pas en avoir pris et que, conséquemment, il nous doit bien un petit programme d'éducation populaire.

15 juin, 11 h 00. Je fais le ménage dans le bureau. Mon compagnon de travail ne veut pas en faire. Tant qu'à fermer aussi bien jeter. Je ne suis pas d'accord avec lui. Nous dînons sans parler. Je voudrais bien ouvrir le dialogue avec lui mais je suis un homme et j'exprime mes sentiments dans le silence. Père absent... Tant qu'à lui, je le vois bien, il est aussi un fils manqué, Sainte-Jeannette, animez-nous.

15 juin, 13 h 43. J'ai de la misère à digérer. Le téléphone sonne.

La nouvelle tombe. Non seulement le PSÉPA est démantelé, mais tapis dans le budget Bourbeau une coupure de 10%. Elle vient justement de sortir de sous le tapis. 14 h 42, la même coupure ressort dans les budgets de l'Office de protection des consommateurs. 15 h 34, dans les budgets aux groupes du ministère de la Justice et ainsi de suite jusqu'à 16 h 38. Je suis vraiment choqué. Dans l'adversité, mon compagnon de travail et moi faisons la paix.

Le 22 juin 1994, cinq cents personnes manifestent contre ce qui allait être le dernier coup bas du gouvernement Bourassa-Johnson. La mort dans l'âme, je pars en vacances. Finalement, je n'ai classé aucun dossier... comme d'habitude.

Été 1995, la campagne électorale est déclenchée. Jacques Parizeau et Daniel Johnson se prononcent l'un et l'autre sur le dossier du PSÉPA. Le premier veut empêcher le démantèlement, le second veut l'accélérer.

Ces déclarations marquent trois premières importantes pour le dossier. C'est la première fois que deux chefs de parti se prononcent sur une question relative à l'éducation populaire autonome. C'est la première fois que l'on entend parler de l'ÉPA dans une élection. C'est la première fois que des politiciens parlent de l'ÉPA, l'été.

L'élection arrive enfin. Le PQ est élu. Quelques semaines plus tard, Jean Garon est nommé ministre de l'Éducation. Nous en profitons pour lui rappeler nos revendications et les promesses du PQ. C'est drôle, mais à chaque nouveau-nouvel ministre nous devons refaire notre éducation populaire sur l'éducation populaire.

Quoi ? Vous avez dit bonnes nouvelles ? Répétez-moi ça...

En novembre 1994, le ministre Garon annonce officiellement l'arrêt du démantèlement du PSÉPA. Ouf !

Le 17 mars 1995, il annonce l'annulation des coupures de 4% et de 10% et le rattrapage 1988-1995, oui, oui, 1988-1995, pour l'indexation au coût de la vie que nous n'avions pas obtenue.

Le 24 mars 1995, à Québec, une première rencontre a lieu entre les représentantes et représentants des organismes d'ÉPA et des fonctionnaires du ministère de l'Éducation. Des discussions s'amorcent sur l'avenir du programme.

Naturellement, il y a des choses avec lesquelles nous ne sommes pas d'accord. Mais nous avons un lieu pour en discuter. Une normalisation des rapports entre les organismes et le ministère de l'Éducation serait-elle possible ?

Qui a dit que les manifestations ne donnaient rien, que les moyens de pression ne donnaient rien ? Que la mobilisation des groupes ne menait à rien ? Hein, qui déjà ?

Somnolant dans l'autobus qui me ramène de Québec, je fais un rêve. Un grand rêve. Le 25 mars 1995, trois ans jour pour jour après le début de cette épopée, j'annonce fièrement à ma blonde, qu'après avoir refait mes prévisions budgétaires, je vais acheter une paire de jeans à mon gars.

Extrait du Journal de Jean-Yves Joannette.



MONTREAL SISTERHOOD

Il nous fait plaisir de vous présenter encore une fois la section du Montreal Sisterhood au sein du Casse Sociale. Nous continuons de croire qu'il est important d'apporter une analyse féministe de l'actualité politique, sociale et contre-culturelle. Ces dernières semaines nous ont encore prouvé que le féminisme est toujours une lutte nécessaire. Par exemple la réouverture du débat sur l'avortement, les attaques antisociales du gouvernement qui auront de plus grandes répercussions sur les femmes et le sexisme qui persiste toujours dans nos environnements. Heureusement, plusieurs groupes féministes continuent le combat. Pour terminer, nous voulons souligner la lutte historique que mènent les étudiantes et étudiants contre la hausse des frais de scolarité et la marchandisation de l'éducation.

-ACAB-



LES FEMMES DANS LA SCÈNE DIY

Le 26 août dernier, le Montreal Sisterhood organisa la projection montréalaise du documentaire FROM THE BACK OF THE ROOM portant sur les femmes dans la scène punk DIY provenant principalement des États-Unis. La réalité de la scène d'une perspective féminine est très semblable à celle des antifascistes, telle que nous l'avons dépeint dans la dernière parution du Casse Sociale.

En effet, majoritairement masculine, blanche et hétérosexuelle, la scène punk est, d'une part, très exclusive. Bien qu'elle soit née d'un besoin de contestation du système, elle reproduit bon nombre de ces schèmes que l'on a assimilés malgré

nous. Il y a un certain standard établi pour être accepté parmi celle-ci, une image que l'on doit projeter. Les femmes n'y sont pas exclues, mais la majorité d'entre elles sont «la blonde de...» jusqu'à ce que celles-ci décident de prendre la place qu'il leur est dû.

FROM THE BACK OF THE ROOM dresse effectivement le portrait de femmes créatives, inspirantes et très impliquées dans la scène. Or, elles sont des actrices essentielles du milieu car elles contribuent à son activité et à son dynamisme.

Bien qu'elles soient des éditrices de fanzines, des bouqueuses de concerts, des musiciennes, des animatrices de radio et

de télévision, des artistes ou même qu'elles aient participé à l'ouverture de bars punks en coopérative, ces femmes doivent constamment se prouver pour être traitées avec respect. Même à l'intérieur de leur contre-culture, elles sont malheureusement souvent vues comme

des objets sexuels. D'un autre côté, elles ne se sentent pas nécessairement interpellées par le mouvement Riot Grrrl qui ne tente pas d'infiltrer les mouvements masculins et se mettent plutôt de côté. « You are included as much as you include yourself. You have to make it happen for yourself » nous disent-elles.

Nous avons donc décidé d'interviewer Amy Oden, la productrice du film, afin d'en savoir un peu plus sur son initiative.

MONTREAL SISTERHOOD

- Can you talk about your personal experience/involvement in punk scene?

I started going to shows when I was about fifteen - mostly community center shows, but a few clubs. I was interested more in oi and streetpunk for a few years, and then I started getting more involved in the crust and hardcore scenes. I started booking shows around 2004, when I moved into a house in the Northwest area of D.C., and I started touring with friends bands also around this time. I've toured with five or six different bands over the years - mostly in the United States, but I also did a five week tour with Magruder-grind in Southeast Asia in 2008. I started playing in my own bands in 2007, and that was the same year I helped book C.L.I.T.Fest in Richmond, VA. So, my experience and involvement has kind of run the gamut.

- This subject has surprisly not been really covered before. What were the motivations to do this documentary?

I think I always kind of wanted to do this film - but I started working on it because I was approached by the Co-Producer, who offered to help fund-raise. During the process of shooting, the film became a way for me to legitimize my own experience in DIY - as a woman who was very involved and active, but who didn't feel a strong identification with the term "Riot Grrrl".

- Was it your first cinematographic project?

No, actually - I shot and edited a shorter documentary a few years ago called "After the Salad Days", that was about the resurgence of "traditional" DC style hardcore in the area around the year 2000.

- What are your main criticism toward the DIY punk scene?

I think the DIY punk scene has a lot of potential and a lot of energy, but ultimately it's a product of whatever larger culture it takes place in. Some parts of the DIY scene can be misogynistic - some can be homophobic, some can even be racist. I think a lot of times punks try to separate themselves from the rest of society, but we can't totally forget about where we come from and how that shapes us.

- For those who are not familiar with the punk history, can you explain what is the Riot grrrl movment and why was it important for you to separate it from the punk scene in your documentary?

Well, I think Riot Grrrl is a part of DIY punk, but I don't think it's the entire scene. A lot of people get the impression that Riot Grrrl was something either all encompassing or something totally separate from the rest of punk - I think the reality is

that it was a specific genre that appealed to lots of people who weren't necessarily punk. I think it was, actually, a part of the punk scene. I just feel that it's unfair to label all punk women Riot Grrrls.

- Do you think that the reality for women and other minority in punk scene has changed since the 1980's?

I think the reality for women and minorities in society has changed since the 1980s, so of course it's changed within punk. Optimistically, I'd like to say that I think we've made progress within the punk scene as far as being more inclusive, but I think it depends on what sub-genre you're talking about, or what town you're in. Obviously, it's not as violent as it once was, but I still think things could be more inclusive.

- The punk scene is mainly a white man culture. Why do you think there is less women and homosexuals/ transgender and almost no ethnies ?

I'm not sure if I have an answer to this one, other than to say that I think punk attracts different people for different reasons. If you're a white cis-male, you're going to see a lot of people who look like you as prominent figures in the punk scene, so it's easy for you to feel like you belong. Women, queer folks, and people of color don't always have people to look to within punk, which I think makes it harder to attract them to the scene. It's a sort of cycle, I think, in a way.

- Why did you choose not to interview man about the presence of women in the scene?

I think men have had a lot of forums to speak, a lot of time, and a lot of space. I am interested in letting women talk about their own experiences, instead of showing a man's interpretation of women's experiences.

- Where can we get a copy of From the back of the room?

They can write merch@fromthebackoftheroom.com to mail order them!

Pour des nouvelles de FROM THE BACK OF THE ROOM quant à leurs projections et leurs projets à venir, vous pouvez rejoindre l'équipe et Amy sur leur site web au www.fromthebackoftheroom.com, sur leur facebook «From the Back of the Room Productions» ou même sur Twitter @fromthebackof. À surveiller aussi la vente du documentaire sur la table de merch du Montreal Sisterhood!



LES BUDGETS D'AUSTÉRITÉ: PIÈGE AUX ÉMANCIPÉES

On le voit partout, les budgets d'austérité sont en vogue depuis la dernière crise économique. Les plus démunies sont affectées de façon intense par ce type de budget anti-social. Bien que l'État-providence n'est pas la panacée, le néolibéralisme est encore pire, le capitalisme sauvage et la privatisation des services publics attaquent ce que qui nous restait de protection sociale et qui pouvait aider la classe populaire d'avoir un minimum d'aide pour ne pas finir dans leur demi sous-sol. Ce genre de budget s'attaque surtout à l'éducation et à la santé, ce qui touche surtout les femmes, qui sont déjà dans une situation de précarité. Les budgets d'austérité visent à moyen terme la privatisation des services publics, en coupant les subventions, en mettant en place des tarifs, le public semble ne plus être apte à gérer ces services ce qui ouvre grand la porte au privé qui, selon leur logique est plus apte dans la gestion.



En ce qui concerne la santé, les femmes en sont les principales usagères. Pour s'en rendre compte il n'y a qu'à analyser le cycle de la vie. La contraception, l'accouchement et la ménopause sont très médicalisée. De plus la violence conjugale et sexuelle touche d'avantage les femmes et cela fait en sorte qu'elles utilisent plus les soins de santé que les hommes.

Les femmes ne sont pas que bénéficiaires du service de soins de santé, ce sont majoritairement elles qui y travaillent. Les femmes qui travaillent dans le secteur public sont syndiquées et ont des conditions de travail moins pire que celles du secteur privé. Le privé annonce des salaires plus élevés et un horaire flexible, ce qui veut dire, en d'autres termes, emploi à temps partiel et aucune permanence d'emploi.

Le démantèlement du secteur public en santé amène les entreprises privées à engager plus de personnes qui ont une stabilité d'emploi moindre et des salaires souvent moins élevés en faisant appel à la sous-traitance. Les coupures dans le secteur de la santé font aussi en sorte qu'il y a moins de personnel, les employés doivent donc travailler plus pour compenser ce déficit. La stabilité d'emploi et les conditions de travail s'en voient détériorées.

En ce qui concerne l'éducation, les coupures budgétaires et les frais de scolarité ont aussi un impact considérable sur la population, mais encore plus sur la condition de vie des femmes. La présence des femmes sur les bancs d'école est le fruit d'une

lutte acharnée de la part des femmes autant au Québec que partout ailleurs.

L'éducation permet de comprendre sa situation et de formuler des critiques face à cette situation. Elle permet une plus grande chance d'émancipation peu importe le sexe. Les femmes sont toutefois moins représentées aux études supérieures et encore moins dans les postes d'enseignement aux études post secondaires. Contrairement à la croyance populaire, le milieu de l'éducation est un milieu précaire. Avoir un emploi stable dans les établissements post secondaires n'est pas chose simple. Il y a beaucoup de chargés de cours qui donnent les cours à l'université à la place de professeurs. Au collégial cela prend plusieurs années afin d'avoir un emploi stable. Ce milieu, considéré comme féminin, est une preuve que les emplois féminins sont moins stables que ceux dits masculins.

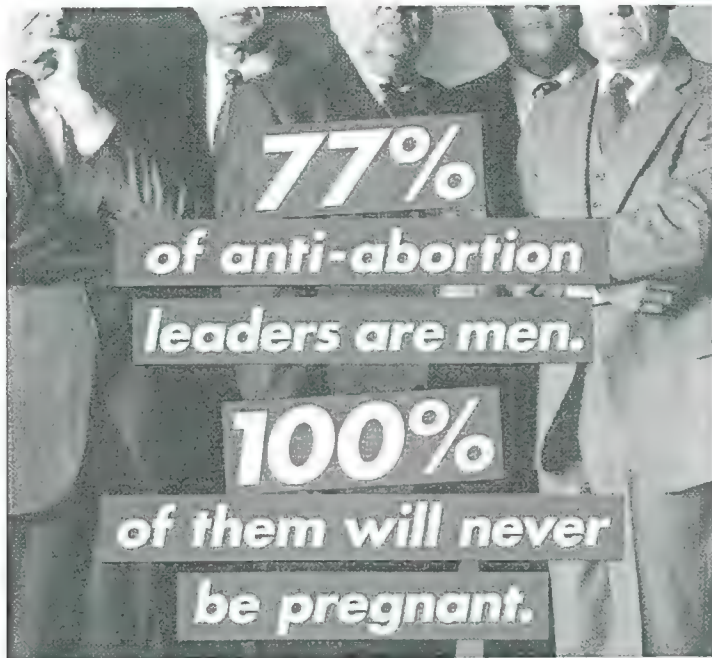
Le salaire des professeurs au niveau primaire et secondaire sont définitivement moins élevés

que ceux post secondaires et les femmes sont beaucoup plus présentes dans la première catégorie d'éducation. Les frais de scolarité et les coupures budgétaires affectent les gens moins fortunés, les femmes seront les premières à en souffrir puisqu'elles se retrouvent dans les emplois précaires, qu'elles ont peu de stabilité d'emploi et que si elles décident d'avoir un ou des enfants, ce sera encore plus compliqué surtout dans le secteur privé non syndiqué.

Les budgets d'austérité ne visent pas à redresser l'économie et à faire en sorte que l'État, les entreprises et les individus fassent leur juste part, ils sont appliqués seulement dans une perspective de privatisation de la société. Encore une fois, comme toujours, ce sont les pauvres qui devront payer.

Les riches, eux, ne sont pas affectés par ces mesures d'austérités, en plus d'avoir de l'argent plus qu'il ne leur en faut si le secteur public continue à rétrécir et les impôts à baisser, le pourcentage de ce qu'ils et elles auront à payer par rapport à leur revenu sera moindre que celui des classes populaires et même la classe moyenne.

Ces mesures néolibérales sont aussi ancrées dans une perspective patriarcale. Les femmes sont invitées à être économes, à rester à la maison pour s'occuper de la famille malade puisqu'il en coûterait trop cher d'envoyer quelqu'un à l'hôpital. Pour l'école c'est un incitatif pour les plus pauvres de ne pas aller étudier puisque l'endettement sera tellement lourd au sortir de l'école. Il faut dénoncer ces mesures discriminatoires, mais pas seulement ça, il faut les empêcher de continuer de les mettre en place. Les grecs ont bien compris comment le faire et cesser de se faire parler de la dette et de notre juste part!



La lutte pro-choix a été mise de côté depuis quelques années. C'est tout à fait normal puisque nous avons globalement gagné cette lutte et qu'il y en a tellement d'autres! Toutefois avec la montée de la droite et le désir de ramener la femme à un rôle traditionnel, il est important de rester alerte. Ce n'est pas seulement la question de l'avortement, mais aussi de la sexualité féminine qui est en cause. Il est primordial pour les femmes d'avoir le droit de disposer de leur corps comme elles le veulent, et surtout, d'avoir l'autonomie nécessaire pour prendre leurs propres décisions, surtout lorsque celles-ci ont un impact considérable sur leur avenir. Beaucoup de gens voient cette lutte comme une victoire, mais il faut savoir reconnaître que celle-ci a évolué et le contexte d'économie capitaliste fait surgir de nouveaux enjeux sur la condition féminine.

« Il faut reconnecter la lutte pour le droit à l'avortement avec d'autres enjeux d'importance pour les femmes. La vie des jeunes femmes, leur liberté d'être, le lien avec l'hypersexualisation, le type de sexualité auquel on s'attend chez les jeunes femmes marquées par la consommation, mais en même temps une perte de contrôle sur leur vie. Derrière l'avortement, il y a la liberté des femmes au plan sexuel que la droite conservatrice ne digère toujours pas. Et on revient, à mon avis, aux deux piliers de la société capitaliste qui sont l'hétérosexualité et la maternité. »

-Louise Desmarais, auteure et militante féministe pour le droit à l'avortement.

Historique de l'avortement au Québec

« Nous, Québécoise, voulons le contrôle de nos vies. Fini les avortements de boucherie. »

-Slogan du FCALA, 1971

En 1869, le Parlement canadien vote une loi qui interdit l'avortement. La personne qui le pratique ainsi que la femme enceinte sont toutes deux passibles d'emprisonnement à perpétuité et une femme qui provoque son avortement risque jusqu'à sept ans de prison. Les femmes qui sont tombées enceintes, mais

L'AVORTEMENT; UN COMBAT D'ACTUALITÉ ?

qui ne désirent pas l'enfant se voient donc contraintes à le garder. Beaucoup d'entre elles prennent la décision d'abandonner leur bébé et les déposent aux portes des institutions religieuses. En 1875, les religieuses trouvent en moyenne deux enfants par jour sur leur balcon. En 1892, une autre loi est votée; la distribution d'information ainsi que le matériel contraceptif est aussi illégal.

C'est en 1969, sous le gouvernement de Pierre Elliot Trudeau, que la première loi canadienne permettant l'avortement fut adoptée. Celle-ci ne rendait pas l'intervention tout à fait légale, puisqu'elle était seulement permise afin de protéger la santé de la mère. Afin de déterminer si la santé de celle-ci était réellement en danger, un « comité d'avortement thérapeutique » formé de trois médecins devait donner un verdict. Les avortements dits illégaux étaient, à ce jour, toujours considérés comme des crimes et les femmes comme les personnes ayant pratiqué ces interventions étaient passibles de sanctions en vertu du Code criminel du Canada. Malgré cette petite victoire, les avortements restent très difficiles d'accès; en 1970, seulement 181 avortements ont été pratiqués. Les femmes qui ont fait le choix de se faire avorter doivent donc le faire soit clandestinement ou se rendre aux États-Unis, plus particulièrement à New York, car l'accès à l'avortement est plus facile.

En 1976, un nouveau parti politique prend le pouvoir : le parti québécois. Ce parti, qui amène de nouveaux questionnements sur le plan des droits sociaux, fait la proposition pour une loi en faveur de l'avortement libre et gratuit, mais le premier ministre de l'époque, René Lévesque, s'y oppose farouchement. Toutefois, le ministre de la Justice fait en sorte que toutes les poursuites judiciaires en rapport avec les avortements clandestins tombent, au grand bonheur du Docteur Henry Morgentaler. L'ouverture du gouvernement en place à cet effet fait en sorte que l'avortement thérapeutique (toujours approuvé par un comité de médecins) peut se pratiquer dans les bureaux de médecins. Toutefois, ces services coûtent très cher, ils demandent environ de 200\$ à 700\$ pour l'intervention, tandis que la RAMQ rembourse seulement 80\$. C'est aussi à cette époque que le Ministère des Affaires sociales exige l'ouverture de clinique d'avortement dans les hôpitaux. Une enquête est menée par la Coordination nationale pour l'avortement libre et gratuit (CNALG), et met la lumière sur diverses lacunes. Par exemple, comme les hôpitaux sont libres de mettre sur pied des comités d'avortement thérapeutique, il y en a plusieurs qui décident de tout simplement ne pas donner ce service.

Au début des années 80, les CLSC font la demande afin de pouvoir pratiquer dans leurs locaux des avortements. Le gouvernement s'y oppose, car il croit que la pratique doit se faire seulement dans le milieu hospitalier. C'est en 1982 que cinq CLSC montréalais et le Centre de Santé des Femmes rendent public le fait qu'ils pratiquent les avortements dans leurs propres

installations. Cela déstabilise le ministère des Affaires sociales et celui-ci décide de ne pas intenter de poursuite. Cette annonce publique insère les CLSC dans la lutte pour l'avortement libre et gratuit, et la population adopte une position de plus en plus favorable à cet endroit. Les intervenantes féministes des CLSC et des Centres de Santé des Femmes se réunissent donc et créent le Comité de Vigilance, qui devient un espace de réseautage pour les intervenantes issues des milieux médicaux publics ou privés. C'est ce qui donne naissance au mouvement « pro-choix ».

« L'implantation de services d'avortement sur demande dans les Centres de santé des femmes et dans les CLSC permettra aux femmes d'obtenir des services de qualité, accessibles à toutes [...]. Mais surtout, les femmes n'auront plus à entreprendre les démarches infantilisantes et insécurisantes pour obtenir la permission des comités d'avortement thérapeutique pour avorter. Les Centres de santé des femmes et les CLSC reconnaissent que c'est aux femmes, et à elles seules, de décider de mettre fin à une grossesse non désirée. » CNALG- Communiqué du 16 mars 1982

C'est finalement en 1988, après une longue lutte, que l'avortement est enfin complètement décriminalisé. Le retrait de l'article 251 du Code criminel par la Cour Suprême du Canada, fait en sorte que les charges contre Morgentaler, pour avoir ouvert une clinique d'avortement en Ontario, sont tombées. L'intégrité physique et émotionnelle des femmes est maintenant reconnue et elles ont le droit de disposer de leur corps comme elles le veulent. Elles ont donc le libre-choix de garder l'enfant dont elles sont enceintes ou de se faire avorter.

Dans les années 1990, les femmes continueront tout de même de lutter, mais en ce qui a trait à l'offre de ces services au Québec, car beaucoup trop de femmes n'y ont pas encore accès dans leur région.

1- L'article 251 du Code criminel : L'avortement est permis seulement si la santé de la femme enceinte est considérée en danger par un comité thérapeutique composé de trois médecins, dans un hôpital accrédité.

Morgentaler

La lutte pour l'avortement doit son succès en partie grâce à la lutte et la dévotion du Docteur Henry Morgentaler. Celui-ci est des rares médecins qui a accepté de pratiquer l'avortement clandestin. En 1970, il a ouvert une clinique médicale d'avortement à Montréal et fut poursuivi en justice sous 6 chefs d'accusations différents, car il avait pratiqué illégalement. C'est à ce moment qu'il avoue publiquement avoir pratiqué 5000 interventions, et sous l'œil des caméras, il avorta une femme en direct à la télévision sur la chaîne nationale. Même si le jury a décidé de l'innocenter, la Cour d'appel du Québec, approuvée par la Cour Suprême du Canada, décide de renverser la décision et le condamne à 18 mois de prison. Entre 1970 et 1976, Morgentaler a été inculpé pour avortement illégal 13 fois et a été acquitté 3 fois. C'est avec l'arrivée du nouveau parti (le parti québécois) que toutes les charges retenues contre lui sont tombées.



C'est aussi à cette époque que le ministre de la Justice a décidé que tous les médecins qui pratiquent l'avortement dans des conditions médicales acceptables ne seront pas poursuivis par la justice.

Décidé plus que jamais à faire reconnaître les droits des femmes à l'avortement, le docteur Henri Morgentaler ouvre plusieurs cliniques d'avortement au Québec, en Ontario et au Manitoba. Durant ces voyages dans les différentes provinces du Canada, celui-ci collectionne les poursuites. C'est donc en juillet 1988 décide d'appeler la Cour Suprême du Canada, et après 20 longues années de lutte, il réussit à faire décriminaliser en partie l'avortement au Canada. C'est ce qu'on appelle l'« Arrêt Morgentaler ».

Cependant, il ne faut pas oublier que même si Morgentaler a fait beaucoup pour le droit à l'avortement, on ne peut accorder à lui seule la victoire de la décriminalisation de l'interruption volontaire de grossesse.

La lutte

C'est dans les années 60-70 que les femmes ont commencé à se mobiliser et à s'organiser afin de faire entendre leur voix. Le premier groupe à s'impliquer dans cette cause au Québec était le Comité de lutte pour la contraception et l'avortement libre et gratuit, qui était composé de féministes radicales qui pratiquaient aussi des avortements clandestins. Au fil des années, la lutte prend de l'ampleur et on peut voir plusieurs groupes ou collectifs voir le jour. C'est en 1978, ceux-ci décident d'unir leur force et créer la Coalition québécoise pour le droit à l'avortement, et démarre un travail politique et idéologique à travers tout le Québec. En 1984, ils changent de nom et deviennent la Coalition pour le libre choix (groupe mixte), qui rassemble différents groupes de femmes, des militantes individuelles, des représentantes de comités de condition féminine, de syndicats, des associations étudiantes, divers groupes communautaires et de partis politiques (Parti québécois et le parti libéral). Cette lutte s'est pratiquée sur trois terrains différents; soit sur le terrain juridique avec la bataille de Morgentaler, sur le front sociosanitaire pour l'accès aux services et finalement sur le front politique par la mobilisation et l'organisation des divers groupes de femmes.

« Avec l'émergence du féminisme radical dans les années 70, on voit apparaître un point de vue complètement autre qui était de dire « La base de l'oppression spécifique aux femmes, c'est le corps, et ce qu'il y a de particulier chez les femmes c'est la capacité d'enfanter. Et si on veut changer quelque chose, il faut remettre en question la maternité obligatoire, le fait qu'on ne puisse pas choisir nos maternités. » Donc pour pouvoir exercer cette liberté, il faut que tu aies le choix d'être enceinte, puis il faut que tu aies le choix de ne pas l'être et si tu l'es, il faut que tu aies le choix d'avorter. »

Louise Desmarais, « Le droit à l'avortement, une lutte exemplaire », À Babord, no 25, été 2008

Le Centre de Santé des Femmes de Montréal

« Nous aurons les enfants que nous voulons. Avortement libre et gratuit. »

-Slogan du Comité de lutte, 1977

Le Centre de santé des femmes de Montréal est un organisme communautaire autonome, sans but lucratif. Issu des grands questionnements féministes des années '70 alors que les femmes manifestent leurs insatisfactions face au système de santé traditionnel et remettent en question le pouvoir médical, la surmédicalisation croissante qu'elles subissent et le sexisme qui prévaut dans les pratiques.

En 1975, Année internationale de la femme, le Centre de santé ouvre ses portes en s'adressant d'abord aux femmes du quartier Plateau Mont-Royal. C'est un des premiers centre du genre au Québec. Il vise dès lors la prise en charge par les femmes de leur santé physique et mentale.

En 1981, le Centre s'ouvre largement à la population féminine en général, aux groupes de femmes, aux intervenantes et chercheuses en santé des femmes. Les premiers avortements illégaux sont pratiqués par une médecin dans les nouveaux locaux du Centre de santé des femmes. Le centre veut offrir un service d'avortement libre, gratuit et facilement accessible en dehors du cadre hospitalier (Mémoire d'une bataille inachevée, la lutte pour l'avortement au Québec 1970-1992, p. 204, Louise Desmarais, éditions Trait d'union).

Dès lors, le Centre vise à regrouper les femmes sur la base d'un projet social commun en santé. Il se veut un lieu de rassemblement, d'échanges, d'information et de concertation.

Ses interventions s'articulent autour de cinq volets distincts, soit :

- les services d'accueil et de références ;
- les activités éducatives et de formation ;
- les services d'interruption volontaire de grossesse ;
- la recherche et vulgarisation ;
- les représentations politiques.

Sur les plans de la pratique, des luttes politiques et de la recherche, le Centre de santé des femmes de Montréal collabore à différents niveaux avec les milieux traditionnels et alternatifs en santé et le milieu communautaire. Il est affilié à plusieurs associations, coalitions et réseaux en santé en ce qui a trait par exemple au planning des naissances, au droit et à l'accessibilité des services d'avortement, etc.

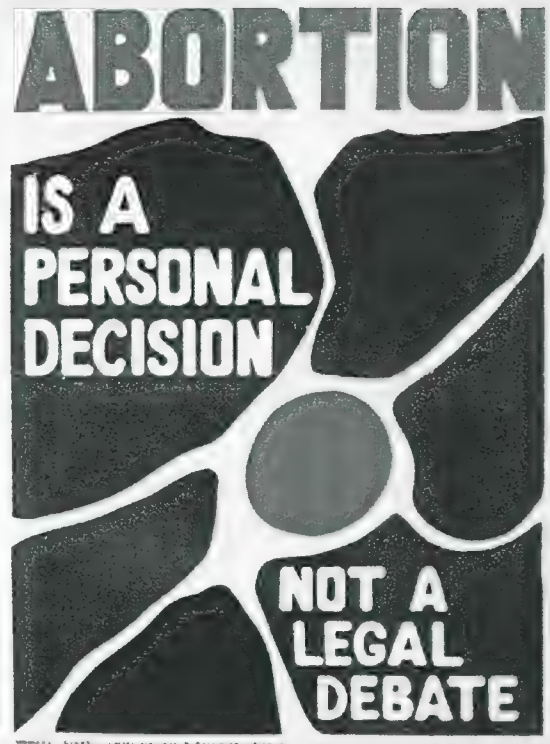
La mise en application de cette approche lui permet d'explorer de nouvelles facettes de la santé physique et mentale. Elle se traduit à travers ses services, ses pratiques, ses recherches et productions.

Les objectifs du Centre de santé des femmes de Montréal sont de favoriser l'appropriation par les femmes de leur santé gynécologique ; de défendre et promouvoir le droit à l'avortement libre et gratuit ; de représenter les femmes et de revendiquer le respect de leurs droits et de leur pouvoir auprès des décideurs économiques, politiques et auprès du réseau de la santé.²

2. Centre de Santé des Femmes de Montréal, Historique. [En ligne]. Page consultée le 17 décembre 2012. <http://www.csfmontreal.qc.ca/historique>

Approche Féministe

Au Centre de santé des femmes favorise l'approche féministe au sein de leurs interventions. Je me suis intéressé au sujet et je n'ai malheureusement pas trouvé de documentation à ce



sujet. Toute porte à croire que le CSF est le seul à prioriser cette approche qui vise à redonner aux femmes du pouvoir sur leur corps et leur santé. Cette approche est basée sur 3 différents objectifs :

- 1- Déprofessionnaliser ce qui signifie de resituer les pratiques médicales dans un cadre plus accessible et égalitaire (moins charismatique), transmettre le maximum d'informations, vulgariser le savoir scientifique, nommer les limites de la médecine, démystifier les actes médicaux, bref, retirer des mains des expert-es le monopole des décisions qui concernent le corps, la santé et le mieux-être des femmes afin d'améliorer leurs connaissances et accroître leur pouvoir de décision. Déprofessionnaliser signifie également de permettre à des femmes, formées pour le faire, d'accomplir des actes médicaux dévolus aux professionnel-les de la santé (ex : sage-femme, paramédicale);
- 2- Démédicaliser ce qui signifie développer un regard critique par rapport à la médecine, abolir la surmédicalisation des phénomènes normaux comme l'accouchement ou la ménopause, avoir une vision holistique et proposer des méthodes alternatives en santé;
- 3- Désexiser ce qui signifie dénoncer les attitudes paternalistes qui infantilisent les femmes, remettre en question les diagnostics de maladie mentales trop facilement posés, questionner la pertinence et la fréquence de certaines interventions proposées d'emblée (ex : hystérectomie, mastectomie, épisiotomie ou autres), sans que d'autres solutions ou alternatives soient considérées.

Le Centre veut donc offrir un service d'avortement libre, gratuit et facilement accessible, tout en favorisant une approche globale, un contact privilégié avec les femmes, la réduction des délais d'attente et une démystification de la pratique des avortements en dehors du cadre hospitalier.³

3- PROVOST, Line, RIVET, Shirley. L'avortement – L'intervention médicale, philosophique et pratique du Centre de Santé des femmes de Montréal, Montréal, 2000.

« Si Marie avait connue l'avortement, on aurait moins d'emmerdements. »

- Contre vigile pro-choix, Québec, 2008

Les conditions actuelles d'avortement au Québec

Bien qu'il y ait plusieurs failles dans notre système de santé, le Québec est la province canadienne où l'avortement est le plus accessible, et qu'on y retrouve le plus de points de services. Il y a 40 établissements publics, trois centres de santé des femmes et quatre cliniques privées montréalaises. Toutefois, la disponibilité et la qualité des services offerts diffèrent selon les régions et au niveau des approches médicales favorisées. "L'exercice du libre choix des femmes ne peut se réaliser sans services d'avortement universels, gratuits et de qualité, et ce, dans toutes les régions du Québec", a souligné Johanne B. de Passillé, du Centre de santé des femmes de Montréal.

Bien que les québécoises puissent bénéficier de la couverture de l'avortement par la Régie de l'Assurance-maladie du Québec, et ce peu importe où il est pratiqué, des obstacles persistent. Le délai d'attente peut aller jusqu'à 5 semaines dans les institutions publiques, et il est très difficile de rejoindre les cliniques, donc la pratique la plus courante est la prise de rendez-vous par le répondant. Elles doivent donc laisser leur nom et coordonnées sur une boîte vocale pour recevoir de l'information sur les services. On critique souvent le manque de confidentialité et le manque de ressource et d'informations, qu'elles aimeraient recevoir directement.

Les cliniques privées, quant à elles, sont en mesure d'offrir les services dans les 7 jours qui suivent la demande, ce qui est le facteur déterminant dans la préférence des femmes pour l'intervention en clinique privée. La problématique du délai d'attente est d'ailleurs la critique #1 des patientes. Le fait qu'elles puissent rarement s'adresser à une personne dans le processus avant l'intervention, fait monter chez-elles, le niveau d'anxiété et de stress.

Il existe plusieurs types d'interventions médicales et trois catégories d'IVG (Interruption Volontaire de Grossesse). La majorité sont pratiquées au premier trimestre, qui se déroule dans les 14 première semaine de grossesse, le deuxième trimestre se déroule de la 14ème à la 26ème semaine, et exceptionnellement, il y a des avortements qui sont pratiqués au troisième semaine qui se retrouve à la 26ème semaine ou plus. Les IVG tardifs, qui se font au troisième trimestre, représente seulement 1% des interventions, soit environ 30 par années. Au Québec, aucune clinique ne propose cette pratique. Les patientes qui ont plus de 20 semaines doivent donc se déplacer aux États-Unis, mais ce service est coordonné de Montréal. Le coût de l'intervention est donc pris en charge par l'État. Les patientes doivent toutefois défrayer les coûts pour le transport, l'hébergement, etc. La complexité de l'intervention s'accroît donc au fur et à mesure que les semaines de grossesses passent.

Un autre point négatif est la concentration des cliniques dans les milieux urbains. Cet aspect fait entrave à l'accessibilité à l'avortement puisque même si les interventions au premier trimestre sont offertes dans toutes les régions de la province, beaucoup de femmes doivent parcourir de grandes distances pour arriver à un point de service. Les cliniques qui pratiquent les IVG de deuxième trimestre sont beaucoup moins nombreux

et sont offerts que dans les grands centres tels que Sherbrooke, Québec et Montréal.

La question de la relève médicale est aussi un autre facteur préoccupant. Au Québec, seulement 50 médecins pratiquent ce genre d'interventions et la formation n'est toujours pas offerte dans le cursus scolaire. Cette pénurie affecte énormément l'offre du service et son accessibilité. Il n'est pas rare de voir qu'un établissement doit interrompre ses services, surtout dans les périodes de vacances, à cause d'un manque de personnel. Dans certaines régions, il y a seulement qu'un médecin qui est qualifié pour prendre en charge la pratique des IVG, et les régies régionales qui coordonnent les services de santé ont même de la difficulté à trouver des établissements pour pratiquer l'intervention.

« Derrière l'avortement, il y a la liberté des femmes au plan sexuel que la droite conservatrice ne digère toujours pas. Et on revient, à mon avis, aux deux piliers de la société capitaliste qui sont l'hétérosexualité et la maternité. »

- Louise Desmarais, « Le droit à l'avortement, une lutte exemplaire », À Babord, no 25, été 2008

Lutte d'actualité ?

Le 28 janvier 1988 a été rendu le jugement Morgentaler à la Cour Suprême du Canada. Depuis ce temps, différents gouvernements ont déposés des projets de loi pour remettre en question le droit à l'avortement. Au Canada, nous faisons face à une montée de la droite fulgurante avec l'arrivée du gouvernement conservateur au pouvoir. Ils sont ceux qui font une plus grande pression sur ce droit aux femmes, car depuis mai 2006, ils ont déposés trois projets de loi, dont un qui est présentement à l'étude.

En plus de ces divers projets de loi, on peut voir aussi la naissance de nouveaux discours qui remettent en cause ce droit. Certains affirment que le nombre d'avortements est trop élevé, et ferait un lien avec le phénomène de dénatalité.

"Ce type de discours insidieux vise à nourrir l'idée selon laquelle la responsabilité de la reproduction de l'espèce humaine relèverait "naturellement" des femmes et non de la société dans son ensemble", a dit Monika Dunn. La participation massive des femmes au marché du travail, l'instabilité des couples, la croissance de l'emploi précaire et l'insécurité financière des femmes (qui sont toujours les plus pauvres de notre société) sont autant de facteurs sociaux qui influencent clairement le choix et le moment d'avoir des enfants. » 4

De plus, à chaque année, nous devons faire face aux fameuses campagnes « 40 jours pour la vie ». Pendant 40 jours, et ce deux fois par année, les pro-vies tiennent une vigile devant la clinique Morgentaler, à Montréal. En réponse, les pro-choix de partout sur l'île de Montréal organise une contre-vigile.

4- LÉVESQUE, Linda, RANGER, Stéphanie. Droit à l'avortement : décriminaliser, mais toujours fragile, Fédération du Québec pour le planning des naissances, Montréal, 28 janvier 2008. [en ligne] Page consultée le 3 février 2012.

A. Sanchez

MARY «TWO-AXE» EARLEY

Pionnière du féminisme Canadien et symbole d'inspiration pour les femmes autochtones d'hier et d'aujourd'hui, Mary "Two-Axe" Earley, née le 4 octobre 1911, entreprit une lutte tenace afin que les droits des Indiennes, beaucoup moins nombreux que ceux des Indiens, s'élèvent à un statut égalitaire.

La réserve Mohawk de Kahnawake fut son berceau jusqu'à l'âge de dix ans. Puis, elle partit avec sa mère s'établir dans le Dakota du Nord, afin que cette dernière, infirmière et professeure à l'époque, puisse venir en aide aux étudiants pendant la grippe espagnole. Malheureusement, elle y perdit la vie. "Two-Axe" revint alors vivre sur la réserve Mohawk. En 1929, à dix-huit ans, elle voyagea jusqu'à Brooklyn et y maria, quelques années plus tard, un Irlandais-Américain, Edward Earley.

Son union avec un non-Indien entraîna pour "Two-Axe" la perte de son statut Indien. C'est-à-dire que, selon les lois du Indian Act, il lui était strictement interdit de vivre sur la réserve, d'y posséder une terre, de participer d'une quelconque manière à la vie politique, de voter aux élections et d'être inhumée au cimetière de la réserve. Elle était tout simplement un visiteur.

Quand une amie de "Two-Axe", qui avait perdu elle aussi son status en mariant un Mohawk d'une réserve différente, mourut dans ses bras d'une crise cardiaque causée par le stress de cette discrimination, la rage résultante ne fut qu'un prologue à la campagne qu'entreprit "Two-Axe" avec force.

Un an plus tard, en 1967, elle fonda Equal Rights for Indian Women, une organisation provinciale qui deviendra plus tard Indian Rights for Indian Women et dont elle fut la porte-parole officielle. Souvent, elle dut affronter l'opposition des chefs des Premières Nations, qui avaient peur que le mariage entre une femme Indienne et un non-Indien entraîne l'érosion de l'autonomie Autochtone.

Entre-temps, elle donna plusieurs conférences passionnées, écrivit de nombreuses lettres et soumissions aux gouvernement et ministres, espérant y changer quelque chose.

En 1969, lors du décès de son mari, elle revint vivre à Kahnawake. Les chefs lui firent comprendre qu'elle n'était point la bienvenue sur ces terres, mais un stratagème lui permit quand même de s'installer à la maison: elle la donna à sa fille, qui avait regagné son status en mariant un Mohawk. "Two-Axe" se décrivait souvent comme une étrangère dans sa propre maison.

Alors qu'elle participait, en 1975, à la conférence International Women's Year se donnant à Mexico, elle apprit que le conseil de la réserve de Kahnawake avait utilisé l'Indian Act pour l'expulser légalement. Elle téléphona immédiatement à sa fille, qui lui confirma tristement qu'elle avait 60 jours pour quitter la réserve. "Two-Axe" utilisa à bon essient la conférence pour informer le monde de sa situation. Une pluie de publicitée nationale et internationale fit évidemment taire l'avis d'éviction.



Lors de l'adoption de la Charte Canadienne des Droits et Libertés en 1982, aidant grandement la cause en posant une pression sur le gouvernement fédéral, "Two-Axe" assista à une conférence où aucun ministre ne lui accorda droit de parole.

René Lévesque, lui aussi présent et fortement impressionné, lui offrit sa chaise, forçant les autres politiciens à l'écouter. Le 28 juin 1985, près de vingt ans après le début d'une campagne acharnée pour contester la perte de son status, le Parlement du Canada amenda l'Indian Act.

Une semaine plus tard, Mary "Two-Axe" Earley devint, par sa détermination, la première personne au Canada ayant regagné son status Indien.

Décédée le 21 août 1996, à l'âge de 84 ans, Mary "Two-Axe" Earley, fortement respectée des siens, fut enterrée significativement au cimetière Mohawk sur la réserve natale qu'elle avait toujours considéré comme son vrai foyer. Elle fut un guide important pour les femmes autochtones et non-autochtones militant contre la discrimination, l'injustice et le désespoir, et restera un icône de l'avancement du féminisme au Canada comme ailleurs.

Silens

MUJERES LIBRES



" Femmes! Votre famille est constituée de tous ceux qui se battent pour la Liberté. "

Organisation anarcha-féministe et anarcho-syndicaliste espagnole issue d'une revue hebdomadaire créée à Madrid en 1936 par trois femmes (Lucia Sanchez Saornil, Mercedes Comoposada et Amparo Poch y Gascon) et militant entre 1936-1939 lors de la Révolution espagnole, les Mujeres Libres menèrent une double lutte: celle pour la libération des femmes ainsi que la révolution sociale et libertaire. Fonctionnant sur un modèle d'autogestion et d'autonomie, l'organisation se développa rapidement pour atteindre, en 1938, les trente mille adhérentes.

La libération des femmes

S'éloignant totalement du féminisme bourgeois, ayant pour but à l'époque de regrouper principalement des femmes de la bourgeoisie ou de classe moyenne, les Mujeres Libres approchaient les ouvrières et les paysannes. Elles avaient pour principes l'éducation des femmes, celles du peuple en particulier. Il s'agissait en fait de leur donner une conscience sociale et politique, préconisant la liberté et l'égalité des sexes - et non un combat contre les hommes - , la nécessité de se syndiquer et la remise en cause des structures sociales déjà établies, comme le rôle traditionnel de la femme (épouses, mères, femmes à la maison, etc). L'émancipation de celles-ci avait pour but de développer leur indépendance, leur autosuffisance et leur connaissances, jusqu'au droit de se battre au front, ce qui constituait, pour l'Espagne de l'époque, une remise en cause brutale des étiquettes dévolues aux femmes.

Les projets des Mujeres Libres regroupaient aussi les thèmes suivants:

Le travail salarié: elles voulaient que les femmes puissent travailler exactement comme un homme, sans avoir une surcharge de travail due à leur condition de femme, comme par exemple

le travail domestique, n'étant pas exclusivement féminin.

La prostitution: elles luttèrent fermement contre l'acte de prostitution (et non les prostituées, plutôt considérées comme victimes d'exploitation, n'ayant parfois pas d'autre choix pour gagner leur vie), les Mujeres Libres lancèrent une campagne de propagande dissuasive auprès de la clientèle masculine. Elles fondèrent des centres de libération proposant un traitement médico-psychiatrique, psychologique et éthique, un soutien moral et matériel ainsi qu'une formation professionnelle pour les femmes désireuses d'abandonner leur condition.

L'éducation: elles proposèrent une éducation libertaire, loin de la chrétienté et de la bourgeoisie, et créèrent plusieurs écoles selon

le modèle de pensée de Francisco Ferrer.

La famille: les Mujeres Libres s'opposèrent féroceement au patriarcat, à la hiérarchie et aux valeurs traditionnelles d'une société capitaliste, ébranlant par leur propagande d'information et d'instruction les piliers de celle-ci..

La révolution sociale et libertaire

Le groupe, demeurant toujours autonome vis-à-vis des autres organisations libertaires, comme la CNT (Confederacion Nacional del Trabajo) fut à l'origine de nombreuses journées d'agitation, de propagande et d'actions. Soucieuses de contrer l'analphabétisme, elles ouvrirent des bibliothèques, fondèrent une école d'infirmières à Barcelone, plusieurs garderies et l'Institut Materno-Infantile Louise Michel, en assurant une formation élémentaire et en offrant plusieurs stages.

Elles organisèrent également des événements culturels en mettant de l'avant l'activité de la femme au sein d'une collectivité. Elles créèrent un syndicat de femmes dans les services de transport et d'alimentation de Madrid et Barcelone. Une colonne de Mujeres Libres fut même envoyée au front, avec à la main, machines à coudre, à laver et à repasser.

Les Mujeres Libres auront constitué, pour les femmes, un terrain de conquête pour de nouveaux droits, facilitant leur affirmation contre les exigences discriminatoires d'une société et alliant le féminisme à la lutte sociale et politique.

L'organisation exemplaire est finalement dissoute en février 1939, alors que la victoire des fascistes devient irréversible. D'autres groupes seront formés plus tard , autour des années 1970, partout dans le monde, notamment en Argentine, en France, au Royaume-Uni, en Pologne et aux États-Unis.

POURQUOI JE SUIS FÉMINISTE ?

PARCE QUE MÊME LE PRINCIPE D'ÉQUITÉ SALARIALE N'EST PAS ENCORE GAGNÉ !

Bien des gens croient que dans notre société dite « avancée » qu'est le Québec, l'égalité entre hommes et femmes est plutôt acquise et ce, notamment dans le monde du travail. On parle, par exemple, de la loi sur l'équité salariale adoptée il y a déjà plus de 15 ans, des garderies à 7 \$ qui permettent aux femmes d'accéder au travail plus facilement, de l'entrée massive des femmes aux études supérieures etc. Bien qu'il soit vrai que plusieurs progrès ont été réalisés au cours des dernières décennies, nous sommes toujours dans ce même bon vieux système capitaliste qui lui, couplé au patriarcat [1], recherche toujours à s'emparer autant de nos vies.

Ainsi, si le monde du travail s'est modifié résultant en une plus grande place pour les femmes dans celui-ci, le système capitaliste a su en tirer avantage [2] et il demeure que les femmes y subissent toujours des inégalités. L'un des exemples les plus frappants est celui de l'équité salariale, principe qui en plus, est encore remis en question par l'élite économique.

Après des années de luttes menées par le mouvement féministe et syndical [3], le gouvernement du Québec adopte, en 1996, la Loi sur l'équité salariale. Cette loi se base sur l'idée que le principe « à travail égal, salaire égal » demeure inéquitable pour les femmes dans la mesure où le travail est encore très genré. C'est-à-dire qu'une bonne majorité des emplois sont occupée majoritairement par un seul genre.

Les exemples sont nombreux ; les métiers de la construction, du transport et reliés au secteur d'activité primaire sont occupés majoritairement par les hommes tandis que les emplois reliés au soin des personnes et au service sont en grande majorité occupés par les femmes. Et c'est entre ces professions que l'on retrouve des écarts salariaux [4].

« La Loi veut éliminer les préjugés sexistes encore bien enracinés dans les pratiques salariales. Dans le calcul du salaire, on ignore encore trop souvent des aspects du travail féminin parce que ceux-ci sont associés à des qualités personnelles dites féminines plutôt qu'à des aspects du travail à faire devant être payés. La Loi vise la reconnaissance de tous les aspects du travail associés aux femmes. Le travail des femmes doit être payé à sa juste valeur. » [5]. Bref, la loi reconnaît que les femmes subissent une discrimination systémique [6].

De plus, elle reconnaît qu'un travail traditionnellement féminin demandant un niveau d'étude, de travail et d'effort équivalent à un travail traditionnellement masculin sera moins bien rémunéré. En prenant en compte ces réalités, la loi constituait une avancée. Ce sont d'ailleurs les féministes qui ont théorisé cet état de fait qu'est la discrimination systémique.

« Rarement une loi a été si peu respectée et a donnée si peu d'amendes pour son non-respect » [7]

En 2006, soit 10 ans après l'adoption de la loi, moins de la moitié des entreprises québécoises s'y étaient conformées [8]. Encore pire, le principe même de l'équité salariale demeure contesté par le patronat. En effet, dès les pourparlers en vue de l'adoption de la loi, le Conseil du patronat manifeste son hostilité sous prétexte que ce sera une loi compliquée à mettre en application, que cela engendra des coûts supplémentaires pour les pauvres petites entreprises, que ce n'est pas à l'État d'agir sur cette question etc.

Bref, pour les boss, pas besoin de législation pour diminuer les inégalités salariales que subissent les femmes. Si les femmes sont moins bien payées c'est parce qu'elles sont tout simplement moins compétentes, moins productives ou que leur travail vaut moins pour diverses raisons. Finalement, la rentabilité et la compétitivité des entreprises sont plus importantes que la lutte pour une rémunération équitable. On voit bien ici comment le capitalisme et le patriarcat s'appuient l'un sur l'autre.

Ainsi, on remarque encore aujourd'hui, au Québec, que les femmes gagnent globalement toujours moins que les hommes. En effet, les femmes gagnent annuellement, en moyenne, 76 % du revenu des hommes [9]. Plusieurs raisons expliquent cet état de fait. D'abord, les femmes sont moins présentes sur le marché du travail formel que les hommes, elles ont donc globalement moins accès à un revenu officiel [10].

De plus, « [l]es femmes sont fortement sur-représentées dans les 10 professions les moins rémunérées et, en revanche, fortement sous-représentées dans les 10 professions les mieux rémunérées (23,3 %) » [11].

Il faut également prendre en compte que les femmes occupent plus souvent des emplois atypiques, à temps partiel et précaires. Cela est dû soit à une discrimination systémique, soit au fait que se sont encore elles qui, plus que les hommes, restent à la maison quand la famille a des enfants et remplissent les fonctions reliées au travail domestique.

Finalement, on peut également voir comment le capitalisme a su s'adapter au principe d'équité salariale ; la déqualification des femmes et ainsi, des hommes occupant des emplois typiquement féminins. C'est-à-dire qu'au lieu d'augmenter le salaire des femmes dans les secteurs majoritairement féminin, on dévalorise leur travail et on considère leurs emplois comme moins importants qu'un travail équivalent occupé majoritairement par des hommes. Cela légitime ainsi le fait qu'on les paie moins.

Bref, si la loi sur l'équité salariale comporte des dispositions intéressantes et intègre une partie de l'analyse féministe, on ne peut malheureusement pas se fier que sur elle pour assurer l'égalité des hommes et des femmes sur le « marché du travail ». Le système capitaliste dans sa recherche de profit infinie, trouvera toujours des façons d'assurer la continuité de son projet.

C'est pourquoi que tant que nous n'aurons pas aboli ni le patriarcat, ni le capitalisme, nous ne pourrions aspirer à l'égalité réelle, tant entre les genres qu'entre toutes les personnes.

[1] C'est-à-dire le système qui organise la domination sociale des hommes sur les femmes.

[2] À ce sujet on peut constater qu'avant l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail, un salaire suffisait généralement à faire vivre une famille. Maintenant, il faut 2 salaires.

[3] Pour plus d'informations sur cette lutte consulter : Artemova, Olga, 2008, La lutte pour l'équité salariale au Québec, Montréal, Centre de recherche sur les innovations sociales UQAM, Coll. Mouvements sociaux, 104 p., version électronique, <<http://www.crisis.uqam.ca/upload/files/publications/mouvements-sociaux/MS0804.pdf>> (voir p.5-36)

[4] Bien qu'il reste de tristes exceptions, l'égalité salariale entre un homme et une femme faisant exactement le même métier est plutôt la norme.

[5] Commission de l'équité salariale du Québec, 2009, «À propos de la Loi sur l'équité salariale», site web, <<http://www.ces.gouv.qc.ca/apropos/loi.asp>>

[6] «La discrimination systémique est une forme de discrimination qui relève d'un système, c'est-à-dire d'un ordre établi provenant de pratiques volontaires ou non, neutres en apparence, mais qui donne lieu à des écarts salariaux entre les emplois traditionnellement occupés par les hommes et ceux traditionnellement occupés par les femmes.». Commission de l'équité salariale du Québec, 2003, « La discrimination systémique fondée sur le sexe », site web, <http://www.ces.gouv.qc.ca/niv_c/discrimination.asp>. Pour une définition féministe : «Les réflexions et l'introduction de la discrimination systémique pour comprendre les réalités trouve leurs origines dans

les travaux des marxistes noirs-américains et ceux des féministes radicales anglo-saxonnes [...] La discrimination [systémique] provient d'un système socio-économique global ; elle ne relève pas seulement des mentalités ; ni des actes des acteurs individuels ; ni de la simple inégalité de départ : elle est la production d'un système.». Bouamama, Saïd, Yvon Fotia et Jessy Cormont, 2010, «Les discriminations systémiques», Les figures de la domination, 27 octobre 2010, version électronique,

<<http://www.lesfiguresdeladomination.org/index.php?id=542#tocto1n3>>

[7] Rodgers, Caroline, 2009, «Des entreprises encore réfractaires à l'équité salariale», La presse, 6 avril 2009, version électronique, <<http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/economie/quebec/200904/06/01-843810-des-entreprises-encore-refractaires-a-lequite-salariale.php>>

[8] Commission sur l'équité salariale, 2006, La Loi sur l'équité salariale – Un acquis à maintenir – Rapport du ministre du travail sur la mise en œuvre de la Loi sur l'équité salariale, Québec, 119 p., version électronique, <

<http://www.ces.gouv.qc.ca/documents/publications/rapp-2006.pdf>> (voir p.55)

[9] Institut de la statistique du Québec, 2009, «En 2006, le revenu disponible des femmes correspond à 76 % de celui des hommes par rapport à 58 % en 1981», version électronique, <

<http://www.stat.gouv.qc.ca/salle-presse/communiqu/2009/janvier/jan0913.htm>>

[10] Selon une étude du Conseil du statut de la femme du Québec, en 2006, 55,7 % des femmes occupaient un emploi officiel contre 65,4 % des hommes. Conseil du statut de la femme, 2010, Portrait statistique Égalité femmes / hommes- Où en sommes-nous au Québec ?, 91 p., version électronique, <<http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichierspublications/fichier-37-1217.pdf>> (voir p. 16)

[11] Artemova, Olga, op. cit., (voir p.13)



FEMMES ET SYNDICALISME

ENTREVUE AVEC UNE MILITANTE

Comme l'exprime l'article précédent, les femmes sont encore victimes d'inégalité dans le domaine du travail. Comment cela se concrétise dans un milieu typiquement féminin ? Nous avons eu le plaisir de rencontrer une femme issue d'un milieu de travail féminin, soit le milieu infirmier. De plus, elle fut également une militante syndicale et maintenant, depuis plus de 20 ans, une travailleuse du syndicat. Elle nous parle donc de la condition des femmes, des mesures d'égalité qui sont prises dans son premier milieu de travail, mais aussi, dans son milieu actuel qu'est le syndicat.

Réalité du milieu infirmier

Le milieu infirmier est composé majoritairement de femmes, à près de 90%. On peut donc dire que c'est un métier typiquement féminin. Comment sont vues les infirmières ? Est-ce qu'il a des stéréotypes qui pèsent sur elles ?

Je pense que oui. Premièrement, les infirmières, au niveau de la population, sont perçues comme des femmes gentilles, compréhensives, serviables, des femmes qui vont tout donner pour répondre aux besoins des autres, et ce, au détriment de leur qualité de vie, de leurs conditions de travail. Il y a donc beaucoup de pressions sociales pour peu de reconnaissance, car puisqu'on est majoritairement des femmes, au niveau du gouvernement, des lieux décisionnels, notre profession est souvent considérée comme un deuxième travail, un travail complémentaire. On a négocié l'équité salariale, et je tiens à dire qu'on parle ici d'une lutte de plus de 20 ans, pour faire reconnaître notre travail à valeur égale à des professions masculines. Le travail a été aussi long parce que cela a été difficile de faire valoir les critères de notre travail, nos responsabilités, la formation et les conditions de travail, et qu'il y avait clairement une incompréhension des décideurs qui sont majoritairement des hommes.

Et est-ce qu'il y a des préjugés en rapport aux hommes qui pratiquent cette profession ?

Il y a des stéréotypes et des préjugés dans le sens que le travail de relation d'aide est souvent perçu comme un rôle dévolu aux femmes. Donc les hommes qui travaillent dans ce milieu souvent vont être taxés d'être des hommes faibles ou des homosexuels. Le métier de médecin qui requiert semblablement le même profil est considéré comme un métier masculin tandis que le métier de soin infirmier est féminin. Je dirais que ça tend à changer avec les années, mais comme les hommes représentent seulement 10% de la profession, ça démontre que les stéréotypes sont toujours présents. Toutefois, d'après mon expérience, je ne crois pas que les hommes qui travaillent dans notre profession ont de la difficulté à s'intégrer, à faire leur place ou à avoir un plan de carrière intéressant.

Vu les conditions de travail difficiles, est-ce que sur le milieu de travail, les infirmiers(ères) sont en compétition entre eux ou sont plutôt solidaires ?

Entre nous, nous ne sentons pas vraiment de compétition au niveau du travail, je peux même dire que nous sommes plutôt so-

lidaires. Par contre, je vois qu'il y a une plus grande difficulté lorsqu'il vient le temps de défendre nos conditions de travail, à être solidaire. Un grand nombre vont regarder l'impact que cela peut avoir auprès de leur famille, par exemple, et certains peuvent se soucier plus du regard de la population ou de leurs pairs, que de lutter pour de meilleures conditions de travail.

Est-ce que l'administration des établissements de santé est représentée par des femmes ou des hommes, quelle est la proportion ?

Les établissements de santé sont gérés et administrés à 90% par des hommes, que ce soit au niveau de la direction générale, direction des ressources humaines, et direction de services financiers, et même au niveau des cadres intermédiaires.

Est-ce qu'il y a des conséquences tangibles par rapport au fait qu'ils soient principalement administrés par des hommes ?

Oui, je dirais qu'au niveau de la compréhension, par exemple, de la conciliation travail-famille. Il y a trois quarts de travail, soit jour, soir et nuit. Nous travaillons la fin de semaine, durant les jours fériés, durant la période des fêtes, etc. Et il est aussi très difficile de pouvoir obtenir des vacances l'été. L'aspect de l'horaire semble difficile pour les femmes, et elles font face à une certaine incompréhension des personnes à l'administratif.

Est-ce que vous croyez que comme le milieu infirmier est typiquement féminin, qu'il est plus difficile pour vous de faire entendre vos revendications ?

Effectivement, il y a même des études qui ont été faites. Si on prend par exemple les camionneurs, qui sont majoritairement des hommes, ils n'ont pas le droit de travailler plus que 10 heures en ligne. Après 10 heures, il y a une loi qui les force à arrêter, à se reposer. Nous au niveau des infirmiers et infirmières, on a la vie des personnes en charge et actuellement on fait des 16 heures de travail en ligne, des fois même pas 8 heures de repos entre deux quarts de travail, et il n'y a même pas une loi qui n'empêche ça. Il y a même un genre de cautionnement du gouvernement par rapport à ça. Oui, effectivement, c'est beaucoup plus difficile de faire reconnaître nos conditions de travail et de faire respecter des conditions décentes parce qu'on est majoritairement féminin.

Réalité du milieu syndical

Quelle est la proportion homme/femme des délégué-e-s syndicaux de votre syndicat ?

Au niveau syndical, il y a environ 40% de délégué syndical masculin et 60% féminins. Proportionnellement, par rapport à nos membres, il y a plus d'hommes qui s'impliquent au niveau syndical que de femmes.

Qu'est-ce qui expliquerait le fait que les hommes s'impliquent plus au niveau syndical ?

On peut l'expliquer par le fait qu'au niveau syndical, toujours au niveau de l'aspect travail-famille, les femmes trouvent ça plus difficile. Les congés de maternité, et les congés parentaux, etc., font en sorte que souvent, les femmes vont démissionner. La

réalité des hommes dans cette profession n'est pas la même, car ils n'ont pas cette obligation-là. Alors quand ceux-ci vont s'impliquer, ils s'impliquent pour de plus grandes périodes et ils vont gravir les échelons syndicaux plus rapidement.

Et quelle est la réalité de votre centrale syndicale?

Notre centrale est la CSQ (Centrale des Syndicats du Québec) qui représente aussi les enseignant-e-s. Au niveau de la centrale, 70% des membres sont des femmes, mais 50% de représentation féminine à la centrale. On peut donc voir encore que les hommes s'impliquent plus au niveau syndical que les femmes. À la CSQ, certaines mesures féministes sont prises puisqu'il y a un programme d'égalité syndicale, qui fait en sorte que lorsqu'il y a des élections par exemple sur des comités ou différents postes, on va privilégier une femme, il y a aussi des postes réservés aux femmes. Il y a beaucoup d'éducation syndicale pour les femmes, qui les invite à prendre sa place dans l'organisation. Les interventions au micro par exemple, sont 50% femmes, 50% hommes.

Femmes dans mouvement syndical

Est-ce que le milieu syndical, étant revendicateur, est dépourvu de sexisme?

Au niveau national, les leaders syndicaux sont majoritairement des hommes, et nous sentons qu'en général, que ce soit dans la population ou au gouvernement, on a plus tendance à donner de la crédibilité aux interventions des hommes que celles d'une femme. On voit que ça tend à changer, mais c'est encore notre réalité. Mais il ne faut pas oublier que beaucoup de femmes ont fait avancer de grands dossiers, aussi bien que les hommes. Toutefois, dans notre milieu de travail direct, il y a beaucoup de travail pour pas qu'il y en aille. Par exemple, il y a des mesures qui sont mises en places pour éviter les interventions sexistes. À la CSQ, il y a un comité de femmes très actif qui siège dans toutes les instances et qui se prononce sur la majorité des dossiers. Le principe d'égalité est très important puisqu'il y a des comités sur la diversité sexuelle, du travail de sensibilisation et d'intégration pour faciliter la prise de position et de parole. Les syndicats travaillent fort pour un monde exempt de sexisme, de racisme et d'homophobie. Ce sont des valeurs très importantes pour nous, que nous promouvons en faisant des comités, de l'éducation syndicale, en donnant des formations et de l'information à nos membres sur ces réalités-là. Nos politiques d'égalité syndicale découlent aussi dans toutes nos fédérations et nos syndicats.

Dans plusieurs entreprises, les femmes peuvent sentir le plancher de verre, qui fait en sorte que celles-ci ne peuvent pas accéder à des postes importants au sein de ces compagnies, qui sont majoritairement donnés aux hommes. Est-ce que cette réalité-là peut s'appliquer à votre milieu de travail (le syndicat)? Pas dans notre organisation, car la majorité des présidences des fédérations sont des femmes, présidences de syndicats aussi sont des femmes. Nous n'avons peut-être pas la même représentation au niveau proportionnel, mais on a quand même entre 60 et 70 % qui sont des femmes. La valeur des personnes va être davantage jugée à partir du travail des personnes, leurs capacités, et non en rapport à leur sexe, orientation sexuelle, ou nationalité.

As-tu déjà senti un regard différent ou une considération différente parce que vous êtes une femme?

Non, dans ma profession, je pense que c'est une question d'attitude. Il faut prendre notre place. En partant, nous sommes revendicateurs et revendicatrices, nous devons donc avoir une personnalité avec du leadership, et facilité de communication, etc. Quand on s'implique dans le milieu syndical, quand on arrive à des postes de responsabilités, c'est parce que on a été élu-e-s, jugé-e-s par nos pairs. Donc les membres sentent qu'ils ont confiance en nous et sentent qu'on peut les représenter.

Est-ce que les femmes doivent avoir des qualités spécifiques pour arriver à être dans ce milieu ?

Comme j'ai dit tout à l'heure, je crois que ça prend du leadership, facilité de communication, car la grande majorité de notre travail repose sur la capacité d'argumentation, il faut tenir à nos opinions, être convaincu, sens de la justice, solidarité. Mais je crois que ces aptitudes ne sont pas seulement propres aux femmes, c'est la même chose pour les hommes.

Depuis combien de temps travaillez-vous au sein de ton syndicat?

Depuis maintenant 23 ans.

Quelle a été l'évolution des luttes depuis votre implication?

Notre plus gros dossier a été l'équité salariale, qui a duré 20 ans et ça été des négociations très difficiles. Par la suite, il y a eu le maintien de cette équité. Maintenant, nos luttes sont surtout centralisées sur le maintien des services publics, contre la privatisation des services de santé. Il y a aussi la venue des infirmiers et infirmières des agences privées, qui chambarde les conditions de travail dans les institutions publiques. Et finalement il y a aussi la bataille pour la qualité des soins que nous voulons préserver. Ce sont nos plus grands dossiers.

Est-ce qu'il y a des luttes féministes sous-jacentes à ces grosses luttes?

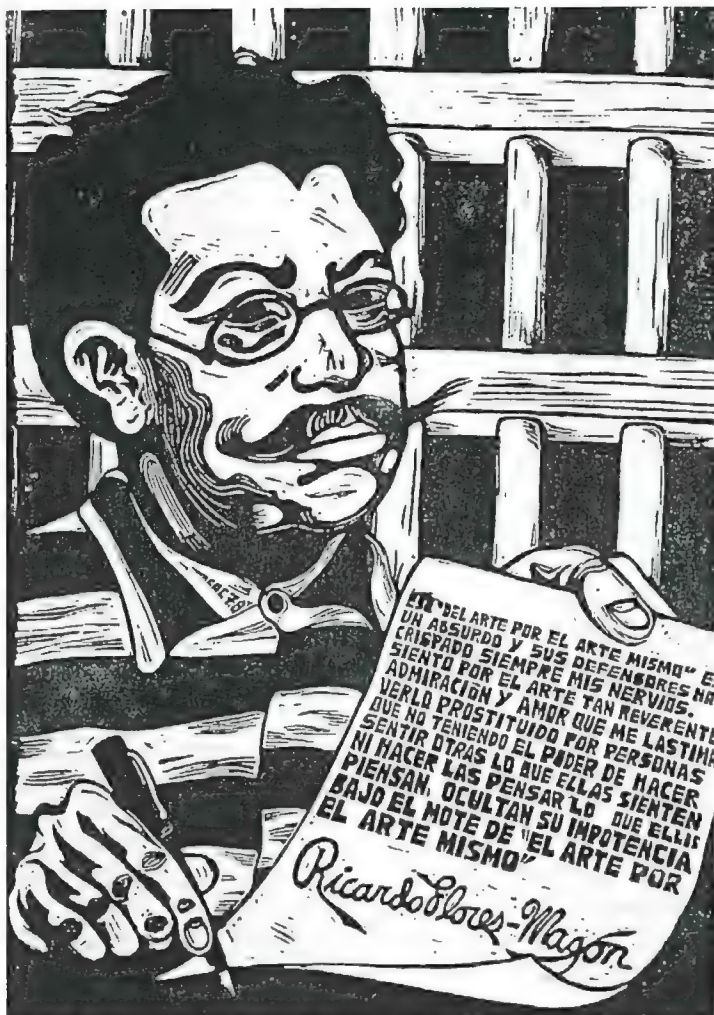
Je crois que le dossier de l'équité salariale a eu de grandes répercussions sur les femmes, et ce à travers le Québec et peu importe la profession. Les femmes ayant des salaires précaires ont pu bénéficier d'une augmentation du niveau de qualité de vie. Par la suite il y a eu les luttes pour les congés de maternité, les congés parentaux et finalement celle pour l'assurance maladie, qui a été aussi menée par les syndicats.

Et finalement, est-ce que vous allez organiser des activités dans le cadre de la Journée internationale des femmes?

La place des femmes et les revendications féministes sont très valorisées au sein de notre milieu de travail. C'est pourquoi, chaque année, nous fêtons le 8 mars dans tous les établissements intersyndicaux, en collaboration avec la Fédération des femmes du Québec. Cette année le thème est « Le féminisme? -Plus actuel que jamais! » Nous allons souligner l'évolution des conditions des femmes, et démontrer que les femmes ont encore raison de s'indigner.

A. Sanchez





Cette nouvelle chronique a pour but de se remémorer les écrits de révolutionnaires du passé. Pour cette édition, nous avons choisi le texte de Ricardo Flores Magon intitulé: « Le mendiant et le voleur ».

Tout au long d'une avenue accueillante se promènent les passants, hommes et femmes, parfumés, élégants, insultants. Le mendiant est contre le mur, la main quémandeuse tendue, sur les lèvres tremblantes, une supplique servile:

□ Une aumône, pour l'amour de Dieu!

De temps en temps, une monnaie tombe dans la main du mendiant, que celui-ci s'empresse de mettre dans sa poche, en prodiguant des louanges et des reconnaissances dégradantes. Le voleur passe et ne peut s'empêcher de lancer un regard de mépris au mendiant. Le mendiant s'indigne, parce que l'indignité a aussi sa pudeur, et grogne irrité:

□ Tu n'as pas honte, fripon, de regarder en face un homme honnête comme moi? Je respecte la loi moi: je ne commets pas le crime de mettre ma main dans la poche d'autrui. Mes pas sont sûrs, comme ceux de tout bon citoyen qui n'a pas l'habitude de marcher sur la pointe des pieds, dans le silence de la nuit, dans les appartements d'autrui.

Je peux regarder en face tout le monde: je n'évite pas le regard du gendarme; le riche me regarde avec bienveillance et, lorsqu'il jette une monnaie dans mon chapeau, il me touche l'épaule en disant: « Brave homme »!

LA RÉVOLUTION ENTRE LES LIGNES

Le voleur fait un geste de dégoût, lance un regard scrutateur autour de lui, et réplique au mendiant:

□ Ne crois pas que je vais rougir face à toi, vil mendiant! Toi honnête? L'honnêteté ne vit pas à genoux, attendant qu'on lui jette l'os qu'elle doit ronger. L'honnêteté est hautaine par excellence. Je ne sais pas si je suis honnête ou pas; mais je peux te dire qu'il me manque le courage de supplier le riche pour qu'il me donne, pour l'amour de Dieu, des miettes de tout ce qu'il nous a volé. Je viole la loi!

C'est vrai; mais la loi est une chose très différente de la justice, je viole la loi écrite par le bourgeois, et cette violation contient en elle-même un acte de justice, parce que la loi autorise le vol du riche au dépens du pauvre, c'est-à-dire, une injustice, et lorsque je prends au riche une partie de tout ce qu'il nous a volé, j'exécute un acte de justice.

Le riche te touche l'épaule parce que ta servitude, ton abjecte bassesse, lui garantissent la tranquille jouissance de ce qu'à toi, à moi et tous les pauvres du monde, il nous a volé. Les riches voudraient que tous les hommes aient une âme de mendiant. Si tu étais un homme, tu mordrais la main du riche qui te jette un croûton. Je te méprise!

Le voleur crache et se perd dans la foule. Le mendiant lève les yeux vers le ciel et gémit:

□ Une aumône, pour l'amour de Dieu.

Ricardo Flores Magon
11 décembre 1915

DEATH IN CUSTODY



Par K.K. Rodriguez

Au cours de la dernière décennie, Death In Custody à été un groupe très présent dans la scène punk/hardcore de Détroit, partageant la scène avec des groupes légendaires comme Agnostic Front, Psycho, Iron Cross, UK Subs ainsi que Wisdom In Chains, Suicide Machines et les groupes de Détroit Cold As Life et Pittbull. Ils se sont aussi promenés, apportant leur hardcore punk old school dans des villes comme Boston, New York, Indianapolis et Montréal. J'ai eu la chance de m'asseoir et jaser avec Ali et Alex à propos du passé, présent et futur de DIC.

Premièrement, qui joue quoi?

Ali - DIC c'est Ralph au vocal, Keith à la basse, Alex à la guitare et je suis le drummeur.

Depuis combien de temps le groupe roule sa bosse?

Ali - Le band s'est formé au début de 2002 comme projet secondaire avec Ralph et moi. Nous étions insatisfaits du band punk dans lequel nous jouions à ce moment là et nous voulions nous diriger vers un son beaucoup plus agressif, plus lourd en prenant une direction plus sérieuse. Nous avons toujours aimé le hardcore alors nous avons muri l'idée (vers 2001) d'un projet de band HC qui regrouperait nos principales influences, des groupes qui résumaient bien ce qu'était le HC selon nous comme Black Flag, Negative Approach, Bad Brains, Minor Threat ainsi que des bands NYHC comme Sick Of It All et Agnostic Front.

Comment le groupe s'est-t-il formé?

Ali - Nous avons rencontré Keith à un spectacle vers 2000-2001. Notre guitariste fondateur était un ingénieur allemand nommé

Christian qui travaillait chez DaimlerChrysler et qui avait mis une annonce dans un journal local disant qu'il se cherchait un groupe punk. Il a fait 3 shows avec nous pendant la majeure partie de 2002. Son visa expirait à la fin de l'année à cause de son travail alors nous nous sommes empressé d'aller en studio et avons enregistré un démo éponyme de 4 chansons. Quelque temps après l'avoir sorti, Christian était parti et vers mars 2003 Alex s'est joint au groupe.

Alex - En effet je m'y suis joint après le premier démo, c'est dur à croire que nous ayons roulé notre bosse durant 10 ans; 10 ans c'est pratiquement 100 ans en années punk! Je suis surpris que ça ait duré aussi longtemps.

Vous représentez le hardcore de Détroit. Qu'est-ce qui fait le hardcore de Détroit? Comment vivre dans cette ville a influencé votre son, vos paroles et votre vue globale du monde?

Ali - Détroit est un endroit difficile à vivre. Ça été une ville dys-fonctionnelle durant toute ma vie et même avant que je naisse. C'est un endroit délabré où règne le crime et qui est sans espoir pour la plupart des gens y vivant; en d'autres mots, Détroit était en récession bien avant le reste du pays. C'est un fait et le hardcore de Détroit le capture bien.

Alex - C'est vrai, notre entourage a définitivement influencé le sujet de certaines de nos chansons.

Quelles ont été vos influences? Plus précisément quels groupes de Détroit, du Michigan et du Mid-ouest ont influencé DIC?

Ali - Autre que les groupes que j'ai mentionnés ci-haut? Mis à part Negative Approach, les groupes de Détroit que j'aime sont Pittbull, Heresy, Cold As Life, Forced Anger, The Hillside Strangers mais aussi d'autres groupes du Michigan comme State et The Crucifucks.

Alex - J'ai une multitude de groupes qui m'ont influencé moi et mon style de jeu à la guitare. J'ai commencé à écouter du punk Russe avant de déménager aux États-Unis, alors il y a ça et plein de groupes punk/hardcore des USA. Une bonne chose à propos de Détroit est qu'il y a toujours eu une bonne variété de musique sortant de la ville, alors il y a beaucoup à choisir localement.

Quelles expériences de vie vous ont menés au punk/hardcore?

Ali - Je ne peux penser à une expérience spécifique. Je crois que pour moi, ça été la même colère, désillusion et ennui qui en a amené beaucoup d'autre au punk/HC. Le premier album punk que j'ai entendu est "In God We Trust, inc" par les Dead Kennedys. Leur hardcore furieux et engagé politiquement m'a interpellé à cause de tous les préjugés racistes que j'ai du endurer en grandissant dans les années 80, époque de bouleversements au Moyen-Orient. Il n'y a pas eu grands changements au cours des années à ce niveau là, alors j'imagine que je n'ai pas changé non plus.

Alex - C'est la ritournelle punk habituelle du "je n'appartiens pas à...". J'ai simplement cliqué avec ce style de musique en parti-



culier. Je ne croyais pas avoir d'appartenance ailleurs et honnêtement, je m'en foutais. C'est venu naturellement.

D'ou viens le nom "Death In Custody"?

Ali - En 2002, pendant que Ralph et moi cherchions comment appeler le groupe, nous sommes passés par toutes sortes de noms comme Exit Wound, Better Off Dead et même Drunken Priest, qui étions déjà pris. Je voulais arriver avec un nom original qui représenterait bien ce que Détroit était à l'époque. Pendant nos recherches, j'ai lu, sur mon ordinateur, un reportage du groupe des droits humains Israélien B'Tselem qui traitait d'un Palestinien de 17 ans exécuté par des soldats Israéliens à Jenin. Je lisais cela sans penser au band quand ça m'a frappé soudainement. J'ai googlé la phrase et je n'ai trouvé aucun groupe avec ce nom. En plus ça cadrerait avec le thème de Détroit parce que nous avons une des forces policières les plus violentes au pays. C'est comme cela que c'est arrivé.

Quels sont vos meilleurs souvenirs/spectacles de ces années passées?

Ali - Blitz, un spectacle bénéfique pour un hôpital pour enfant et Agnostic Front -les deux en 2007- ont été dans mes spectacles préférés à Détroit. Ouvrir pour les Suicide Machines à Toronto en 2005 était super et pendant la même année, jouer à Montréal avec Charge 69 de France était vraiment intense (merci à nos potes de Hold A Grudge). Il y a trop de bons souvenirs qui me

reviennent! Résumons en disant que ce fut une décennie folle et très plaisante.

Alex - À chaque fois qu'on me pose cette question je pense au mosh nu de Jose en Indiana. Le gars c'est mis flambant nu et c'est mis à mosh, c'était assez cool. En faite à chaque fois que nous avons joué en Indiana quelque chose de cinglé arrivait. Des gens qui se battent avec des marteaux, des fusils paralysants qui se déclenchent, toute sorte de choses drôle.

Que souhaiteriez-vous voir d'avantage dans la scène?

Ali - Moins de cliques et plus de coopération. Aussi, j'aimerais voir des groupes prendre des positions anti-raciste plus explicitement. Pas seulement contre les Nazis, mais aussi contre le profilage racial et l'occupation.

Alex - Je suis d'accord avec Ali. Une grosse partie du punk/hc est l'habilité à livrer un message. Les jeunes ont besoin d'arrêter de faire n'importe quoi et de se lever pour quelque chose.

Combien de CD le groupe a-t-il sorti?

Ali - Jusqu'à maintenant nous avons sorti quatre CD - trois démos et un EP - ainsi que trois compilations. Nous avons sorti des nouvelles chansons comme "Carbomb" sur la compilation Northern Aggression en 2009, "Get Over It" et "The Hate Continues" sur Crack Rock City Vol. II de Pirated Records l'an dernier et une sur la compilation d'Infiltrate The System Records qui s'appelle "Pent Up". Ces chansons seront tous sur notre nouvel album qui va sortir en avril et qui se nomme "The End Result". Vous pouvez aller voir sur notre page facebook pour plus d'informations.

Quelle est votre chanson favorite de DIC?

Ali - Mes chansons favorites incluent celle mentionnés ci-haut ainsi que "Sick Of Your Face", "Pissed Off And Broke", "The Wait" et "Infected With Rage".

Alex - Une de mes préférés est "Dexter And Joy" qui sera sur notre prochain album "The End Result". C'est plus une histoire qu'une chanson. "Get Over It" en serait une autre.

Quand avez-vous sorti l'album "Infected With Rage"? Quelle est le sens de cette chanson?

Ali - "Infected With Rage" est sorti en janvier 2008 sur Insurgence Records. Ralph a écrit les paroles alors il faudrait lui demander. Je crois que ça parle d'un problème relié au travail... une bonne partie de nos chansons sont à propos de travailler.

Alex - Travailler. Ce qui tue le plaisir. Je déteste ça, mais j'aime l'argent.

Quels sont les spectacles qui s'en viennent?

Ali - Nous sommes en processus d'organisation des spectacles pour le reste de l'année. Nous allons faire une tournée Canadienne avec nos amis de Hundred Proof quelque part en août. Nous allons passer par Montréal dans la tournée alors venez voir notre page régulièrement pour les détails.

Quels nouveaux groupes appréciez-vous ces temps ci?

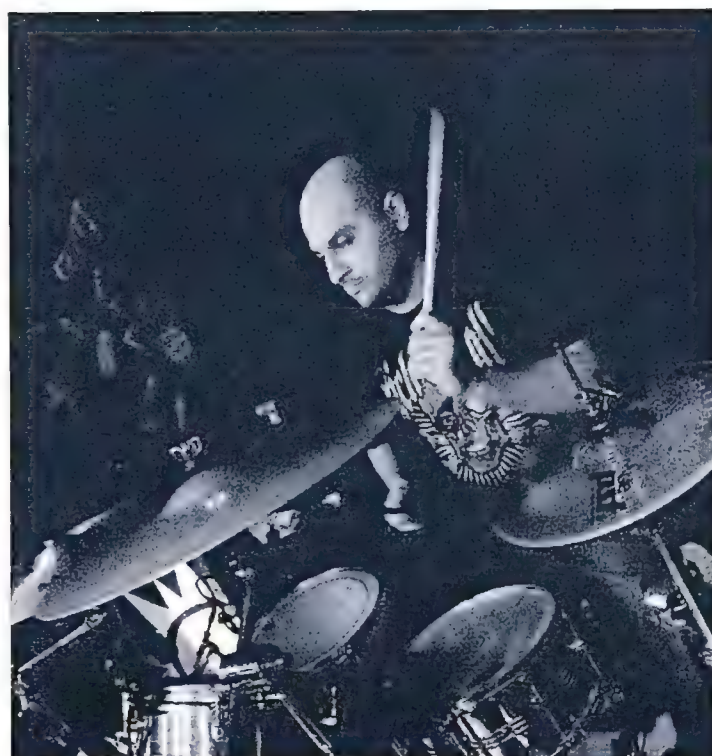
Ali - En ce moment il y a de bons groupes hardcore à Détroit comme Face The Reality, Retribution et Bearfoot pour ne nommer que ceux là, ainsi que Standard Issue et UDI qui sont plus punk. J'aime aussi les groupes Canadiens comme Hundred Proof, Striver et Hold A Grudge, ainsi que des groupes classiques comme DOA, Dayglo Abortions et Bunch Of Fuckin Goofs. D'autres groupes valant la peine d'écouter serait Remember The Passion d'Indiana, Cheech de Boston, Coldside de Floride et Ironclad de Ypsilanti, Michigan. Désolé pour ceux que j'ai oublié!

Alex - Il y a tellement de bons groupes en ce moment que c'est difficile de tous les nommer.

Un dernier mot?

Ali - La meilleure chose à propos de ce groupe, selon moi, c'est que nous défions les stéréotypes. Demandez à n'importe quel de nos membres est né à Détroit et ils vous pointeront probablement Ralph, alors que la bonne réponse est Keith. Ou alors lequel de nous n'est pas né aux États-Unis et ils vous diront moi... alors qu'en fait c'est Alex. Comme groupe nous sommes la preuve vivante que le racisme c'est de la merde et ça, je crois que c'est l'héritage que nous laisserons longtemps après notre dissolution. Merci à tous ceux qui nous ont supportés à travers les années et qui nous supportent encore. Allez voir notre page facebook au www.facebook.com/deathincustody et allez voir Follow The Leader, un nouveau groupe hardcore avec des membres de DIC et quelques Canadiens.

Alex - J'aimerais ajouter que ce fut 10 années de plaisir et que nous souhaitons que ça dure encore longtemps. Nous essayons constamment d'être sur la route alors venez nous voir quand on est dans votre coin. Venez faire le party avec nous, on aime pas mal ça faire le party.



DERNIER BASTION

Dernier Bastion (DB) est maintenant sorti de l'ombre. Donnant dans le rap conscient, il se concentre d'abord sur des paroles pleines de sens ainsi qu'une recherche élaborée pour l'écriture. Ce nouveau groupe plaira fort probablement aux gens qui derrière le hip-hop cherchent une certaine influence punk. Rencontre avec LELF, ancien chanteur de Khepera et désormais rappeur du Dernier Bastion.

Présente-toi pour commencer.

Dernier Bastion est un projet rap qui gravite autour du Dbunderground studio. Les trois membres ont des influences diverses mais un goût commun pour la musique.

Moi, je suis l'acteur principal de Sortir de l'ombre, notre premier album. Les autres ont tous des projets chacun de leur côté... Sous la bannière du Dernier Bastion. DB, c'est un peu un point de départ de création, pas un groupe à proprement parler... On ne s'arrête pas au format habituel de l'industrie. Chacun a ses propres projets, qui ont tous par contre le même penchant pour les paroles sensées et les prises de positions.

Qui sont ces trois membres ?

Il y a moi, LELF (rap, prod), CINO (rap) et P.Marky (prod, post-prod, mix, master, etc...). Sortir de l'ombre est principalement de moi et de P.Marky.

Peux-tu me parler un peu de vos influences musicales ?

Nous sommes tous des musiciens de longue date. Certains d'entre nous ont fait leurs classes primaires ou secondaires en musique. D'autres ont appris la musique en jouant dans des groupes de musique de divers styles : ska-core, punk et metal-core. Nous avons tous des goûts très variés. De tous les styles, du rap marseillais jusqu'au hardcore straight edge. Moi, personnellement, je peux écouter Richard Desjardins, Uneath et Ray Charles dans le même 15 minutes.

Parle-moi brièvement de ces groupes punk ou skacore.

Khepera a existé pendant 6 ans. Des chums du secondaire. Nous avons fait beaucoup de shows à l'époque du cégep. C'était surtout des shows bénéfiques, pour des organisations comme la NEFAC, CLAC, RASH, etc...

Dow Jones Crash est né des cendres de Khepera. Du punk hardcore bien rapide et agressif... Le groupe s'est séparé, il y a un peu plus d'un an.

Tu as donc passé de gueuler du punk hardcore à rapper sur un stage. Tu aimes la nouvelle dynamique ?

C'est très différent mais ça laisse plus de place au discours. Comme j'écris pour m'exprimer et pour communiquer mes opinions, ça facilite les choses un peu... Mais la comparaison est difficile, les deux scènes sont parfois si étanches l'une et l'autre...

Justement, parle-moi un peu de ce discours. Mais, tout d'abord, que veut dire Dernier Bastion ?



Dernier Bastion c'est un refuge... Une réaction au contexte qui nous entoure, autant dans l'industrie musicale que dans les médias, la scène politique et l'apathie de la population. Dernier Bastion, c'est une résistance dans tout ce que le terme implique.

Le terme résistance est assez large en effet mais éclaire-moi un peu plus.

Nous sommes conscients que nous vivons une époque charnière... Autant au niveau environnemental que politique. L'important pour nous est de favoriser l'apparition d'un débat, l'échange d'idées. Nous écrivons aussi pour exprimer nos frustrations par rapport à la relative impuissance de chaque individu. Quand un sujet me touche de près ou me donne envie de sacrer, j'écris là-dessus et ça m'aide à bien me positionner par rapport à cet enjeu...

Quelles genres d'idées partages-tu sur Sortir de l'ombre ?

Dans nos débuts, nous avons fait beaucoup de chansons très revendicatrices mais avec le temps on en est venu à plus dresser des tableaux. Nos opinions en sont les couleurs et les formes. Le message est encore très incisif, mais plus subtil...

Sur l'album Sortir de l'ombre, il y a beaucoup de thèmes récurrents comme l'intégrité vs l'hypocrisie, l'apathie et l'impuissance, la colère... Mais il y a aussi des chansons plus conceptuelles qui mettent de l'avant des faits historiques que nous mettons en mots.

Comment se caractérise le côté beatmaking de l'album ?

Cet album-là est très inspiré des productions de la fin des années 90... Le Golden Era, mais avec une twist bien à nous.

Toutes les productions sont basées sur du sampling, mais on a essayé d'éviter les classiques du genre James Brown... Il y a beaucoup de sonorités très 80s, très Queensbridge. Les drums aussi sont très lourds. Nous avons collaboré avec DJ Phak (Oaks Prod) pour les scratches qui sont présents sur beaucoup de titres. Sinon, il y a aussi un côté très cinématographique avec des extraits de films, de documentaires, de séries télé...

Depuis quand germe l'idée de cet album?

Environ 2 ans mais il y a des chansons qui ont plus de 3 ou 4 ans...

Muzion « Tout le monde scratch, tout le monde break, tout le monde rap, donc tout le monde trouve tout le monde wack »...

Aussi un public qui ne cherche pas nécessairement une seule sonorité, qui est capable d'apprécier les choses pour ce qu'elles sont et non tenter de les faire "fiter" dans la même case... Un public plus curieux.

Et que dis-tu de la misogynie et/ou l'homophobie dans la scène? Est-ce que c'est quelque chose que tu as remarqué?

C'est un problème qui gangrène la scène hip-hop un peu par-



Avec toutes ces influences dans le son, à qui penses-tu plaire avec ce projet ?

C'est plus ou moins important pour nous, mais j'imagine que les gens qui portent une attention particulière au contenu lyrique seront davantage touchés par l'album. Nous aimerions par contre pouvoir transcender les frontières entre les genres... On s'adresse pas nécessairement aux fans de rap québécois. Même que c'est une scène que nous trouvons un peu fermée sur elle même.

À part la fermeture, quels sont les principaux problèmes du mouvement rap québécois selon toi?

C'est une question difficile à répondre... Ça va avoir l'air étrange mais je crois que le hip-hop québécois a besoin d'un meilleur public.

Un meilleur public ?

(Rires) Oui, un public plus mature qui ne s'intéresse pas qu'aux dernières tendances américaines ou françaises... Un public qui ne fait pas qu'encourager ses amis. Comme disait Dramatik de

tout. Je dirais même un peu moins ici qu'à certains endroits. Ce sont des préjugés difficiles à briser, tant dans la société que dans une scène musicale X.

Aurais-tu quelque chose à rajouter?

J'inviterais les gens à télécharger l'album et à lire les paroles lors des premières écoutes. C'est un album dense, très riche en contenu et en références; quelles soient politique, historique, philosophique ou mythologique.

Comment se procure-t-on cet album-là?

Il est disponible sur Hiphopfranco.com (section mixtape), gratuitement. Et les gens peuvent nous rejoindre sur notre facebook (<http://www.facebook.com/dernier.bastion>). On échange aussi sur le forum de discussion de Hiphopfranco via les comptes **LELF** ou Dernier Bastion.

Tisam

MISE EN DEMEURE

MISE EN DEMEURE



« SI J'AVAIS UNE MACHINE À REMONTER LE TEMPS... »

Tout le monde connaît maintenant l'histoire du groupe qui a parodié la peinture d'Eugène Delacroix; la police a trouvé une affiche créée par Mise En Demeure chez le gentil-bourgeois Amir Khadir, elle l'a photographiée et le groupe s'est glissé au centre d'une grande controverse. Si la formation n'a pas toujours fait l'unanimité auprès du milieu militant, ce n'est évidemment pas devant les médias de masse qu'elle a su le faire. Rencontre avec J-S le tueur, membre du groupe, dans le but de rectifier quelques points afin que le lectorat rouge et noir puisse avoir réponse à nos questions.

Mise en Demeure a plus ou moins vu le jour dans une manif et s'est concrétisé pour appuyer des arrêté-es, est-ce facile de concilier à ce point la musique et la politique au sein d'une formation?

Tous les membres du groupes, on est militants et on aime jouer de la musique. Ça fait que quand on joue de la musique ensemble, on trouve ça important de passer un message / de supporter des causes / de faire de quoi qui n'est pas déconnecté des vies qu'on mène. Ça va donc pas mal de soit.

Et politiquement, êtes-vous capable de dire où vous situez ? Y a quand même une distinction entre l'entité Mise en Demeure et les individus qui le composent. Mise en Demeure est résolument anarchiste. On crache sur l'État, les chiens-policiers, la répression, les démagogues de droite, l'élite culturelle, etc. D'un autre côté, on se solidarise avec les pauvres, les opprimé-es, nos camarades de lutte, les étudiant-es, les chômeurs et chômeuses, les sans-emploi, les perdu-es, les fouteurs de merde, les gens qui sont dans des black blocs, etc.

Et individuellement, nous sommes tous critiques des atrocités du système mais il n'y a pas de consensus sur les solutions à apporter.

Comment l'entité Mise en Demeure perçoit le conflit étudiant en ce moment?

C'est beau en criss de voir autant de gens en tabarnak dans les rues. D'un côté, ç'a permis à tout plein de gens de s'intéresser à la chose politique, de prendre ça en main et ç'a développé une certaine confiance dans le fait qu'on peut changer les choses. D'un autre côté, on a aussi remarqué la répression to-

talement gratuite que les militant-es vivent. Les coups, les injures, les blessé-es, la judiciarisation, l'enfermement, etc. Empêcher du monde de voir leurs ami-es, empêcher un camarade d'aller aux funérailles de sa sœur... Le système est capable d'en produire en câlisse d'la marde et les derniers mois, tant chez les médias que chez la police et les politicien-nes, on a été servi-es.

Est-ce que la crise est passée au-delà de la sphère étudiante?

Ce serait triste si c'était l'inverse qui s'était passé. Mais oui, le sujet dépasse les murs des cégeps et des universités. Tout le monde en parle, j'entends des gens qui discutent du conflit au parc, à l'épicerie, dans les transports en commun... Et ce ne sont pas que des étudiant-es.

Quand le vrai monde parle entre lui, il n'est plus question que des frais de scolarité. Le débat est maintenant à un autre niveau.

Je trouve que le monde s'énerve pas mal le poil de poche en disant qu'on est également passé au-delà de la grève étudiante, qu'on vit un ras-le-bol populaire très palpable qui va mener vers quelque chose. Qu'est-ce que vous en dites? C'est certain qu'on n'est pas à la veille d'un changement radical de régime politique. Ceci dit, il y a quand même plein de choses sympathiques qui se passent et, même si on ne peut quantifier l'énervement de poil de poche et les résultats à court terme d'une telle situation, ça ne peut faire que du bien.

Comment faites-vous pour vous faire entendre lorsque les gens ne saisissent pas le sarcasme de vos chansons?

Y a Foglia qui a écrit quelque chose de chouette aujourd'hui qui dit qu'avec notre band, on arrive à voir le fossé qui sépare les gens qui ont de la culture et les gens qui n'en ont pas. Je ne crois pas qu'ici, il faille y voir un côté élitiste qui sous-entendrait qu'il y a une culture du bon goût et une culture qui n'est pas reconnue par les institutions... Mais bien d'une culture qui se nourrit de la vie et des pratiques artistiques passées et présentes et une non-culture qui trouve ses fondements dans le capitalisme, la marchandisation des créations et l'omniprésence des industries culturelles. Dans l'fond, on s'en fout pas mal de se faire comprendre ou pas. Nous, on fait ça parce qu'on aime ça, on n'a pas de compte à rendre à personne pis si t'aimes pas ce qu'on fait, on envoie ton pied à Harper.

Comment J-S le tueur trouve le nouveau clip de Manu Militari?

Ça aussi ça risque de faire une bonne controverse. C'est crissement puissant.

On peut voir que vous n'êtes pas les seules à parler violence.

C'est certain, on ne se sent pas seuls non plus. Y a beaucoup de gens qui ont fait, qui font et qui feront ce qu'on fait. Pis c'est ça qui nous donne confiance en demain.

Pourquoi profitez-vous de la couverture médiatique qui vous est offerte en ce moment?

On s'est pas tant interrogés là-dessus. Je pense que c'est surtout parce qu'on trouve ça drôle de pouvoir dire d'la marde, de faire des blagues et d'insérer un peu de contenu à des endroits où il y en a si peu habituellement (sauf pour ce qui est de la marde). Tantôt, on a fait une entrevue avec Enquête. C'est-tu pas

drôle ça?! En une semaine, on a parlé aux gens d'Enquête pis à Mario Dumont pour le même sujet alors qu'on est un band de musique. On fait des chansons, on fait des affiches... On fait pas de promo et paf! On est partout. Pis si on est en mesure de passer un petit message par la bande... Ben pourquoi pas?! Mise en Demeure sur les ondes, c'est toujours mieux que Martineau.

Qu'est-ce qu'on ressent lorsqu'un premier ministre parle de nous?

C'est fou ce qu'il peut faire pour faire dévier les débats politiques. Il y a une crise sociale, pis lui trouve le moyen de parler d'un band qu'il n'aime pas.

Mais pourquoi votre formation antiétatique veut tant jouer à la Fête Nationale?

On veut pas tant jouer à la Saint-Jean, on a été invité à un événement sur les plaines... C'est le genre de truc qui ne se refuse pas. On aimait la perspective de nouer nos chansons anti-nationalistes à un tel événement.

Y a-t-il une contradiction entre vos critiques envers l'ASSÉ et/ou la CLASSE et la présence d'un de vos membres dans l'exécutif de l'association?

Non. Les structure de la CLASSE nous conviennent pas mal tous. Les critiques qu'on a s'adressent aux gens qui outrepassent leurs mandats ou que leur ego prenne une place démesurée dans la lutte.

En condamnant votre band, par exemple ?

Ça c'est vraiment con de leur part et selon moi, ils n'ont pas bien compris leurs mandats. Je parle des membres du comité exécutif, lorsqu'ils ont pris cette décision.

« Alain Savard affirme pour sa part qu'il n'adhère pas à l'idéologie anarchiste qui anime ses deux confrères ». Pouvez-vous nous éclaircir quant à la véracité de ces propos?

Alain n'est pas anarchiste (c'est notre leader d'ailleurs) et il n'a pas que deux confrères, mais bien trois partenaires de mauvais coups. Disons qu'il y a plusieurs personnes qui n'ont pas compris cette phrase-là. Certains se demandaient si Alain ne s'était pas dissocié de son propre groupe. Il est d'accord et à l'aise avec le fait que Mise en Demeure soit une entité anarchiste, même si lui ne l'est pas. Il ne s'en est jamais caché. C'est certain que ce n'est pas sorti très clairement dans les médias... Il a parlé quelques instants à un journaliste, au téléphone, et c'est ce qui est resté. Alain n'est pas très « étiquettes ».

Il aime donc pas qu'on dise que vous êtes un band punk. J'pense qu'il s'en fout pas mal de comment on définit le band.

Comment croyez-vous être perçus par les militantes et militants?

Je ne sais pas comment les militant-es nous perçoivent.... C'est certain qu'il y en a une gang qui nous aiment bien. Ça fait 5 ans qu'on se fait inviter à leurs soirées bénéfiques mais outre ces gens, je ne pourrais le dire. Y a probablement tellement de façons de nous percevoir

Comment se porte la vente de votre affiche « Mise en Demeure guidant le peuple » désormais populaire et comment est-ce que vos fans vont pouvoir en profiter?

On a fait réimprimer des affiches et elles arrivent bientôt. On lance aussi une ou deux chansons. Pis on se prépare pour notre troisième album.

- LeChefRedEnChef



DJ HORG

GRÈVE SOCIALE : QUAND LE RAP SE (RE)POLITISE

Rappelle-nous tes premières expériences avec le rap.

J'ai commencé dans le monde d'la musique comme guitariste dans un band punk, Les Hudlums. En 1993, quand le groupe s'est séparé, j'me suis pogné un 4-tracks et un beat-box. Après un an, je commençais des prods fortement influencés par Wu-Tang, Beastie Boys, House of Pain, etc.

Ensuite, avec la demande populaire, je me suis pogné un ASR10 (sampler) et j'ai commencé à produire plus sérieusement

pour des artistes comme La Réplik, C-Drik, Seba, L'Extrmst.Zen et autres... C'est aussi à cette époque que je suis devenu DJ en animant la première soirée rap francophone de Montréal au Purple Haze, les dimanches soirs. J'ai connecté à ce moment avec la scène de l'époque.

En 1996, je suis devenu DJ pour Complys et KZ Kombination. J'ai aussi parti mon propre label, Crossfade Record, et on a sorti le premier CD de rap indépendant francophone, avec un peu d'anglais et de créole.

Au cours des années, je suis un peu devenu le producteur de service de pas mal toute la scène étant donné qu'on n'était que 3 (Rayray, Choice et moi).

En 1998, je me suis greffé à Cavaliers Noirs et j'ai réalisé et produit le premier album, *Envers et contre tous*. À partir de 1999, j'ai fondé mon studio et depuis le monde me connaît surtout pour mon travail de DJ, ingénieur, beatmaker et réalisateur.

En tant que membre de la première heure des Cavaliers Noirs, on peut te considérer comme pionnier du rap engagé d'ici. On peut dire ça.

Et comment a-t-il évolué depuis 1998?

À part Cavaliers Noirs et Uni-T, je n'ai pas trop suivi. Ça toujours été ben marginal. Je sais que depuis environ 2006, il y a Ego Rip, Holymel et quelques autres... Mais je me suis plus impliqué dans la musique que dans l'activisme en tant que tel.

Tu as donc quitté un peu le bateau en t'éloignant de Cavaliers Noirs?

J'ai quitté le groupe pour des raisons personnelles, surtout parce que le studio me prenait tout mon temps... En fait, j'ai quitté tous mes groupes pour me concentrer sur le studio. Je tentais d'en vivre et j'ai réussi depuis 2000. Par contre, j'ai toujours continué de collaborer avec Cavaliers Noirs, Uni-T et d'autres groupes du genre... Samian, Cheak13... Entre autres.

Qu'est-ce qui te poussé aujourd'hui à te remettre le nez plus implicitement dans le rap politique?

Je te dirais que ça m'a rattrapé... De 2002 à 2011, j'ai dormi au gaz, trop concentré sur ma vie pour regarder par-dessus mon épaule. C'est clairement le climat au Québec qui m'a réveillé, avec les gaz de schiste comme élément déclencheur. Samian m'a bien sûr ouvert les yeux sur une autre réalité, mais les liens entre tout ça se sont fait assez récemment. Aujourd'hui, plus que jamais, je suis impliqué. Je dirais que dans la vie on ne peut éviter son destin.

Pourquoi les gaz de schiste particulièrement ?

Sûrement parce que jusque-là, j'étais très au-dessus de ce qui se tramait à l'international. Je voyais ce qui se tramait, oui, mais naïvement... Je croyais qu'encore au Québec, on était à l'abri du corporatisme sauvage. Je croyais encore en notre société de social-démocratie dans laquelle j'avais grandi... Mais les gaz de schiste sonnaient clairement comme le début de la fin. La mondialisation nous rattrape et je m'en suis aperçu. Donc, j'ai écouté mon cœur et j'ai décidé de me faire entendre. À ma façon, bien sûr; j'ai fait une vidéo-remix de la pub de WHOA, ça (re)commencé pas mal comme ça.

Ouais, je me souviens de ce remix. Je l'avais bien aimé. On peut l'écouter là : <http://bit.ly/gazdeshit>

C'est ce qui t'amène aujourd'hui à te concentrer sur une compilation nommée Printemps Érable, dis-m'en plus sur le projet.

Humblement, je vais t'avouer que comme bien du monde, le début du conflit m'a laissé indifférent. Ça doit bien faire 15 ans que je vais plus à l'école. Donc, c'est ben certain que ça me touchait pas. Par contre, c'est de voir Charest tenir tête aussi arrogamment qui m'a fait faire le lien entre le conflit étudiant et ce qui

s'en venait (gaz de schiste, Plan Nord, privatisation...). J'ai vite compris que si les étudiants (qui sont jeunes et vigoureux) n'arrivaient pas à se faire entendre, eh bien qui le pourrait?

Et que ça serait le début de la fin pour le citoyen ordinaire. J'ai donc décidé à ce moment-là de prendre position et de m'impliquer à ma façon en musique et en paroles. Si ça peut en inspirer d'autres à faire autant. Je suis bien conscient que le public visé, ce n'est pas des douchbags, donc l'impact sera relatif.

Y a-t-il un fil conducteur au projet quant aux sujets abordés ?

La ligne directrice a pris l'ampleur du conflit. Ce n'est plus que le conflit étudiant, c'est rendu un combat entre les corporations et leurs alliés contre les citoyens ordinaires qui ont à cœur les valeurs humaines basées sur le respect et non le profit sauvage.

On aurait pu aller bien plus loin dans les propos et les dénonciations mais étant donné que c'est une compilation avec plusieurs visions et positions, on s'en est tenu à l'essentiel; le conflit étudiant, le Plan Nord, la privatisation, le droit de manifester... En gros, des trucs qui vont de soi et qui ont déjà l'appui populaire à différents degrés.

Comment avez-vous décidé de partager/distribuer le projet et pourquoi?

On peut le télécharger sur Hiphopfranco.com. J'ai décidé de le faire via cette plate-forme pour avoir une plus grande visibilité mais aussi parce que le site démontrait comme moi une volonté à vouloir prendre position dans le conflit.

Donc, gratuitement. C'est un peu plus efficace pour faire passer un message quand c'est offert ainsi.

C'est ça. C'était clair que je n'allais pas amasser de l'argent sur le dos de la cause. Le tout est bénévole et telle est ma contribution au conflit. Normalement, je gagne ma vie à faire des albums.

Ton coup de cœur de la compilation?

Je ne peux répondre à ça parce que je ne suis pas objectif. Tout est à la hauteur selon moi. Je pourrais dire Carré Rouge, c'est la seule chanson que je connais vraiment pour l'avoir écoutée pour le plaisir et non pour le travail. Et c'est aussi celle qui a insisté le projet.

La chanson est-elle remixée?

Ça l'air. ;-)

Pour terminer, peux-tu me faire un petit résumé de qui on peut entendre sur le projet?

On a plusieurs représentants de différentes strates de la scène hip-hop. Des plus aux moins connus, je dirais que c'est un échantillon de rappeurs principalement de Montréal, mais aussi d'outre-mer. Des noms comme Dézuets d'Plingrés, Webster, Monk.e, Obia Le Chef, D-Track, Cheak13, Beeyoudee, Fili-graNn, Jeune Chilly Chill, etc.

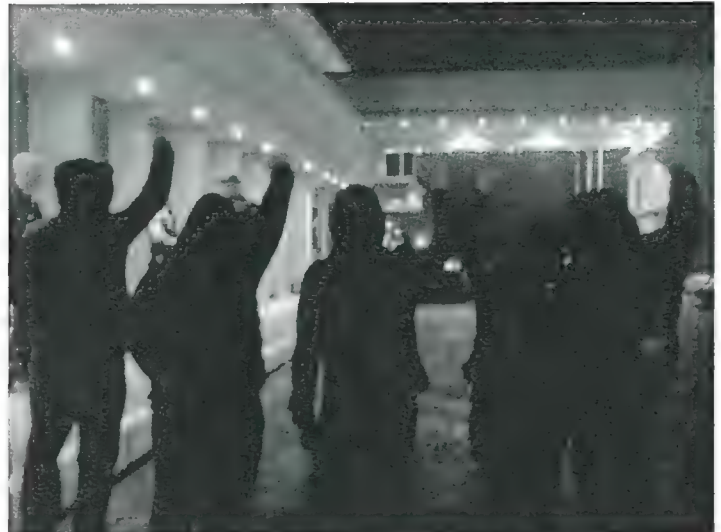
SPORTS DE COMBAT : UNE NÉCESSITÉ

En tant que militant d'extrême gauche, il arrive souvent qu'on ait à faire face à des situations conflictuelles violentes. Et ce, pas seulement contre ces prétendus néonazis, fachos, policiers ou autres vermines d'extrême droite. Effectivement, apprendre à se défendre, c'est pas juste pour les antifascistes. En étant militant, on défend des idées, qui font, en général, pas l'unanimité du tout. Ce faisant, on se fait aussi des ennemis. Et si on veut pouvoir continuer à défendre ces idées là, il ne faut pas se laisser intimider par n'importe lequel réactionnaire, scab ou droitier et encore moins par les fascistes ou les identitaires entraînés au combat. De là viens la nécessité de la pratique d'un sport de combat. Mais voilà la question qu'on se pose souvent : quelle discipline est la plus complète afin d'apprendre à se battre ?

Les arts martiaux, tant qu'à moi, c'est trop souvent axé sur le développement personnel et des réflexions philosophiques (mis à part certaines exceptions, pour ne pas vouloir dénigrer certains camarades). En plus, ça peut prendre des années à faire des répétitions de mouvements avant qu'on t'apprenne réellement à te battre. La boxe et le kick boxing, c'est déjà un très bon départ, mais les combinaisons et les stratégies restent pensé pour un combat qui se déroule à l'intérieur des règles du sport (pas de coup en bas de la ceinture, pas de combat au sol, pas de corps à corps ... etc). Hors, dans la rue, les règles, ça existe pas. Ensuite, les cours d'autodéfense, tant qu'à moi, c'est pas assez axé sur l'attaque : on apprend à se défendre convenablement, mais c'est toujours dans une optique de se défendre sans vraiment contre attaquer. On pourrait parler plus longtemps du Muay Thai (car c'est selon moi assez complet), mais je voulais plutôt parler du Mixed Martial Arts (MMA), qui possède un certain nombre d'avantages non négligeables.

Mixed Martial Arts, Ultimate Fighting, UFC, Combat Ultime, Free-fight, combat libre ... etc, sont autant de nom que l'on peut trouver pour cette « discipline » de sport de combat. C'est une discipline qui regroupe des techniques de plusieurs disciplines, on voit souvent lors des combats à la télé la spécialité de chaque combattant. En effet, au MMA, presque tous les coups sont permis. On peut donc y intégrer pratiquement n'importe quel style de combat. En fait, depuis les tous débuts, plusieurs coups ont été interdits parce que considérés trop dangereux, comme, par exemple, les coups de tête, les morsures et les coups aux parties génitales. Mais, l'éventail de technique à apprendre pour le combat libre est tout de même particulièrement large. Donc, avant d'entamer des cours de MMA, c'est plutôt pratique d'avoir une certaine base dans un autre sport de combat.

Bien qu'aillant plusieurs ancêtres, le MMA est officiellement apparu pour la première fois en 1993 au Colorado. Au départ, ces évènements avaient pour objectif d'opposer des combattants de toutes sortes de styles de combat différents afin d'établir le style le plus efficace. Au départ, on voyait des boxeurs affronter des pratiquants de judo ou de ju jitsu, par exemple. Mais on ne peut pas dire que l'une ou l'autre de ces disciplines soit meilleure car elles abordent des types de combat complètement différents.



Avec le temps, les participants aux tournois du UFC se virent forcés à s'entraîner à différentes disciplines afin de pouvoir faire face à des adversaires qui maîtrisent d'autres phases de combat. Ce qu'ils appelleront le « cross training ». Mais maintenant, on considère carrément le MMA comme une discipline à part entière. Sa spécificité, c'est d'aborder différentes phases d'un combat et les transitions entre chaque phase : le combat debout, le clinch et le combat au sol. Je sais que certains centres plus ou moins spécialisés en combat ultime offrent une inscription donnant accès à tous les cours donnés dans le centre (en général ju jitsu, boxe, kick boxing, muay thai et MMA). Ce qui est intéressant avec cette formule, c'est la possibilité de se perfectionner dans un style sans y être contraint.

Dans ce cadre, les cours de MMA restent tout de même les plus pertinents car certains aspects ou certaines techniques deviennent désuets lors d'un combat sans règle, dans la rue. Par exemple, certaines clés ou prises de soumission du ju jitsu qui laisserait la tête sans protection n'est pas très utile dans la rue, ou par le fait même au MMA. Le MMA laissera donc de côté ces techniques pour en favoriser d'autres. Le MMA pratiquera aussi certaines stratégies de combat que l'on ne trouvera nulle part. Le seul désavantage que je donnerais au MMA, c'est que, comme dit plutôt, on voit beaucoup de techniques différentes, c'est donc difficile de bien maîtriser les techniques de poings, par exemple, alors qu'on voit en même temps les pieds, le corps à corps, les takedown, les coudes, les soumissions... etc. C'est pour cette raison que c'est bien d'avoir accès à des cours de différentes disciplines.

Mais ce qui est encore mieux, c'est de se créer des clubs de combat, dans des squats ou des locaux autogérés, afin de s'entraîner entre nous sans ambiguïtés face aux raisons pour lesquelles nous nous entraînons : casser du facho.

Militants radicaux anarchistes, communistes, syndicaux, étudiants, ne vous laissez pas intimider par ces droitistes puants ! La victoire est à nous !
Reds have more fun !

TOURNER LE DOS AU SPORT PROFESSIONNEL AU NOM DE L'ANTICAPITALISME



Javi Poves vient de renoncer à une carrière de footballeur. Il n'est pas le premier à tourner le dos au sport professionnel, mais il est sûrement un des premiers à le faire au nom de l'anticapitalisme.

Javi Poves, 24 ans, venait tout juste d'intégrer le club Real Sporting de Gijón en Espagne lorsqu'il a annoncé le 9 août 2011 sa décision de quitter le football professionnel. Avant d'intégrer cette équipe évoluant en première division espagnole, la liga, Paves avait joué deux ans en réserve avec la Rayo Vallecano de seconde division B. Paves, qui ne comptait qu'un match en liga durant la dernière saison à annoncer la rupture unilatérale de son contrat justifier par sa haine du mercantilisme auquel il associe le football professionnel.

Il s'était déjà fait remarquer en refusant une voiture offerte par un commanditaire du club en prétextant que sa Smart lui suffisait amplement. Tout comme il avait en juin refusé le versement de son salaire afin d'éviter toute spéculation, geste qui légalement correspond à une rupture de contrat.

Ce qui surprend un peu, mais qui nous fait sourire, ce sont les justifications évoquées pour son départ. Même s'il tient à préciser que c'est le club qui l'a licencié pour faute de compétitivité.

Il a en effet déclaré « Quand j'étais plus jeune, je jouais pour

l'amour du jeu, mais plus tu connais le football, plus tu te rends compte que tout n'est qu'argent, que c'est pourri, et tu perds un peu tes illusions, le football professionnel n'est qu'une affaire d'argent et de corruption. C'est du capitalisme, et le capitalisme c'est la mort.

Ce que je sais, c'est que je ne veux pas vivre prostitué comme 99 % des gens. Je ne veux pas être dans un système qui se base sur les profits qui se font sur la mort d'autres personnes en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie. »

Il en rajoute davantage lorsqu'il se met à discuter du mouvement des indignés. Il précise que « C'est un mouvement créé intentionnellement par les médias pour canaliser ce mal-être social et pour que cette étincelle ne devienne pas dangereuse et in-

contrôlable pour le système.

C'est un nouveau visage pour le système capitaliste, mais pas un changement radical. A quoi ça va servir de gagner 1 000 euros plutôt que 800 ? Ce qu'il faut faire c'est aller dans les banques et les brûler, coupé des têtes. Cette partie du monde est responsable du malheur des autres »

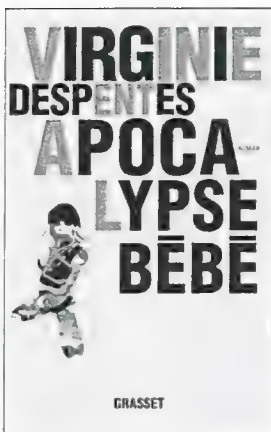
Bien que ce genre de déclaration puisse nous réjouir, il ne faut pas non plus perdre notre esprit critique puis qu'à une question concernant son allégeance politique il déclare « Le problème est que soit tu fais partie de la droite, soit tu fais partie de la gauche. Je ne suis rien de cela. Je suis contre tout cela. » Il ne faut pas oublier non plus que bien qu'il a été aperçu lisant le Capital lors des pauses à l'entraînement, il a aussi été vu lisant Mein Kampf.

S'il avait voulu Javi Poves aurait bien pu décider de retourner jouer en seconde division, mais il a plutôt décidé de partir découvrir le vrai monde afin de « relier la pauvreté extrême au déchet et au luxe du football médiatique » à l'aide du documentaire et de continuer à lire davantage et de s'informer plus. En espérant que ça l'aidera à prendre de bonne décision et de pencher du bon côté.

xrednicx

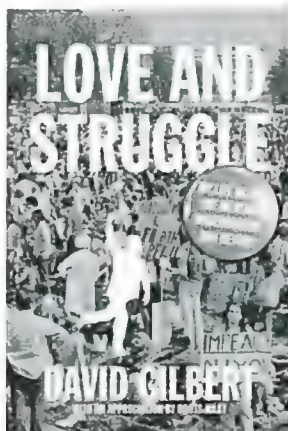
Apocalypse bébé
De Virginie Despentes
2010

L'auteur de king Kong théorie et de Baise-moi nous reviens ici avec un roman policier sur fond de politique, d'enlèvement et de disparitions. Les personnages sont bien développés et représentent bien la société. Histoire qui se passe entre Paris et Barcelone. Lucie, détective privée un peu mal baisée, fait équipe avec une spécialiste, La Hyène, lesbienne affirmée qui a peu de retenu. Elles sont à la recherche de la jeune Valentine qui a disparue... Je recommande. Très bon polar qui vous garde dans l'histoire jusqu'à la fin. Fait assez drôle, le RASH est cité in this marvelous book.
RedHobbit



David Gilbert. Love and Struggle, My Life in SDS, the Weather Underground and Beyond.
PM Press, 2012. 336 pages

David Gilbert nous présente ici sa bibliographie de façon critique et honnête dans laquelle il réfléchit sur ses actions passées, qu'elles soient bonnes ou mauvaises, en les analysant dans une perspective militante afin que son expérience puisse servir afin que la lutte pour un monde meilleur continue.



Gilbert a combattu toute sa vie pour la révolution socialiste à l'intérieur de la plus grande puissance impérialiste et nous pouvons affirmer, sans aucun doute, qu'il a donné sa vie pour cette cause. Dans les années 60 il s'est opposé à l'intervention états-unienne au Vietnam et a milité pour la Students for a Democratic Society. Dans les années 70, il est membre de Weather Underground Organization, organisation clandestine prônant la lutte armée aux États-Unis et responsable d'une centaine d'actions, dont l'attaque à l'explosif du Capitole et du Pentagone. Lorsque le WUO se dissout à la fin des années 70, il décide de continuer la lutte en collaborant, en tant que combattant allié anti-impérialiste, aux actions de la Black Liberation Army.

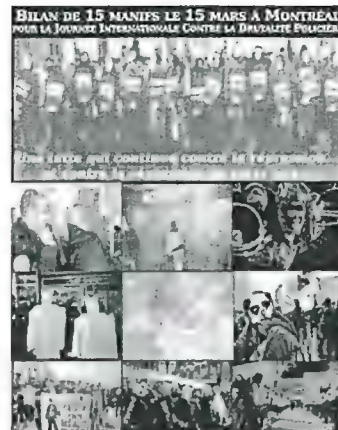
C'est lors d'une expropriation qui tourne mal en 1981 qu'il s'est fait arrêter. Il est depuis ce temps derrière les barreaux où il a mis sur pieds un programme d'éducation au VIH/sida pour les détenus tout en continuant d'écrire des essais et de publier des livres. L'impressionnante vie de Gilbert nous rappelle que de seulement prendre position et de manifester ne suffit pas pour abattre le système capitaliste, mais qu'il faut aussi agir et être actif dans ce combat, ce qui implique nécessairement de prendre des risques calculés.

xrednicx

Bilan de 15 manifs le 15 mars à Montréal pour la Journée Internationale Contre la Brutalité Policière, une lutte qui continue contre la répression... et contre la répression de cette lutte.

COBP, 2012. 38 pages

Suite au tabassage de deux jeunes le collectif suisse Black Flag ainsi que le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP) lancèrent la Journée Internationale Contre la Brutalité Policière le 15 mars 1997. Depuis cette date, le 15 mars est devenu un rendez-vous annuel incontournable pour ceux et celles qui veulent dénoncer l'impunité policière ou exprimer leur juste colère face aux forces policières protectrices du système capitaliste. Dans cette brochure, le COBP analyse brièvement chacune des manifestations organisées à Montréal en portant attention aux caractéristiques de la foule, les causes défendues, le trajet emprunté, les événements marquants, les arrestations et les procédures judiciaires ainsi que les répercussions de la manif. Peut importe ce que vous pensez du 15 mars, force est de constater, en cette année où plus de 5000 personnes se sont déplacées pour l'occasion, comme le collectif le précise dans sa conclusion, que cette manif « continuera d'être un pôle central dans la lutte contre ces injustices et le système qui les commet et s'en lave les mains, un rassemblement de toutes les personnes qui sont tannées par l'impunité et les abus policiers quotidiens et qui osent défier les autorités pour clamer haut et fort ce que beaucoup pensent tout bas : il ne peut y avoir de véritable paix sans justice. »
xrednicx



À Bloc ! #1 (Mai 2011)

« Fanzine remonté », c'est ainsi que se définit le nouveau fanzine français À Bloc !. Ce zine a été créé par une partie de l'équipe de Barricata, auparavant édité par le RASH Paris-Banlieue. Bien que ses éditeurs ne se réclament pas de l'étiquette RASH, À Bloc ! demeure très politisé et axé sur les idées libertaires tout en étant un tantinet plus artistique. On y retrouve notamment des articles sur l'extrême-gauche allemande et sur des luttes sociales à Buenos Aires ainsi qu'à Rome. On a également droit à des entrevues avec les copropriétaires d'une boulangerie autogérée parisienne, avec l'auteur d'un livre sur les intellectuels nazis et avec graffeur politisé. Finalement, que serait un fanzine de contre-culture sans des entrevues avec des groupes musicaux, c'est ainsi qu'on retrouve des interviews avec Bobby 6 Killers (Reggae), Loran des Bérus, Schultz de Parabellum et même avec Vulgaires Machins (?). Le tout est entrecoupé de nouvelles littéraires, d'illustrations et de chroniques qui devraient se répéter dans les éditions à venir. Je vais tenter de suivre l'édition de ce nouveau zine avec attention...

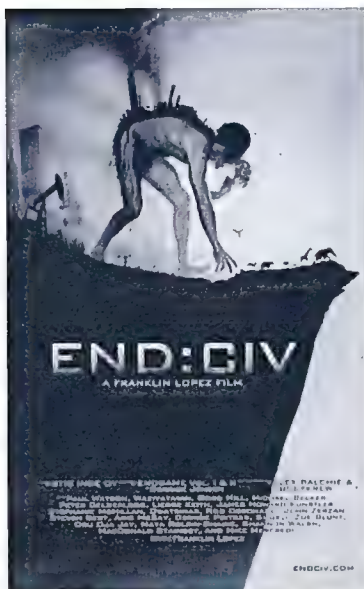


END : CIV, Resist or Die.
Franklin Lopez, 75 min.
2011.
<http://endciv.com>

Si vous n'avez qu'un documentaire à voir cette année, choisissez celui de Franklin Lopez. De plus, vous n'avez aucune excuse puisqu'il est aussi disponible gratuitement sur son site. Dans ce film, il est question de la destruction de la Terre et des moyens utilisés pour en arriver à la fin de la civilisation, solution qui devrait mettre fin à cet écocide.

Lopez a monté son film de façon à ce qu'en conclusion nous nous questionnions sur notre propre seuil de tolérance qui nous permettrait de réagir face à l'état actuel de la planète. Questionnement qui s'exprime à la fin du documentaire de la façon suivante : « Si les Nazis ou d'autres fascistes prenaient le pouvoir en Amérique du Nord, que ferions-nous? Que ferions-nous s'ils implantaient le fascisme selon Mussolini : « Il serait plus adéquat de dire corporatisme que fascisme, puisqu'il s'agit en fait d'une fusion du pouvoir étatique et du pouvoir corporatif ». Et si ce pays occupé se donnait le nom de démocratie, mais que la plupart des gens percevaient la farce électorale pour ce qu'elle est, si les citoyens n'avaient le choix qu'entre différentes factions d'un Parti fasciste unique (ou corporatiste, selon Mussolini). Et si les activités anti-gouvernementales étaient écrasées par des militaires d'élite et une police secrète? Seriez-vous prêts à vous battre? S'il existait déjà un mouvement de résistance, le rejoindriez-vous? Résisteriez-vous si les fascistes irradiaient la campagne, empoisonnaient les vivres, rendaient les rivières impropres à la baignade et tellement sales que vous ne songeriez même plus à boire de l'eau? Si les fascistes entamaient une déforestation systématique du continent, rejoindriez-vous une armée de résistance clandestine, en prenant le maquis, pour ensuite attaquer les conseils d'administration et les corridors du Reichstag afin d'en déloger les occupants et, surtout, attaquer ceux qui leur donnent les ordres? Quel est votre seuil de tolérance. Indiquez-moi le point exact où vous vous décidez enfin à vous défendre. Et si vous ne pouvez ou n'osez pas définir ce seuil... demandez-vous pourquoi. »

En plus d'images chocs d'apocalypse écologique, d'anéantissement de la nature et de massacres d'animaux ainsi que de révoltes et de résistance aussi impressionnante que convaincante nous avons droit à des commentaires de diverses personnes reliées à l'anarchisme vert, à l'écologisme radical ainsi qu'aux nations autochtones telles que John Zerzan, Stephanie McMillan, Gord Hill, Michael Becker et Paul Watson. **END : CIV** s'inspire de quatre prémisses tirées du livre *Endgame* de Derrick Jensen. En fait, Jensen lui-même fait la narration du documentaire qui sert efficacement ses thèses anarcho-primitivistes anti-civilisationnelles.



La première prémisses abordée est celle que la civilisation n'est pas et ne pourra jamais être durable. Qu'il est plus qu'évident que n'importe quel mode de vie fondé sur l'utilisation de ressources non renouvelables ne peut durer indéfiniment. La deuxième consiste en ce que les communautés traditionnelles ne cèdent ni ne vendent volontairement les ressources dont elles dépendent, à moins que ces communautés ne soient détruites. Qu'elles ne consentent pas non plus à ce que leur territoire soit endommagé pour permettre l'extraction d'autres ressources comme l'or et le pétrole. Il s'ensuit que ceux qui veulent ces ressources vont faire tout leur possible pour détruire ces communautés traditionnelles. La troisième nous explique que notre mode de vie, la civilisation industrielle, est fondé sur une violence continue et généralisée et que celle-ci s'effondrerait très rapidement sans cette violence. La dernière prémisses abordée précise que la culture dans son ensemble, ainsi que la plupart de ses membres, est insensée puisqu'elle est guidée par une pulsion de mort, une pulsion de destruction du vivant. Ainsi si nous voulons sérieusement sauver la vie sur Terre, nous devons commencer à résister et à riposter par tous les moyens nécessaires puisque la culture de la civilisation industrielle doit être considérée comme une culture d'occupation.

Bien que je sois sensible aux propos écologiques radicaux, et face à la dégradation évidente de notre planète quel être sensé ne le serait pas, tout en appuyant l'emphase mise sur l'importance de lutter contre les exploiters, je ne peux me résoudre à adopter leur conclusion primitiviste. Je reste convaincu que le problème se trouve tout d'abord au niveau de l'infrastructure économique qu'est le mode de production capitaliste et non pas uniquement sur le plan de la superstructure où se retrouve la culture, représentée ici par tout ce qu'englobe le concept de civilisation industrielle occidentale. Ainsi, bien que je partage plusieurs des questionnements sur notre civilisation basée sur le capitalisme et son appropriation privée des moyens de production, je ne considère pas que la fin de la civilisation humaine soit la solution pour mettre fin à l'exploitation et à la domination de l'Homme sur l'Homme et de l'Homme sur la Nature. Je reste persuadé que les avancées technologiques et scientifiques peuvent nous servir à faire un bon en-avant vers quelque chose de viable et durable pour nous, les animaux et les écosystèmes de cette planète. Tout comme je ne crois pas non plus qu'un retour à l'état du communisme primitif, la façon dont vivaient les communautés autochtones, ne soit réalisable ni souhaitable. Je crois fermement que la socialisation des moyens de production reste la solution, puisqu'ainsi nous pourrions choisir collectivement et démocratiquement ce qui est le mieux pour nous, en tant qu'individus, mais aussi en tant qu'espèce dans l'optique que ses choix ne mettront évidemment pas en péril les animaux et la Terre.

Ce que je reproche principalement aux anarcho-primitivistes c'est que de par leur position primitiviste anti-civilisation ils ne veulent pas vraiment utiliser une perspective ou une analyse politique révolutionnaire pour améliorer la société. De toute façon pourquoi en auraient-ils? Puisqu'ils sont pour la chute de la civilisation ils n'ont pas à avoir de plan ou d'idée préétablie pour structurer l'après capitalisme. Ils ne cherchent donc pas à créer



des organisations pour prendre l'État et le remettre à la collectivité, processus qui favoriserait l'abolition de celui-ci mettant ainsi un terme à l'exploitation de l'Homme par l'Homme et de l'Homme sur la Nature, mais sans effondrement de la civilisation.

Reste que je crois que les thèses de Jensen abordé dans ce film nécessitent d'être étudiées de plus près. En effet, elles poussent à réfléchir et ça, ça ne peut être que positif. END : CIV est d'une importance primordiale, car il peut servir d'électrochocs pour ceux qui s'enferment encore dans le confort de l'indifférence puisqu'il a le mérite de conscientiser sur l'état dans lequel se trouve la planète. Plus encore, comme la résistance et l'action directe ont une importance capitale dans les positions anarcho-primitivistes anti-civilisationnelles, ce documentaire se trouve être un bon motivateur sur la nécessité de lutter par tous les moyens possibles et nécessaire afin de sauver la Terre d'une minorité de profiteurs exploiters. S'il y a une chose à retenir, c'est celle-ci : il faut agir. Maintenant, il ne nous reste qu'à passer à l'action.

xrednicx

ZIPPO De Mathieu Blais Et Joël Casséus 2010

Roman de fiction quelque peu apocalyptique pas facile à résumer. On ne parle pas de zombie ici mais plutôt du nettoyage du quartier des pornoputes, des corps déchiqueter dans les camions à déchets, du sentiment d'abdication et des décisions de la ZIPPO prisent derrière les rideaux tout comme au sommet des Amériques en 2001. Tout ce que je peux dire c'est que j'ai adoré. Style d'écriture non conforme. Les 2 montréalais innovent.

Time Hard

Working, une adaptation graphique Texte de Stud Terkel Sous la direction de Paul Buhle - 2010

Adaptation en bande dessinée de 28 interviews issues du livre original de Stud Terkel Working premièrement sortie en 1974. Stud Terkel est un des pionniers de l'histoire orale des États-Unis. On reprend ici 28 de ces interviews qu'on transforme en B.D. Les interviews ont été faits avec des travailleurs et travailleuses qui représentent 28 métiers. Ils nous entretiennent sur leurs expériences de travail, leur vie, leurs opinions. Remplit d'émotions et de belles histoires pour la plupart tristes. Très belle bande dessinée.

Time Hard

Mathieu Blais et Joël Casséus

ZIPPO



La Bombe De l'inutilité des bombardements aériens

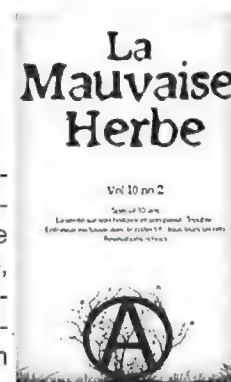
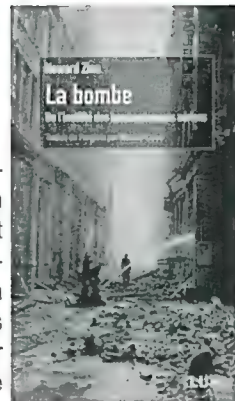
Howard Zinn
Lux Éditeur, 2011

Ce livre comprend 2 cours texte de Howard Zinn dont un sur Hiroshima et un autre sur ça propre expérience pendant la 2ème guerre mondiale sur le bombardement de la ville de Royan au sud de la France auquel il a lui-même participé. Ces textes nous racontent son insouciance par rapport à de tel bombardement, même qu'il était heureux du bombardement atomique d'Hiroshima car il mettait fin à la guerre mais qu'ensuite il prit conscience des conséquences qui ont fait de lui un farouche opposant à la politique militaire américaine. Vraiment 2 bons textes. Des images assez crues d'Hiroshima. On apprend beaucoup sur l'inutilité d'un tel bombardement, le Japon étant à cette époque en pourparler de reddition.

Time Hard

La Mauvaise Herbe, vol 10, no.2. 48 pages <http://anarchieverte.ch40s.net/partenaires/la-mauvaise-herbe/>

En tant que vegan straight edge communiste vous vous doutez bien que j'ai souvent des grincements de dents à la lecture du fanzine la Mauvaise Herbe. Par contre, je ne peux que constater que, comme plusieurs militants d'extrême gauche mont-réalais, j'ai une certaine relation amour-haine avec ce fanzine.

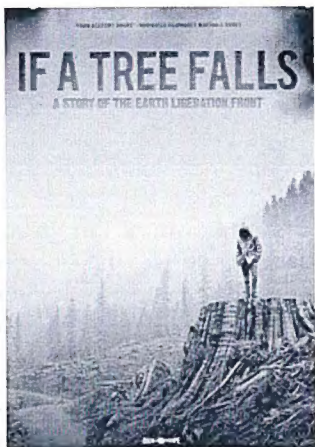


Évidemment, je suis plutôt en désaccord avec leur anarcho-primitiviste anti-civilisationnel réfractaire à l'organisation, mais j'apprécie bien leur aspect pro-action directe relié à leur côté insurrectionnel tout autant que leur écologisme radical. Oui, mon étoile à moi est rouge et verte. De plus, je peux affirmer que ce zine ne m'a jamais laissé indifférent. Il m'a bien souvent fait enrager, mais il ne m'a jamais laissé indifférent. Même que je l'avoue humblement, son contenu m'a souvent obligé à penser, réfléchir et m'interroger sur mes propres idées socio-politiques et ça, c'est très important et je l'apprécie fortement.

Pour ce numéro spécial 10 ans (déjà 10 ans et oui nous vieillissons tous) nous retrouvons, entre autres, une petite chronologie de l'histoire de Mauvaise Herbe. Il y a aussi un long texte personnel sur la peur de perdre nos privilèges et surtout, de comment surmonter cette peur intimement liée à la pacification sociale qui nous empêche de lutter efficacement contre l'État capitaliste. Puis, il y a un écrit solidement appuyé sur l'anarchisme et la littérature érotique qui traite « de la place des représentations sexuelles littéraires dans la pratique d'une philosophie politique axée sur la liberté collective et la lutte contre l'autorité ». Je ne peux que vous encourager fortement à lire ce fanzine disponible gratuitement en ligne sur leur site internet jusqu'au moment où votre ordinateur cessera de fonctionner, car la civilisation se sera effondrée.

xrednicx

If A Tree Falls : A Story of the Earth Liberation Front. Marshall Curry. 2011. 85 min.
<http://www.ifatreefallsfilm.com>



Ce documentaire relate les actions de la première cellule américaine de l'Earth Liberation Front (ELF). Pour introduire le sujet, le réalisateur Marshall Curry, suit les derniers moments de liberté de l'un de ses membres, Daniel McGowan, avant son incarcération en 2007. Ce procédé lui permet de dresser un portrait très objectif de l'histoire des premiers militants nord-américains de L'ELF. Tout en abordant par le fait même le débat qui entoure l'utilisation de l'action directe et du sabotage pour faire avancer une cause politique, ici la défense sans compromis de la Terre. En effet, pour un grand nombre de personnes, en particulier pour les protecteurs de l'ordre établi, ces actions sont assimilables à du terrorisme. La question est de savoir si nous pouvons vraiment parler de terrorisme pour les actions de l'ELF puisqu'ils prennent toutes les précautions afin que personne ne soit blessé, tout en essayant évidemment de causer le plus de dommage économique possible?

Cette cellule de l'ELF, originaire d'Eugene en Oregon, active de 1995 à 2001 a été particulièrement efficace. Elle serait responsable de près d'une vingtaine d'actions d'écotage (eco-sabotage, action directe de sabotage servant l'écologisme radical) dans cinq États ayant causé environ 40 millions de dollars de dommages. Les actions allaient de la simple colle mise dans les serrures d'un restaurant McDonald à l'incendie d'un entreprise responsable de coupes à blanc ou d'un laboratoire faisant de la recherche sur la modification génétique des plantes en passant par la destruction de véhicules utilitaires sport.

C'est l'arrestation de Jacob Ferguson, un militant environnementaliste toxicomane bien connu de leur service, qui permit aux policiers de rechercher et d'arrêter la plupart des 19 autres membres de cette cellule de l'ELF. Les policiers utilisèrent le problème de toxicomanie de Ferguson pour faire pression sur lui. Ce qui fonctionna à merveille, puisque celui-ci se mit rapidement à parler, à tout raconter et par le fait même à dénoncer tous ses anciens camarades. Une occasion inespérée pour les forces policières. C'est ainsi que, sous supervision policière, Ferguson muni d'un micro partit à la rencontre de ses anciens camarades avec l'objectif de les faire parler pour pouvoir les incriminer. L'arrestation de ces membres de l'ELF a été possible uniquement parce que Ferguson a coopéré avec les policiers. Les enquêteurs et les représentants du gouvernement ont même avoué à plusieurs reprises que sans ce délateur, aucune arrestation n'aurait pu être possible. En échange de son entière collaboration, bien qu'ayant participé à la plupart des actions, il ne reçut aucune peine de prison. Par contre, depuis juin 2011, il est emprisonné pour 5 ans en raison de production, possession et distribution d'héroïne.

Afin d'avoir un dossier solide et des accusations hors de tout doute, les policiers et les responsables juridiques du gouvernement utilisèrent jusqu'au bout les procédés de manipulation et de délation. Ils offrirent donc à tous les accusés le choix entre

coopérer avec eux afin de dénoncer leurs anciens camarades ou d'aller en procès et prendre le risque de faire face à une sentence de prison à vie. Sur l'ensemble des accusés, il n'y a que Daniel McGowan, Jonathan Paul, Joyanna Zacher et Nathan Block qui refusèrent d'incriminer et de dénoncer qui que ce soit. Cependant, comme nous l'apprenons dans le documentaire, McGowan a dû plaider coupable et admettre son rôle dans deux actions commises en 2001 afin d'éviter la prison à vie. Ce qui lui a valu de recevoir le 4 juin 2007 une sentence de 7 ans de prison pour les accusations d'incendies ayant causé la destruction de propriétés et de participation à un complot terroriste.

Pour illustrer cette saga, le réalisateur prend bien soin de montrer les deux aspects de l'histoire en donnant la parole autant aux gens de l'ELF, aux policiers qu'aux entrepreneurs victimes des incendies. Ce qui a l'avantage d'humaniser McGowan, amoindissant le portrait de dangereux écoterroriste déconnecté de la réalité véhiculée par l'État et les médias corporatistes. Par contre, cela a malheureusement l'inconvénient de reconforter la perception de la population sur l'impartialité du travail policier et de la justice, puisque les agents sont aussi montrés sur un jour favorable. En effet, comme ils le laissent entendre dans le documentaire, ils ne feraient que résoudre les crimes et combattre ceux qui les commettent et non la motivation politique de ceux qui ont décidé de défier la loi. Peu être que ces enquêteurs en sont convaincus, mais les sentences exemplaires et les accusations de terrorisme ainsi que les moyens entrepris pour faire arrêter les membres de l'ELF, alors qu'il n'y a eu que destruction de propriété et qu'aucune vie n'a été mise en danger prouvent que la machine étatique capitaliste, qu'ils servent si bien, prend très au sérieux les motivations politiques de l'ELF. La justice américaine reste une justice de classe au service de la bourgeoisie, cette minorité qui exploite et détruit autant l'Homme, les animaux que la Terre. Pour cette raison, tous les membres de l'ELF emprisonnés doivent être considérés comme des prisonniers politiques. De plus, ceux qui n'ont pas dénoncé leurs anciens camarades méritent notre soutien indéfectible puisqu'ils sont de notre côté de la barricade.

<http://www.supportdaniel.org>

<http://www.ecoprisoners.org>

<http://earthfirstnews.wordpress.com/informant-tracking/>

xrednicx

L'attaque (Mai 2011)

Meow Pow Now

L'attaque est plutôt difficile à décrire. C'est un fanzine anarchiste et artistique dans lequel on retrouve à la fois des poèmes, des nouvelles littéraires, des entrevues, des illustrations de qualité des bandes dessinées et même des recettes de cuisine, le tout bien ancré dans un esprit Do It Yourself. Ce zine est édité par Meow Pow Now, un collectif de production et de diffusion artistique anarchiste de Montréal. J'ai particulièrement apprécié l'entrevue avec Shaun et Costa du Sound Central ou l'article de dénonciation de la publicité sauvage sur les Bixi. J'y ai découvert quelques groupes aux influences punk grâce aux critiques d'album et j'ai bien aimé les petites citations entourées d'illustration les représentants qui sont disséminées un peu partout dans le zine. Je vous conseille de jeter un coup d'oeil aux prochaines éditions de L'attaque, qui vaut quand même plus que l'étiquette de « lecture de toilette » qu'elle se donne sur la page couverture.

Kingdom. Threads. Dead Truth Recording.

Kingdom ne me déçoit jamais, un excellent Hardcore appuyé par des textes personnels politiques. Pour ce 7" nous avons droit à quatre chansons, ce qui est malheureusement trop court, dont une sur une femme victime de viol qui transforme sa douleur en rage pour contre-attaquer. Sujet sensible qui avait déjà été abordé par Davin dans The Rage That Guides lorsqu'elle évoquait son agression. Un autre texte concerne la brutalité policière. Un ACAB bien placé fait toujours du bien à entendre. Dernièrement, je lisais une entrevue où la chanteuse se faisait demander quelle était la principale différence entre un groupe avec un homme qui chante et un où c'est une femme. Elle répondait spontanément qu'un groupe composé uniquement d'homme ne se fait jamais poser ce genre de question. J'adore. Feminist Political Vegan Straight Edge. Vlan dans tes dents.

xrednicx

Last Excuse Demo 2011-12-20

Côté scène local Last Excuse est un de mes meilleurs groupes. Petit démo cassette de 4 chansons qui rentrent dedans. Vocal Féminin, chose assez rare dans le hardcore. En fait le groupe est composé exclusivement de filles. L'enregistrement est très énergique. Côté musique c'est assez lent mais ça buche, genre hardcore oldschool. Bonne parole dont « Inhumane » qui aborde la cruauté envers les animaux. Temps Dur

Frank Turner, England Keep my Bones. Epitaph Records

Bien que moins folk et un peu plus brit pop, le dernier disque de Turner reste un incontournable pour tous punk rocker dans l'âme, et non plus dans l'attirail vestimentaire, qui se sent happé de plein fouet par la tourmente des obligations, des questionnements et de la prise de conscience qu'apporte la maturité. Malgré quelques chansons un peu faibles, cet album fait partie de la trame sonore qui accompagne la vie, qui fait tranquillement son chemin, avec ses petites joies qui nous réconfortent et ses petites misères qui nous affligent. Je n'arrive pas en m'enlever de la tête les paroles d'Eulogy, la courte chanson qui introduit l'album, « ... Well I haven't always been a perfect person, And I haven't done what mom and dad had dream, But on the day I die, I'll say, at least I fucking tried, That's the only eulogy I need, ... »

xrednicx

THE RASH UNITED ARMY Vol.3

Voici la 3e compilation du RASH utd. Elle saura vous plaire ou vous déplaire avec ses 25 chansons très "ruff" au son crados, certaines tounes semblent enregistrés dans un fond de garage! Cette compilation nous fait voyager à travers le monde de l'Espagne à la Russie en passant par la France. Je le conseille à tous les fans de oi brut qui veulent découvrir des groupes outre-mer.



Between Earth & Sky. Of Roots and Wings. Refuse Records

Puisqu'il est formé d'anciens membres de Trial, Walls of Jericho, Strain, By a Thread et Catharsis BE&S est un groupe incontournable. J'avais été un peu déçu par leur chanson sur la compilation Power of Ten Volume 2, car le souvenir de Trial était encore trop marqué dans ma mémoire. Puis j'avais été intrigué par celle se retrouvant sur la compilation double 7" accompagnant le dernier zine At Both Ends. Cette fois-ci les six chansons que nous retrouvons sur cet album me plaisent bien. Musicalement, il s'agit de Hardcore, mais avec une touche de maturité progressive intéressante et du côté des textes, nous avons toujours droit à des paroles personnelles au service du politique. Au final, l'ensemble sort des sentiers battus du Hardcore générique et est loin de déplaire.

xrednicx

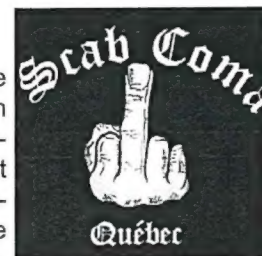
OverPower Hogtown Skins

(Indépendant) On l'attendait depuis longtemps, ce premier album du groupe montréalais/torontois OverPower. Vous ne serez pas déçu-e-s si, comme moi, vous avez pu voir le groupe à quelques reprises en concert. En effet, que l'on pense aux désormais classiques The Crew et Hogtown Skinheads en passant par le cover qu'ils font de Work Together de The Oppressed, le groupe offre une performance à l'image de celle en concert : agressive et énergique. OverPower a ainsi enregistré 7 chansons pour ce EP dont Montreal, un beau clin d'oeil à notre ville. Bref je vous conseille fortement de vous procurer cet album si vous appréciez la Oi! bien agressive!



Scab Coma Démo 2011

(Indépendant) Premier démo pour ce nouveau groupe Oi! de Québec au nom évocateur. Le groupe nous offre 3 chansons : Vengeance, 1984 et Vulnérant Omnes Ultima Necat. On peut seulement espérer que ce groupe continue le plus longtemps possible et sorte éventuellement un véritable album. En entendant, vous pourrez trouver leur Démo 2011, en vente sur les tables du RASH Montréal...



Poison Planet. Boycott Everyting. Refuse Records

En ce qui me concerne, PxP se retrouve dans le peloton de tête de la nouvelle vague des groupes vegan straight edge politique. Encore une autre production punk hardcore agressive et enragée influencée par ce qui pouvait se faire à Boston dans les années 80. Le tout appuyé par des textes et paroles politiques pamphlétaires solides. Comme son nom l'indique, ils nous incitent par ce 5 titres très rapides à ne pas encourager ce en quoi nous ne croyons pas et nous nous opposons et surtout à être actif dans ce combat contre ce système écocidaire pour qui toute forme de vie n'est qu'une marchandise, qui se vend et s'achète.

xrednicx



Enforcers, End of Time, Lifers Records / A389 Recording.

www.facebook.com/LifersRecords

Enforcers est à mon avis un des meilleurs groupes Hardcore montréalais. En fait, c'est en raison de groupes comme celui-là si j'écoute encore ce genre de musique et que je vais encore voir des concerts de ce type. Enforcers c'est du Hardcore lent, puissant, brutal, intense qui ne renie pas son influence métal avec des paroles hargneuses, un brin dépressives et déprimantes, mais qui donne le goût de continuer d'avancer malgré les tracas de la vie, même si c'est pour terminer dans un mur de brique. Je ne peux chasser la référence de Judge que j'ai en tête. Judge, mais pas straight edge ou plutôt un Judge ex straight edge ex. Même s'ils n'ont plus rien à prouver, les mecs d'Enforcers continuent de m'impressionner et le fait de croiser la plupart d'entre eux dans la scène Hardcore depuis plus de 15 ans ne fait que renforcer leur crédibilité. Les seuls éléments négatifs de l'album sont sa courte durée, 21 petites minutes, ainsi que les bruits de vents diaboliques à la Strife "In This Defiance" que nous retrouvons entre quelques chansons.

xrednicx

Revenge of the Mormon -Dirty Music for Greasy loser

Petit EP de trois chansons disponibles en téléchargement gratuit sur portuguese-foodbank.blogspot.com. Bring Some More, Burn Down the Parliament et Pressure c'est de la bonne musique pour un groupe produit par le Portuguese Food Band Record qui se décrit lui-même comme un «fake rock/punk/whatever record label that doesn't make any money from Thunder Bay, ON, Canada. we use this blog to bring you our music at no cost to us or yourself. new music is published as it is completed.» Je ne suis pas le plus grand fan de l'album Revenge of the Mormon, mais il faut reconnaître que les gars ont du talent. Leurs deux premières chansons se rapprochent un peu d'un Minor Threat avec alcool tandis que la troisième est un peu plus proche de ce qu'on entend comme Punk aux Maniks Monday. Un bon son, assez attrapeur, mais ce n'est pas cette année encore que ThunderBay nous introduira à la prochaine légende du punk-rock.

Stakhanov

The Class Assassins -Treason

Lorsqu'ils m'ont contacté pour que je leur book un show à Montréal je ne les connaissais que de nom. Il faut dire que leur dernier concert sur l'île remonte à plus de 10ans déjà. Il y a dix ans je venais de découvrir Green Day alors vous imaginez bien que le petit joyau de Rebel Time et Insurgence Record ait dû attendre quelques années encore avant d'honorer de sa présence ma modeste collection de musique. Cet honneur il c'est justement faite avec leur dernière sortie : Un petit 7"intitulé Treason avec les morceaux Treason et Start Again. Class Assassins, pour ceux qui ne connaissent pas c'est du punk-rock à l'état pur. Quelque part entre un Sex Pistols moderne et Rancid. Les deux morceaux qu'ils nous présentent ici ne font pas exception au punk engagé auquel ils ont habitué leurs fans et ce complètent à merveille. Tandis que Treason est plus lourde, plus chargée



d'émotions, Start Again nous balance un rock rapide et accrocheur aux paroles pleines d'espoir qui nous rappelle quoiqu'il arrive, nos convictions sont inébranlables et incorruptibles. Deux morceaux c'est peut-être un peu court pour nous faire patienter jusqu'à leur prochaine venue à Montréal, mais c'est deux morceaux qui sauront capter l'oreille des mélomanes en tout genre. Stakhanov

RASH Revolt from Russia

RASH Revolt from Russia est un split de 18 morceaux entre trois groupes Oi! 100% antiraciste, 100% Redskinheads et bien entendu 100% russe. L'album s'ouvre avec les morceaux de RedCard, groupe aux Oi! teinté de ska, originaire de la ville d'Ishevsk. Formé en 2006 ils ne sont peut-être pas encore des plus connus de notre côté de l'Atlantique, mais vous avez sans doute tous déjà entendu All Together ou bien leur reprise des Opressed, Sleeping with the Enemy. Vient ensuite Brigadir de Saint-Petersbourg, avec leur Oi! sans compromis, qui en plus de leurs pièces originales (Red and Anarchoskins; March of the Anarchists; Yuppie Scum; etc.) nous offrent une reprise de Spirit of Oi! des camarades de Non Servium. L'album se conclue avec le groupe Red Horizon dont j'avoue ne jamais avoir entendu parler avant cette compilation, pourtant ce n'est pas parce qu'ils ne le méritent pas. Beaucoup plus mélodique que les deux premiers groupes, Red Horizon nous offrent des hymnes entraînant et sans ambiguïté la moindre ambiguïté avec des titres évocateur comme Foward Proletariat, Communism Will Win, War of the Imperialist, People's Army et une reprise du chant révolutionnaire Bandiera Rossa. RASH Revolt from Russia est un excellent album pour tous les fans de Oi! (les autres, vous n'y connaissez rien de toute façon), S'il n'est malheureusement pas encore disponible au Canada, il est en téléchargement libre sur le blog de Musica de la Calle ou bien en vente à 7euro chez RedStar77.



The Prowlers / Produzenten Der Froide Montreal VS. Stuttgart

(Insurgence Records) Insurgence nous offre un excellent split de la part de deux groupes faisant dans le même style Oi! plutôt mélodique avec des influences Rock n' Roll. Nous avons donc droit à 10 nouveaux titres (5 de chacun des groupes) en anglais et en allemand. The Prowlers de Montréal lance le bal avec Lost and Drunk et NDG, clairement les deux meilleurs chansons du groupe sur ce split. Pour la partie de Produzenten Der Froide, je vous conseille fortement les chansons Therapie et Money qui sont excellentes. D'ailleurs, le groupe de Stuttgart était sensé venir faire une tournée au Canada en septembre, mais les (os-ties de) douanes canadiennes les ont renvoyer en Allemagne sous de faux prétextes. Écouter cet album ne peut que nous faire enccore plus chier de ne pas avoir pu les voir... En terminant, je me dois de souligner la qualité de l'esthétique de la pochette de l'album, si on oublie l'image des femmes qu'on y représente de façon plutôt sexiste.



TO SERVE (CAPITAL)
TO PROTECT
(CORPORATE
INTERESTS)

CE — 45-7